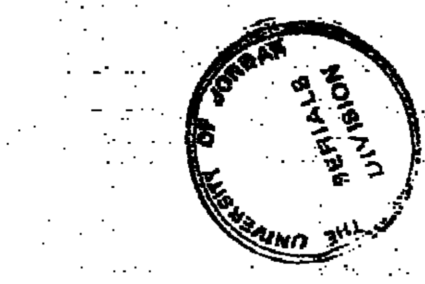


14-18 : Paris sous les obus

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15416 – 7 F — SAMEDI 20 AOÛT 1994 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Devant l'afflux croissant de candidats à l'exil

Washington durcit sa politique à l'égard des réfugiés cubains

Après une réunion à la Maison Blanche des principaux responsables de la sécurité américaine, Washington a annoncé, jeudi 18 août, les nouvelles règles régissant l'entrée des Cubains dépourvus de visa, qui seront placés dans des centres de détention. L'état d'urgence a par ailleurs été décrété en Floride. Les Etats-Unis veulent empêcher un afflux massif de boat-people fuyant le régime castriste. Le nombre des réfugiés ayant atteint les côtes américaines est le plus important depuis 1980.

WASHINGTON

de notre correspondante

A 13 heures, jeudi 18 août, la Maison Blanche considérait que l'exode des Cubains par mer vers la Floride se faisait *« dans l'ordre »* et ne jugeait pas utile d'accéder aux requêtes du gouverneur de Floride. Celui-ci, le démocrate Lawton Chiles, venait de déclarer l'état d'urgence en Floride et demandait à Washington de proclamer un *« état d'urgence de l'immigration »*. *« Nous suivons la situation de très près,* répliquait posément à Washington Dee Dee Myers, porte-parole de la Maison Blanche, *mais jusqu'ici nous avons les choses en mains et nous pensons pouvoir continuer. »*

Dix heures plus tard, retournement total de la situation : cette fois-ci, c'est l'attorney général (ministre de la justice), Janet Reno, qui prend la parole devant la presse de la Maison Blanche, en fin de soirée, pour annoncer le changement de politique à l'égard des réfugiés cubains : désormais, les ressortissants cubains arrivant aux Etats-Unis sans visa – c'est le cas de tous les boat-people repêchés ces derniers jours au large de Key West – seront placés en détention. La mesure prend effet immédiatement.

C'est une mesure sans précédent à l'égard des Cubains, qui bénéficiaient depuis 1966 d'un traitement de faveur des Etats-Unis : le seul fait d'être Cubain, fuyant un pays communiste, leur donnait droit à être admis d'office sur le territoire américain. Héritage de la guerre froide, le *Cuban Adjustment Act* de 1966 interdit le rapatriement des réfugiés cubains, mais ne spécifie pas dans quelles conditions ils doivent être accueillis aux États-Unis : l'administration a donc une certaine marge de manœuvre. L'usage voulait que, dès leur arrivée en Floride, les réfugiés fussent aussitôt remis à des membres de leurs familles déjà installés aux États-Unis ou à la communauté cubaine de Miami.

Mais les départs se sont tellement accélérés depuis le début du mois – 2 750 réfugiés secourus par les garde-côtes américains en août, dont 547 pour la seule journée de mercredi, des chiffres inégalés depuis 1980 – que déjà, les organisations d'accueil cubaines de Miami ne parviennent plus à faire face. Et surtout, l'administration Clinton espère ainsi dissuader les candidats au départ qui, apparemment, se rassemblent sur les plages de Cuba et prennent la mer sur des embarcations de fortune sans être inquiétés.

Fidel Castro semble avoir mis à exécution sa menace de rééditer l'exploit de Mariel lorsque, en 1980, il avait laissé partir 125 000 personnes en cinq mois.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 6

Une « victoire » de Castro

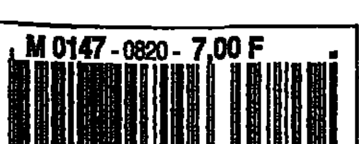
FIDEL Castro viendrait-il de remporter une paradoxale victoire ? Il demandait aux Etats-Unis, début août, de prendre « des mesures rapides et efficaces » pour dissuader les candidats à l'exil. Sinon, disait le Lider maximo, les Cubains « ne pouvaient continuer à être les gardiens des frontières des États-Unis ». Il menaçait alors d'ouvrir les vannes de l'émigration. Les décisions américaines, prévoyant l'internement de tout arrivant illégal, devraient le satisfaire, même si elles ne sont bien évidemment pas destinées à cela.

C'est d'abord l'ombre de Mariel qui plane sur ce revirement spectaculaire de Washington. Lorsque, en 1980, le dirigeant cubain avait laissé partir des candidats à l'exil, en y ajoutant de nombreux délinquants et handicapés mentaux, les États-Unis avaient dû faire face en cinq mois à l'arrivée de 125 000 réfugiés. Washington n'a aucune envie de voir une réédition de cet exode, non plus que d'atténuer l'embargo américain en vigueur depuis octobre 1960.

DURANT sa campagne, Bill Clinton avait d'ailleurs approuvé le vote par le Congrès de la loi dite Toricelli (du nom d'un élu démocrate du New-Jersey), qui prévoyait un renforcement de l'embargo à l'égard de Cuba. Malgré quelques infléchissements ultérieurs destinés à préparer « l'après-Castro », l'administration américaine a toujours eu pour souci de ne pas s'aliéner la puissante et très anti-castriste communauté cubaine de Floride.

L'apparent assouplissement des dirigeants de La Havane à l'égard des candidats à l'exil – de moins en moins inquiétés par les forces de sécurité lorsqu'ils s'embarquent sur leurs radeaux de fortune – a sans nul doute précipité la réaction de Washington.

MAIS il est une autre explication : l'an dernier, dans un entretien accordé au quotidien italien « La Stampa », Fidel Castro affirmait : « Nous avons démontré que nous étions une étoile qui diffusait sa propre lumière. » La Havane apparaît plutôt aujourd'hui comme un astre qui s'éteint, et que fuient un nombre grandissant de Cubains. Ce sont sans doute ces prémices de la fin d'un régime, dont il ne faut cependant pas sous-estimer la capacité de résistance, qui permettent aujourd'hui à Washington de mettre un frein à sa politique d'accueil.



M 0147 - 0820 - 7,00 F

En attendant la décision définitive du gouvernement

Le PS et le PC se mobilisent contre la privatisation de Renault

Le projet de privatisation partielle de Renault suscite de fortes réactions hostiles à gauche. Jeudi 18 août, Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste, a fait savoir que le PS « s'opposera de toutes ses forces » à la dénationalisation du constructeur automobile alors que le Parti communiste a annoncé le lancement d'une pétition nationale. A en juger par l'émotion qu'engendre ce projet et la prudence dont fait preuve le gouvernement, Renault reste, selon les termes de M. Balladur, un « symbole national ». Pourtant, l'ancienne « vitrine sociale », tout en maintenant une tradition de négociation, est désormais gérée comme une entreprise privée dont le chiffre d'affaires atteint 170 milliards de francs.



Lire nos informations page 20

L'ambivalence des relations franco-algériennes

Le récent assassinat en Algérie de cinq Français et diverses prises de position après l'assignation à résidence de 26 islamistes à Folembray, dans l'Aisne, ont remis en lumière l'ambivalence des relations entre Paris et Alger, comme le montre l'historien algérien Mohamed Harbi, qui regrette l'*« engagement français dans les luttes algériennes »*.

page 3

La polémique s'amplifie sur le rôle de Me Vergès

Me Jacques Vergès, mis en cause dans des documents de la Stasi, transmis au juge Bruguière par la justice allemande, a violemment réagi aux informations publiées par *le Monde* (des 18 et 19 août). D'autres éléments, que nous révélons, semblent confirmer le rôle d'« émissaire » de Carlos que l'avocat aurait tenté de jouer, en 1982, auprès du gouvernement français.

page 8

Rwanda : après les Français, l'inquiétude

Ni exode massif vers le Zaïre, ni retour chez soi... les populations de la zone « Turquoise » restent dans l'expectative

GIKONGORO

de notre envoyé spécial

« Ceux qui partent à Cyangugu sont fous ! » Debout sur sa Jeep, le lieutenant Goujon, du premier escadron de régiment d'infanterie chars de marine (RICM), essaie d'être le plus clair possible : *« Vos enfants risquent de mourir en chemin. Vous pouvez vous faire dévaliser par les bandits dans la forêt de Nyungwe, et à Cyangugu il n'y a rien ! »* Appuyé par un traducteur, il harangue les 1 500 déplacés du camp de Mugano qui ont fui leur village, de l'autre côté de la Mwogo, la rivière qui sépare la zone tenue par le Front patriotique rwandais (FPR) de la zone humanitaire sûre (ZHS), où les « casques bleus » prennent la relève des soldats français.

« Plutôt que de partir vers le Zaïre ou de rentrer au village, il vaut mieux rester sur place et attendre que les Nations unies vous signalent quand le retour sera possible. » La petite foule applaudit. Est-elle convaincue ? Sur le chemin du retour le chef de la patrouille reconnaîtra que *« demain ils vont sans doute tous me dire qu'ils veulent quand même partir à Cyangugu »*. Ce discours, qu'il tient tous les jours dans différents camps de la région, ne fait pas le poids face aux rumeurs. *« Vous ne pouvez pas dire au FPR de rentrer dans les casernes pour qu'on puisse revenir chez nous ? »*, a demandé quelqu'un.

Les gens de Mugano, comme l'immense majorité des Hutus déplacés ou résidents dans la ZHS (estimés respectivement à un million et 500 000) ont une peur de la *« vengeance tutsie »* qui les cheville au corps. Et ils ne font pas plus confiance à la MINUAR II (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) qu'à la MINUAR I qui, à la mi-avril, au lieu de s'interposer, avait retiré ses hommes du Rwanda qui sombrait dans la guerre civile et les massacres. Ils sont prêts à tout pour tenter de faire rester les Français. L'air soucieux, un jeune homme s'approche de l'officier : *« Des hommes armés du FPR sont venus ce matin à Mukoni. Ils disaient qu'après le 22 août* [date du retrait du contingent français] *ils viendront massacrer tous ceux qui ne retourneraient pas dans leurs villages. »* Petite vérification de routine à Mokoni : à travers les réponses des uns et des autres, l'affaire se révèle une naïve « opération d'intox ».

Avant d'entamer leur tournée quotidienne – pour *« montrer aux gens que nous sommes toujours là »* – les hommes du lieutenant Goujon sont allés saluer les sentinelles du FPR sur le pont de la Mwogo. Français et ex-rebelles s'appellent par leurs prénoms, fument une cigarette ensemble et discutent un moment. Tout va bien. Un combattant du FPR affirme : *« Cinq cents déplacés reviennent chaque jour »* – c'est-à-dire quittent la zone de sécurité vers les régions contrôlées par le FPR. Tous s'en félicitent, font semblant d'y croire. Mais, en une demi-heure, cinq personnes seulement traverseront le pont. Sur le chemin du retour, un drame éclate au bord de la route : la foule poursuit un homme qui a tenté de voler de la nourriture tout juste distribuée. Les soldats jaillissent de leur véhicule mais les villageois ont été plus rapides. Le voleur est arrêté une grenade à la main. Les militaires iront fouiller sa chaumière sans trouver d'autres armes. Ni les Français ni la MINUAR II n'ont ouvert de cachots. Le brigand sera donc remis au bourgmestre, qui ne pourra que le relâcher puisque le directeur de la prison de Gikongoro est parti avec les clés après avoir libéré tous les prisonniers.

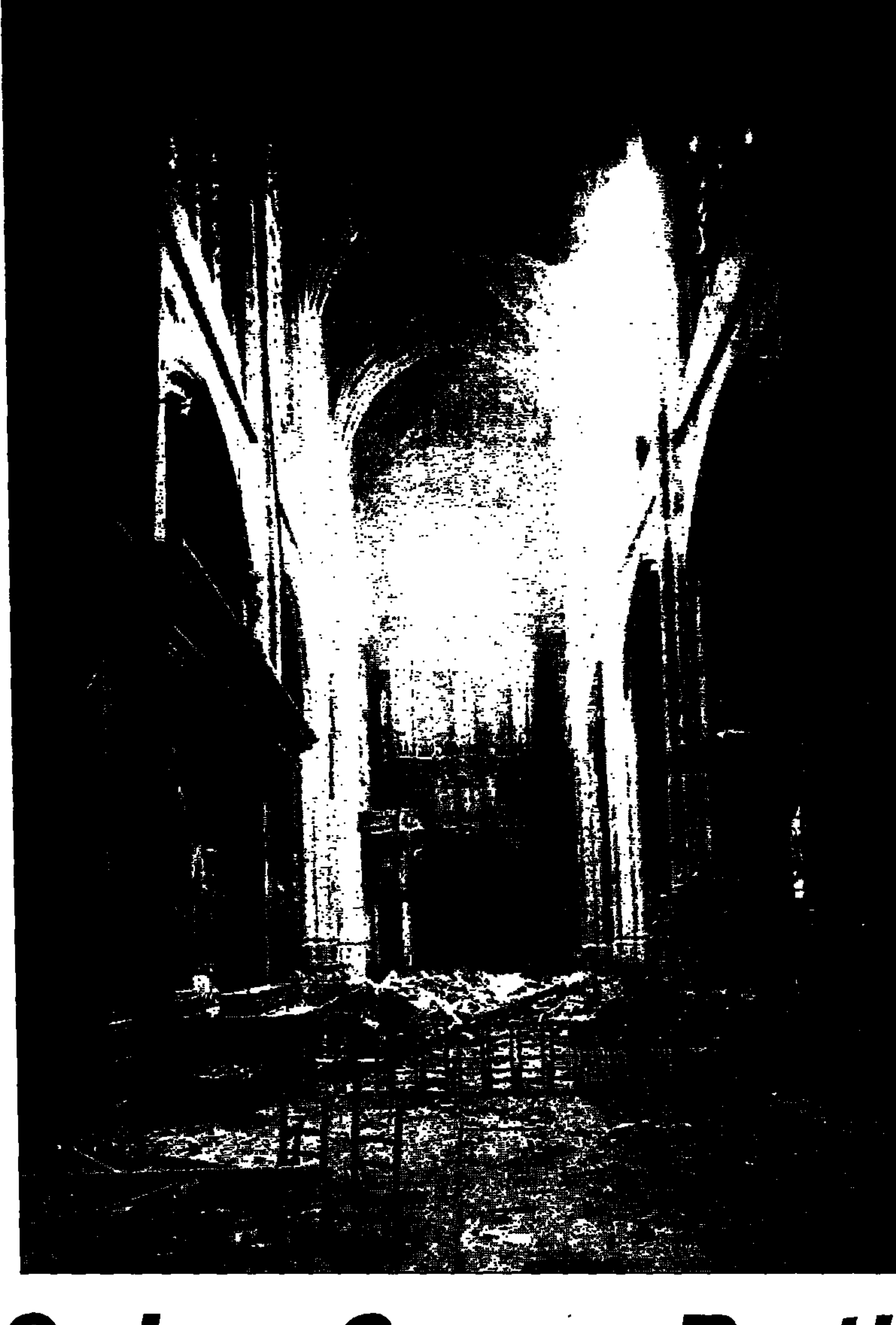
L'anarchie, la misère alourdissent le climat d'insécurité. Le banditisme se développe. On se vole des vivres, des ustensiles, et les altercations se terminent souvent par un coup de machette.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 4

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).

LA TRÈS GRANDE GUERRE



La grande nef de Saint-Gervais vue du transept, après le bombardement. Les victimes, parmi lesquelles on compte nombre d'enfants, seront vite élevées au rang de martyrs de la « bochise ». (Collection Musée d'histoire contemporaine, BDIC.)

Le 29 mars 1918 est un vendredi, le Vendredi saint. A 15 h 30, les fidèles sont assemblés pour l'office des Ténèbres dans les différentes églises parisiennes. Un obus tombe sur l'église Saint-Gervais, située juste derrière l'Hôtel de Ville. Dans les décombres, on retrouvera 88 morts et autant de blessés, une majorité de femmes, de vieillards et d'enfants.

29. *La « Grosse Bertha » frappe Saint-Gervais*

CE n'est pas la première fois que les habitants de la capitale sont visés par des bombardements. Dès 1914 des avions avaient survolé la ville, puis des zeppelins. Mais c'est en 1918 que les bombardements de Paris prennent le plus d'ampleur. Le 30 janvier, les Gotha font 45 morts. Début mars, un dépôt de munitions explose à La Courneuve, faisant 25 morts. A partir du 23 mars, un canon à longue portée de 420 mm, installé dans la forêt de Saint-Gobain, à 140 km de Paris, tire des projectiles de 108 kg.

L'obus qui a atteint l'église Saint-Gervais provient bien d'un canon « Kaiser Wilhelm » et pas de la « Grosse Bertha », surnommée ainsi parce que Bertha était le prénom de la fille de Krupp. Au moment où débute l'offensive du printemps 1918, Ludendorff, qui mène des attaques par surprise où, justement, il utilise peu la préparation d'artillerie, essaie donc de démoraliser les Parisiens par ces bombardements. Une fois de plus, la guerre n'épargne pas les civils.

Au même moment, des raids aériens anglais atteignent la gare de Cologne. Le but de ces bombardements dans les deux camps est avant tout psychologique, car il est bien difficile de savoir où se trouvent les installations industrielles stratégiques. Quant à la précision à une telle distance, elle est aléatoire.

La presse, qui ne doit pas aider les artilleurs adverses à rectifier leurs tirs, ne mentionne jamais dans ses comptes-rendus les lieux touchés. Personne n'a d'ailleurs beaucoup de précisions sur ces tirs. Des spécialistes en balistique tentent d'expliquer pour les journaux les tracés et les angles de tir de ces « obus-fusées ». Le ministre de l'armement, Louis Loucheur, assure que les Français auront d'aussi grosses pièces dans les prochains mois. Il est fort intéressant de voir l'opinion publique obnubilée par les canons à longue portée au moment où les tanks, réelle supériorité des Alliés, vont faire la différence.

Les Français se sont passionnés pour l'artillerie lourde depuis le début de la guerre, peut-être parce qu'elle était considérée comme une des faiblesses de leur armée. Les romans policiers, bons indicateurs de l'air du temps, sont pleins de récits d'espionnage industriel. Les deux plus célèbres sont *l'Éclat d'obus* dans la série « Arsène Lupin » de Maurice Leblanc, paru en feuilleton dans *le Journal* à l'automne 1915, et *Rouletabille chez Krupp* de Gaston Leroux.

Un bombardement atroce perpétré à l'heure commémorative de la mort du Christ

Dans ce feuilleton publié dans *Je sais tout* à partir de juin 1916, le vol des plans d'un énorme canon français mène Rouletabille au cœur de l'empire Krupp. La haine anti-allemande exprimée dans ce roman est bien symptomatique de la culture de guerre des Français. Gaston Leroux décrit une visite du Kaiser aux usines d'Essen : *« Il n'y a pas de rival à Satan dans la Géhenne.* [...] *Il est l'âme du désastre et de la ruine, et c'est son souffle qui passe sur les brasiers d'Essen et qui fait vivre l'acier en fusion, et qui lui donne la forme qu'il faut pour que la mort soit plus puissante sur la Terre* [...]».

Cette semaine de Pâques 1918 est pour les Alliés une des pires de la guerre : l'offensive de Ludendorff est un succès, les Anglais ont reculé de 60 km. A Doullens, lors d'une conférence interalliée où assistaient tous les généraux en chef et les chefs de gouvernement, le 26 mars, on a été obligé de décider une coordination, confiée à Foch. Seul le péril extrême a permis cette nouveauté qui préludait à la nomination de Foch comme « commandant en chef des forces alliées en France », le 14 mai.

Dans ce contexte militaire désastreux, le président Raymond Poincaré se rend chaque jour sur les lieux bombardés et rend visite aux victimes dans les hôpitaux parisiens. Il ajoute aux descriptions de ses *« tristes visites »* dans son journal : *« Mais qu'est-ce que tout cela, si douloureux que ce soit, à côté du recul des Anglais ? »*

L'opinion publique parisienne ne connaît évidemment pas l'ampleur de l'offensive allemande. Le ministre du blocus et des régions libérées, Albert Lebrun, devrait pourtant changer le nom de son ministère, la Picardie étant de nouveau envahie.

Les journaux, quoique peu loquaces sur la réalité de la situation militaire, rappellent que le cœur de la France est désormais non pas la capitale, mais la ligne de front tentant de résister à l'offensive allemande. Un dessin paru en première page de *l'Écho de Paris* le 8 avril dit bien où se joue le plus grand drame. Un enfant qui tente de dessiner un canon demande à son père, qui a les yeux rivés sur une carte de la Somme : *« Papa, comment c'est grand, le grand canon boche ? – C'est beaucoup plus petit qu'un poilu. »*

Comment réagissent les Parisiens aux bombardements répétés ? Un certain nombre quittent la capitale, les gares sont pleines de monde, les trains pour le Sud bondés. A la gare d'Orsay ont lieu des bousculades graves qui rappellent août 1914.

Si cent mille à deux cent mille Parisiens sont partis, il semble que l'essentiel de la population vaque normalement à ses occupations, ce qui explique l'affluence à Saint-Gervais le 29 mars, où les chanteurs réputés de l'église devaient se produire dans les *Lamentations de Jérémie*.

Quelques minutes après le drame, les députés en séance sont avertis. Henri Groussau, député du Nord, qui intervenait en faveur des réfugiés et rapatriés, ajoute cette protestation très applaudie à son discours : *« Au moment où nous défendons d'autres victimes, nous avons à en pleurer de nouvelles. Nous n'en oublierons aucune.* [...] *Nous demandons justice au Ciel et devant les hommes. Nos soldats sauront ajouter ce qu'il faut pour que cette justice soit complète.» Le député a donné le ton de l'opprobre que vont développer tous les témoins et les journaux dans les jours suivants. Les Allemands sont doublement coupables, car ce bombardement a eu lieu dans une église à l'heure commémorative de la mort du Christ, au moment le plus tragique de toute la liturgie catholique. L'obus est à la fois atrocité et sacrilège.*

Ceux qui pensaient que depuis le début de la guerre les poilus se sacrifiaient en imitation du Christ y voient encore plus l'espoir de la résurrection de tout le peuple de France : « Ils ont tué [...] *des christs nouveaux choisis par la justice divine pour ajouter à l'auréole des soldats tombés dans la grande bataille l'éclat de leur pureté et la générosité de leurs prières.* [...] *Soyez bénies, saintes victimes de la patrie.* [...] *Vous êtes arrivés au terme de votre calvaire à la même heure que le Christ au terme du sien.* [...] *Dites-nous comment vous allez nous revenir bientôt par la résurrection nationale* [...]» (*la Croix*, 2 avril 1918.) Le cardinal Amette, archevêque de Paris, se rend immédiatement sur les lieux et reçoit par télégramme les condoléances du pape Benoît XV.

Les victimes particulièrement innocentes de Saint-Gervais, puisqu'on y dénombre beaucoup d'enfants, sont transformées en martyrs, martyrs de la *« bochise »* : « Franc *a donné* franchise, *du Boche doit venir la* bochise *pour qualifier son étonnante mentalité. » (l'Écho de Paris,* 1er avril). *« Quand des enfants pleurent leur père tombé sur le front, c'est la guerre ; mais quand les pères reviennent du front pour ensevelir leurs enfants assassinés, c'est la guerre boche » (l'Illustration).*

Les « Pâques sanglantes » parisiennes de 1918 ravivent les haines anti-allemandes

Pendant tout le conflit, G. Bruno décrit dans *le Tour de l'Europe pendant la guerre* ce qui arrive aux enfants et petits-enfants de son célèbre *Tour de la France*. Dans l'édition de 1919, une petite fille, amie de la famille, que les lecteurs suivent maintenant depuis 1871 devient l'une des *« innocentes victimes »* parisiennes. Une de ses lettres racontant la situation à Paris parvient de façon posthume à la ferme du centre de la France : *« Il semblait à nos amis en larmes que la petite âme* [...] *venait protester ainsi de sa voix enfantine contre les crimes inoubliables des barbares d'outre-Rhin. »*

Comble d'ironie : le conseiller à la légation suisse, M. Stroehlin, et sa femme française sont morts dans l'église. Or la Suisse neutre représente les intérêts allemands à Paris.

Les « Pâques sanglantes » parisiennes de 1918 permettent aux haines un peu retombées depuis 1914 et 1915 de s'exprimer de nouveau, d'autant plus que, comme lors des offensives d'août 14, les Allemands semblent pouvoir l'emporter en cette fin du mois de mars 18. Le bombardement de l'église Saint-Gervais vient prouver le grand plan préétabli par Guillaume II depuis 1914 : *« Le naufrageur de la* Lusitania, *l'incendiaire de la cathédrale de Reims, devenu le meurtrier des fidèles réunis sous la croix du calvaire en souvenir de la passion du Christ, ne saurait échapper aux conséquences de ses actes criminels et sacrilèges. » (le Temps,* 31 mars.)

De façon très œcuménique, comme cela avait été le cas au moment de l'incendie de la cathédrale de Reims, les autorités protestantes et juives viennent mêler leurs protestations émues à celles des catholiques. Le grand rabbin Israël Levi fait de l'Ancien Testament son interprète : *« Comme autrefois le grand prêtre Zacharie assassiné dans le temple du Seigneur, les innocentes victimes de la lâcheté sanguinaire de l'ennemi, tombées dans une maison de prières, crient vers le ciel. »*

Ainsi les Français sous le choc pensent que les Allemands seront jugés pour leurs crimes, et ne peuvent s'empêcher d'espérer que leur défaite sera leur châtiment.

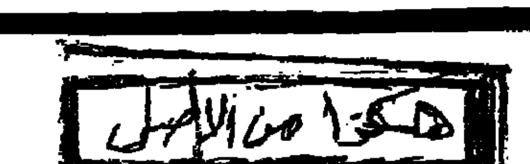
En ce printemps 1918, au moment où les dernières offensives allemandes paraissent menacer la victoire, les Français si lassés par la guerre retrouvent dans l'horreur de l'église Saint-Gervais la volonté de continuer. Mais la décision n'interviendra que sur les champs de bataille, face à l'armée allemande.

Annette Becker
Historial de la Grande Guerre

LIRE

- Annette Becker
  La Guerre et la Foi, de la mort à la mémoire, 1914-1930
  Armand Colin, 1994
- Jean-Jacques Becker
  Les Français dans la Grande Guerre
  Laffont, 1980

PROCHAIN ÉPISODE : LA JOURNÉE NOIRE DE L'ARMÉE ALLEMANDE



Après l'assassinat, à Alger, de cinq Français, trois gendarmes et deux agents consulaires, la question des rapports entre la France et l'Algérie a du mal à se clarifier.

■ FOLEMBRAY (Aisne). Une vingt-sixième personne, un Marocain résidant à Avignon, est retenue, depuis jeudi 18 août, à la caserne de Folembray (Aisne). Il y a rejoint vingt-cinq Algériens assignés à résidence au lendemain de l'assassinat de cinq Français le 3 août à Alger. Un recours en sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion a été déposé par treize des assignés. *(Lire page 4).*

■ SOUTIEN. La Coordination nationale des musulmans de France, présidée par Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a publié, jeudi 18 août, un communiqué condamnant les violences « contre les étrangers, les innocents et les civils » en Algérie, mais dénonçant aussi « le nouveau climat sécuritaire » dont serait victime aujourd'hui la communauté musulmane de France. Elle demande en particulier la libération de Larbi Kechat, imam de la mosquée de la rue de Tanger à Paris, assigné à résidence à Folembray (« le Monde » daté 14-15 août), pour lequel plaide aussi dans nos colonnes le Père Christian Delorme, ancien « curé des Minguette ». *(Lire page 4).*

L'ambivalence des relations franco-algériennes

Rapports d'Etat à Etat ou mélange de relations officielles et d'intérêts de groupes politiques, les liens entre Paris et Alger ont du mal à se clarifier

Les relations franco-algériennes relèvent-elles des rapports d'Etat à Etat ou d'un mélange de relations officielles et d'intérêts de groupes politiques ? La question se pose à la lumière des développements consécutifs au récent assassinat, à Alger, de cinq Français, trois gendarmes et deux agents consulaires.

Prétendre la traiter en considérant l'Algérie et la France comme deux entités closes, totalement extérieures l'une à l'autre, comme le sont la France et l'Egypte, révèlerait seulement le degré de fausse abstraction que peut atteindre une réflexion politique quand elle privilégie les mythes et les masques au détriment de l'histoire réelle. Rien d'étonnant donc à ce que Mme Leila Aslaoui puisse intervenir à la télévision française comme porte-parole du gouvernement algérien, en prenant parti dans la politique intérieure et en distribuant éloges au gouvernement de M. Balladur et critiques à ses prédécesseurs socialistes.

Trois décennies après son indépendance, l'Algérie porte encore les traces de la présence française et de la guerre. Une longue cohabitation entre colonisateurs et colonisés *« ... a laissé derrière elle un mélange ambigu de familiarités et de frustrations, d'attachements et de rancunes, de regrets et de remords, d'attirance et de rejet »* (Nicole Grimaud). Une chose est sûre : l'analyse des rapports franco-algériens ne peut pas se limiter aux rapports entre Etats mais doit inclure les échanges entre partis, milieux d'affaires et médias tant français qu'algériens. La politique étrangère des deux pays s'élabore aussi à l'ombre des liens personnels que les élites politiques entretiennent entre elles, des deux côtés de la Méditerranée.

« Avaler des couleuvres »

C'est en juillet 1962 que l'Algérie se sépara de la France. Les accords d'Evian (19 mars 1962), qui mettaient un terme à une guerre qui a duré sept ans, furent considérés par le président du gouvernement provisoire (GPRA) comme *« un compromis révolutionnaire où le GPRA a sauvé les positions-clés de la révolution tout en se montrant souple sur les aspects secondaires ou susceptibles d'être révisés »*. L'opposition de la Communauté européenne, d'une partie de l'armée française, et les querelles de factions au sein du FLN agirent dans un même sens : la résiliation des accords d'Evian.

Aussi, lorsque Krim Belkacem voulut, en juin 1962, s'appuyer sur la lettre de ces accords pour se maintenir au pouvoir contre l'alliance de l'état-major de l'Armée de libération nationale (ALN) et de Ben Bella, il échouera dans sa tentative. Le général de Gaulle refusa d'entraîner la France dans un nouveau guêpier. *« L'Algérie libre mais algéro-française »* qu'il appelait de ses vœux ne verra pas le jour. Les garanties des biens français et de la sécurité des personnes ne furent pas respectées.

Mais l'Algérie, tout en proclamant son non-alignement et en invoquant le caractère inégal des négociations d'Evian, observera scrupuleusement les clauses militaires relatives aux intérêts stratégiques de la France. Les sites sahariens, les bases de Mers-El-Kebir et Bou-Sfer seront rendues à l'Etat algérien avant les délais requis en 1967-1968 et 1970.

Le général de Gaulle avait fait le pari d'ériger en modèle les rapports entre la France et l'Algérie aux autres pays du tiers-monde pour battre en brèche l'hégémonie des Etats-Unis et de l'URSS. Pour réussir son dessein, il admettait avoir *« avalé des couleuvres »*. Mais cela n'empêchera nullement la France de pénaliser l'Algérie en réduisant son aide budgétaire, les contingents de travailleurs et les quantités de vin admises en France. Ces mesures de rétorsion entachèrent, aux yeux des dirigeants algériens, la politique de coopération, considérée comme la reconversion d'une politique fondée sur la pérennisation de relations inégales.

La nature particulière des liens franco-algériens connut un tournant avec la nationalisation des pétroles, le 24 février 1971. Malgré le choc, la crise ne prit pas le tour dramatique auquel l'Algérie s'était préparée. *« Nous ne donnerons pas à l'Algérie une priorité dans notre coopération, mais nous ne l'excluons nullement du nombre des Etats avec lesquels nous coopérons étroitement »*, déclara le président Georges Pompidou, successeur du général de Gaulle. On s'orienta vers la banalisation des rapports, et le régime algérien n'en fut pas isolé pour autant. La gauche française lui apporta son soutien. Il le mettra à profit pour isoler ses opposants en exil et renforcer son contrôle sur l'émigration.

Au nom des intérêts nationaux dont il se voulait le dépositaire exclusif, et du droit des peuples contre les droits de l'homme, le régime algérien réussira à brider toute autre expression que la sienne. Des budgets énormes furent consacrés, en vue de sa propagande, à la création et au soutien de journaux français sous influence et de groupes politiques. L'organisation du spectacle fut confiée à des réseaux parallèles sous l'égide de l'Amicale des Algériens en France.

Le contentieux entre Alger et Paris s'obscurcit avec les attentats racistes contre les émigrés dès 1971 et la riposte des dirigeants algériens qui suspendirent, en 1973, l'émigration de leurs ressortissants. Mais la réinsertion des émigrés toujours promise ne se fera pas, à quelques exceptions près. Les listes dressées par un fonctionnaire du ministère du travail, Malek Benayad, resteront dans les archives. La police politique s'opposa alors à tout retour susceptible de faire entrer en Algérie le virus de la contestation sociale.

Malgré les griefs faits à la France de refuser l'équilibre de la balance des échanges et donc d'aggraver le déficit commercial aux dépens d'un pays en voie d'industrialisation, un rapprochement s'esquissa sur des objectifs stratégiques communs en Méditerranée. Mais la rencontre entre les ministres des affaires étrangères Michel Jobert et Abdelaziz Bouteflika en 1973, qui intervint peu avant la mort de M. Pompidou, laissa la solution du contentieux à son successeur.

L'affaire du Sahara occidental

Ruse de l'*Histoire* : ce ne sont pas les héritiers du gaullisme mais deux partisans de l'Algérie française, le président Giscard d'Estaing et son ministre de l'intérieur, Michel Poniatowski, qui répondront positivement à l'invitation du gouvernement algérien. Cependant, les déboires démentent les promesses de ces retrouvailles. La France ne fera pas le pari audacieux qui consistait à lier sa destinée à cet atout que représente l'Algérie dans le tiers-monde, écrit Bruno Etienne. A peine entrouvertes aux entreprises françaises, les portes du marché algérien se refermèrent.

La confiance n'était pas encore au rendez-vous. Candidat au rôle de partenaire privilégié au Maghreb, Alger soupçonna la France de s'aligner sur les Etats-Unis en appuyant le Maroc et la Mauritanie qui s'étaient partagés le Sahara occidental, revendiqué par le Front Polisario. Il s'ensuivit une vive tension. Le souvenir de la guerre de libération nationale sera réactivé avec les découvertes opportunes de charniers attribués à l'armée française.

On jeta l'anathème sur le « parti de la France ». L'expression fut lancée par le président Houari Boumediene, désignant à l'origine les adversaires de l'arabisation. Elle fera florès. La France s'engagea militairement auprès de la Mauritanie dans son conflit avec le Front Polisario et l'Algérie. Mais ce pays, déstabilisé et déchiré par les luttes de factions, s'en retirera en juillet 1973... pour le plus grand profit du Maroc. Ce dénouement imprévu s'ajoutera à l'échec des partisans français des thèses algériennes aux élections municipales de mars 1978. Dès lors, M. Boumediene opta pour le rapprochement avec la France. Ce sera quelque temps avant sa mort.

Les acteurs de la normalisation seront, après 1980, les présidents Chadli Bendjedid et François Mitterrand. La dynamique de la coopération se développa, en 1982, autour d'un accord sur le prix du gaz indexé sur le prix du pétrole et donc supérieur au cours mondial. Progressivement, la France deviendra le premier partenaire commercial de l'Algérie, son interlocuteur politique privilégié et, bientôt, son plus gros créancier.

Des liens de coopération s'établirent entre les armées et les services de sécurité des deux pays. Alger n'hésitera pas à solliciter l'ingérence dans ses affaires intérieures quand il s'agira de lutter contre son opposition, comme le révèlera l'assassinat du dirigeant du Front des forces socialistes (FFS), Ali Mecili, le 7 avril 1987, à Paris.

Avec la libéralisation du régime juridique de l'investissement, des perspectives prometteuses s'ouvrirent aux entreprises françaises dans le domaine de la pharmacie, des hydrocarbures et de l'automobile. La normalisation n'empêcha pas la mise en cause officielle de la francophonie avec, cependant, ce paradoxe aux conséquences incalculables : le français resta la langue administrative et celle des élites.

La cohésion de l'armée

La présence d'une importante communauté algérienne en France aurait pu devenir un trait d'union si ses droits à une vie normale, dans la sécurité, avaient été respectés, ce qui ne semble pas encore évident. Toutes ces virtualités sont aujourd'hui contrecarrées par la guerre que se livra un gouvernement algérien en mal de légitimité et des forces islamistes à la recherche d'un pouvoir dont l'interruption du processus électoral les a frustrées.

Dans ce conflit, les gouvernements socialistes, tout en affichant leur préférence pour une issue démocratique, se cantonnèrent dans une expectative prudente. On ne peut pas dire qu'ils aient été neutres ou que leur politique à l'égard de l'islamisme ait été cohérente. Lors des élections municipales algériennes de mars 1990, Abassi Madani demanda l'autorisation d'organiser des réunions en France. L'ambassadeur de France lui répondit que les étrangers ne pouvaient pas y avoir d'activité politique et que cette règle était valable pour tous les partis. Or il y eut des dérogations à cette règle.

Contre les socialistes, Alger, à travers « la presse indépendante », lança une campagne accusant la France de servir de base arrière aux islamistes, de les armer et de les faire entraîner en Camargue. Ce qui signifait en clair que les islamistes auraient été des agents français. La même presse applaudit aujourd'hui aux mesures prises par Charles Pasqua sans se soucier qu'un brevet de nationalisme soit ainsi décerné au FIS.

L'engagement français dans les luttes algériennes n'est pas de bon augure. Il aboutit, en dernière analyse, au soutien des régimes discrédités par leurs pratiques, ayant perdu toute légitimité politique et mettant gravement en danger la cohésion de l'armée. Sans cette cohésion, il n'est pas de retour aux urnes fiable. On peut noter jusqu'à présent une étrange convergence entre les « éradicateurs » et les islamistes. Pour les premiers, il n'est pas d'autres moyens de se maintenir au pouvoir. Pour les seconds, la poursuite de l'action armée doit amener une décomposition progressive du régime en esquissant ses contradictions.

L'ambivalence des relations entre l'Algérie et la France s'enracine dans une histoire séculaire et complexe. Une partie des Algériens, ceux qui précisément ont été les porte-parole et les dirigeants du nationalisme algérien, est fortement marquée par la culture française. Cette élite politique francophone a forgé l'idée d'une nation algérienne, indépendamment de toute référence historique authentique, en symétrie avec l'idée de la nation française. Dans le même temps et logiquement, elle a fait de la France la source exclusive de ses difficultés.

En dessous, sans qu'elle l'entende, une autre Algérie existait, communautariste, aux liens sociaux fortement marqués par la religion et dont le rapport avec la France était sans ambiguïté. On ne peut l'ignorer sans dommage pour les futures relations franco-algériennes.

MOHAMED HARBI

▶ Maître de conférences en sciences politiques à l'université Paris-VIII.

VILLEPINTE. Un homme se réclamant du FIS prend une infirmière en otage. – Une infirmière a été brièvement prise en otage, jeudi 18 août, par un homme, Mohamed Belaïd, vingt-deux ans, se réclamant du FIS, dans le service de pédiatrie-maternité de l'hôpital Robert-Ballanger de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Armé d'un pistolet à grenaille, il réclamait la libération des islamistes assignés à résidence à Folembray. Un policier hors service, brigadier au commissariat de Bondy, s'est fait passer pour le journaliste que Belaïd réclamait et a réussi à désarmer le forcené, qui souffrirait de déséquilibre mental.

AFRIQUE DU SUD

Bilan mitigé des cent premiers jours du président Mandela

Au terme de ses cent premiers jours à la présidence, Nelson Mandela a dressé, jeudi 18 août, devant l'Assemblée nationale, le bilan de l'action de son gouvernement depuis le 10 mai, date de son investiture. Le président a mis l'accent sur le plan de « reconstruction » de l'ANC pour apaiser l'impatience qui se manifeste dans les milieux les plus défavorisés.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La majeure partie du discours de Nelson Mandela, empreinte d'un très ferme optimisme, a été consacrée au plan de reconstruction et de développement (RDP) de son parti, le Congrès national africain (ANC). Contrairement à ce qu'on attendait, aucun détail précis sur le budget du RDP n'a été annoncé. C'est à Jay Naidoo, ancien secrétaire général de la centrale syndicale COSATU et ministre sans portefeuille, responsable du plan de l'ANC, qu'il appartiendra de le faire dans quelques temps.

Nelson Mandela a toutefois indiqué de nouvelles mesures destinées aux communautés défavorisées. Elles concernent, en zone urbaine, la rénovation, dans les cités noires, des logements ayant été atteints par la violence. Pour ce qui est des zones rurales, priorité va être donnée à l'alimentation en eau des communautés situées plus particulièrement dans le Nord-Transvaal et au Kwazoulou/Natal. Un programme de nutrition destiné aux écoles devrait aussi être rapidement mis en place.

Des promesses irréalisables

L'insistance de Mandela sur l'imminence de ces mesures tient surtout au besoin de contenir l'impatience grandissante face aux retards et incompétences qui caractérisent tout ce qui touche au plan de reconstruction de l'ANC. En soulignant le rôle favorable d'un taux de croissance de plus de 3 % pour son financement, l'esprit de réconciliation nationale et la nécessité d'impliquer toutes les communautés du pays dans l'élaboration et la mise en œuvre des différents projets, M. Mandela a indirectement énuméré tout ce qui, justement, pose problème.

Les nouvelles sont en réalité moins bonnes que ce que le président veut bien faire entendre : en début de semaine, un article du quotidien des affaires *Business Day* s'inquiétait de ce que le pays n'arriverait vraisemblablement pas à atteindre ce taux de croissance de 3 % d'ici la fin de l'année. Pour ce qui est de la réconciliation nationale, le calme qui caractérise actuellement le climat politique sud-africain est-il vraiment le signe d'un apaisement durable ? Après des dizaines d'années de conflit, le pays passe par une période de répit, dont il a besoin, mais qui se traduit par une curieuse forme d'apathie, notamment au niveau des médias : des situations qui auraient fait scandale avant les élections n'émeuvent plus grand monde, du moins pour le moment.

L'exemple le plus frappant concerne la mise en application très difficile d'un des points les plus importants du RDP, à savoir la politique du logement. Au cours des dernières semaines, une véritable concurrence s'est instaurée entre le ministre du logement, Joe Slovo, et le premier ministre de la région de Johannesburg, Tokyo Sexwale. Ce dernier s'est livré à une surenchère de promesses irréalisables : la construction de 150 000 logements pour cette seule région en l'espace d'un an. Des enquêtes ont sonné l'alarme : vu l'état de l'industrie du bâtiment, ce sont au mieux 50 000 habitations qui peuvent être construites chaque année à travers tout le pays. Pour réaliser le projet de M. Sexwale, il aurait fallu que cinquante et une maisons soient achevées toutes les heures. Cette semaine, Joe Slovo a décidé de le prendre de vitesse en annonçant, en termes très diplomatiques, l'abandon de ce projet.

L'amertume est grande dans les cités noires de l'East-Rand, où de très nombreuses personnes espéraient voir leur rêve de logement se concrétiser rapidement. Cette affaire illustre un autre point sensible du RDP, à savoir les problèmes de coordination entre le gouvernement central et les neuf régions, qui se sont vu allouer certains pouvoirs par la Constitution intérimaire. Malheureusement, la plupart des services ou institutions correspondantes n'ont pas été mis en place – ce qui cause d'énormes retards administratifs et budgétaires, dont souffrent déjà bon nombre de projets compris dans le plan de reconstruction. La semaine dernière, Roelf Meyer, ministre du développement constitutionnel, a déclaré qu'il faudrait attendre plusieurs années avant de voir l'instauration effective des pouvoirs régionaux. Cette nouvelle est tombée dans la plus grande indifférence mais a de quoi inquiéter pour l'avenir de la « lune de miel » politique de la nouvelle Afrique du Sud. – *(Intérim.)*

BURUNDI

L'opposition réclame la majorité des postes gouvernementaux

Les huits partis de la coalition de l'opposition burundaise réclament 60 % des postes ministériels au sein du prochain gouvernement contre 40 % à l'actuelle majorité, compte tenu de la *« faillite technique et morale »* du FRODEBU (Front pour la démocratie au Burundi), au pouvoir, a annoncé, jeudi 18 août, à l'AFP Charles Mukasi, leur candidat à la présidence de la République. Fin juillet, un accord avec les quatre formations de la mouvance présidentielle, dont le FRODEBU, avait abouti à la répartition inverse. *« Il serait à la fois indécent et inacceptable que le FRODEBU dispose à nouveau d'une majorité alors que, depuis un an, il a fait preuve d'une incompétence et d'une incapacité technique et morale à gérer la crise »*, a ajouté M. Mukasi, président de l'UPRONA, le principal parti d'opposition.

Le FRODEBU est au pouvoir depuis juillet 1993 avec, pour la première fois dans l'histoire du Burundi, l'élection à la présidence d'un Hutu (ethnie représentant 85 % de la population), Melchior Ndadaye. Un mois plus tard, le FRODEBU avait remporté la majorité absolue (65 élus sur 81 sièges) à l'Assemblée nationale.

EN BREF

ITALIE : arrestation d'un membre des Brigades rouges. – Un terroriste membre des Brigades rouges a été arrêté, mardi 16 août, par les carabiniers italiens. Agé de vingt-huit ans, Tammaro Marcello Dell'Ommo, recherché pour association subversive, attentats et appel à l'insurrection armée, faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis 1989. Il aurait trouvé refuge en France durant plusieurs années et ne serait rentré en Italie que très récemment. – *(AFP, Reuter.)*

LESOTHO : tentative de médiation sud-africaine. – Le président Nelson Mandela a annoncé, jeudi 18 août, avoir été en contact avec le roi Letsie III et le premier ministre destitué, Ntsu Mokhele, pour tenter une médiation dans la crise qui secoue ce royaume montagneux enclavé dans l'Afrique du Sud (*le Monde* du 19 août). M. Mandela a indiqué qu'il tenterait de résoudre cette crise en collaboration avec d'autres chefs d'Etat africains. – *(AFP.)*

TCHAD : affrontements dans le sud du pays. – Des affrontements ont opposé, du 12 au 14 août, au sud du Tchad, des dissidents de la rébellion sudiste du Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD) aux forces régulières. Les combats ont fait au moins vingt-six morts parmi la population, a-t-on appris, jeudi 18 août, de source indépendante à N'Djamena. – *(AFP.)*

AFRIQUE

Les relations franco-algériennes

Dans les « oubliettes » de Folembray

FOLEMBRAY (Aisne)

de notre envoyé spécial

Résignés. Des deux côtés du grillage de la caserne Général-Gaston-Billotte, à Folembray, on s'installe dans l'attente. Aux vitupérations des premiers jours, lorsque des habitants de la petite ville de l'Aisne étaient venus réclamer le départ des militants islamistes, a succédé une certaine torpeur. Les *« barbus »* ont enlevé la banderole « camp de concentration » qu'ils avaient accrochée au fronton de la caserne.

« La situation est revenue à la normale », constate Bernard Hiverlet, maire (div. g.), le premier à s'offusquer du *« cadeau empoisonné »* de Charles Pasqua, qui avait interrompu ses vacances pour lancer un appel au calme à la population. Le maire dit avoir obtenu des assurances de la préfecture de l'Aisne. L'assignation des islamistes à Folembray ne serait qu'une *« solution temporaire »*, mais ni la durée de cette assignation ni le nombre de militants que la caserne est susceptible d'accueillir ne lui ont été précisés. *« Charles Pasqua a pris cette décision dans un souci de sécurité,* reconnaît Bernard Hiverlet. *On ne peut que la subir et la respecter. »*

A l'intérieur de la caserne aussi, on semble prendre son mal en patience. Les prières, quelques exercices physiques – un match de foot quand le temps le permet –, la lecture de la presse, des déclarations sporadiques lancées à travers les grilles de la caserne rythment les journées. Les rares visites se succèdent, sans que les assignés aient l'impression que la situation évolue.

Grève de la faim

« Nous aimerions savoir sur quelle loi se base Charles Pasqua pour nous retenir ici », demande Djaffar El Houari, président de Fraternité algérienne en France (FAF) et porte-parole des assignés. M. El Houari, joint par téléphone, se fait l'écho de ses compatriotes, qui contestent à la fois les motifs des arrêtés d'expulsion dont ils sont l'objet et les conditions de leur assignation.

Après une visite à la caserne, Me Salah Djemaï, conseil d'un assigné, s'est déclaré contraint d'aller acheter lui-même des médicaments, que son client, privé de ressources, n'était pas en mesure de se procurer. Un autre assigné, Saïd Magri, souffrirait de dépression et aurait entamé une grève de la faim. M. El Houari estime en outre que le dortoir de treize lits et les chambres doubles ne *« respectent pas l'intimité des personnes »*.

« Détention pure et simple »

« Le parallèle ne peut être fait qu'avec la détention pure et simple, insiste Me Nathalie Creuzillet, conseil de treize des retenus. *Il y a à la fois atteinte à la liberté d'aller et venir et à la liberté de communication. »* Pour justifier son propos, elle s'appuie sur les limitations imposées aux visites et les fouilles qui les accompagnent. Certains des militants retenus auraient dissuadé des proches de venir pour leur éviter cette épreuve. Les vingt-six assignés ne disposent pour l'heure que d'un seul téléphone, à carte, malgré des demandes pour obtenir des nouveaux postes.

Selon l'avocate, en outre, les limites d'une assignation s'étendent généralement au département, voire à la commune, mais jamais aux limites strictes de la résidence. Les conditions particulières ainsi réservées aux islamistes s'apparenteraient à celles prévues par un décret de 1938, abrogé après guerre, comme le signale le *Canard enchaîné* dans son édition du 17 août : *« Une référence sinistre, puisqu'il avait permis d'emprisonner des républicains espagnols »,* souligne l'avocate. *« A condition qu'ils en fassent la demande, rien ne les empêche de sortir »,* corrige l'un des responsables départementaux de la gendarmerie.

Un recours en sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion a été déposé par treize des assignés auprès du tribunal administratif d'Amiens. Une inspection d'un expert judiciaire a donné lieu, jeudi 18 août, au dépôt d'un rapport qui, selon Me Nathalie Creuzillet, contient des éléments prouvant le manque d'orthodoxie de cette assignation. Le recours devrait être complété dans les prochains jours, et la procédure écrite, indique-t-on au tribunal administratif d'Amiens, pourrait aboutir courant septembre.

Dans l'attente de cette décision, les assignés de Folembray s'interrogent sur l'issue de leur séjour. Annoncée par Charles Pasqua, la recherche de pays vers lesquels ils pourraient être expulsés semble s'éterniser. Ils en viennent à craindre de devoir rester à Folembray, oubliés là jusqu'à la fin des *« événements »* en Algérie. D'autant qu'ils se trouvent largement isolés au sein de la communauté musulmane française.

Un ressortissant marocain

Seul Larbi Kechat, imam de la mosquée Ad-Da'wa, rue de Tanger à Paris (19e), a reçu le soutien de Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris et président de la Coordination nationale des musulmans de France que M. Kechat n'a pas commenté. Il a également reçu la visite jeudi d'Ahmed Miske, son adjoint à la mosquée de la rue de Tanger, et du Père Michel Lelong, ancien secrétaire du Secrétariat de l'épiscopat catholique pour les relations avec l'islam (SRI). Ahmed Miske a lancé un appel *« au calme et à la sérénité »*.

L'arrivée, jeudi 18, d'un ressortissant marocain n'est pas pour rassurer les assignés algériens de Folembray. Ce Marocain, dont l'identité n'a pas été révélée, mais qui selon la préfecture du Vaucluse aurait des responsabilités dans une mosquée d'Avignon, a été arrêté le matin même alors qu'il se rendait à son travail, indique M. El Houari, qui a déclaré *« ne pas comprendre ce qu'il fait ici »*. A cette question, comme aux autres, le ministère de l'intérieur oppose une seule réponse : *« sans commentaire »*.

HERVÉ MORIN

POINT DE VUE

Pour Larbi Kechat

par Christian Delorme

EN mars dernier, nous étions deux à animer les 16es Rencontres islamo-chrétiennes du centre spirituel du Hautmont, près de Lille, qui rassemblaient trois cents chrétiens et musulmans. J'étais l'intervenant chrétien, Larbi Kechat était l'intervenant musulman. Le thème : « Croyants aujourd'hui face à la violence ». On comprendra, par conséquent, comme j'ai été choqué par l'arrestation, la promulgation d'un arrêté d'expulsion et par l'assignation à résidence (la détention à la caserne de Folembray) du directeur de la mosquée Ad-Da'wa de Paris. L'homme de dialogue que je connais est accusé de menées hostiles à la sécurité de la France !

Tous ceux qui sont témoins attentifs de l'organisation de l'islam en France savent que Larbi Kechat est le représentant d'un islam qui se veut pacifique et cherche le dialogue avec la société française. Sauf preuves contraires, qu'il appartient au ministre de l'intérieur de fournir, son arrestation et sa condamnation constituent une cruelle et dangereuse injustice, une violation des droits de l'homme et un abus de pouvoir auxquels il faut mettre fin d'urgence.

La peur justifiée des fascismes islamistes (comme en Iran ou au Soudan), associée à une ignorance désolante des choses de l'islam, fait que peu de gens osent ouvertement s'interroger sur le bien-fondé du placement « en assignation à résidence » et en attente d'expulsion hors de France d'un certain nombre de ressortissants algériens accusés de liens avec des courants islamistes. A peine a-t-on relevé que, parmi ceux que l'on avait arrêtés, se trouvait un prétendu islamiste buveur de vin et vendeur de charcuterie ! Certes, la plupart des « assignés » semblent avoir des liens avec le FIS, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils approuvent les meurtres ignobles revendiqués par le Groupe islamique armé.

Mettre fin à l'humiliation

Quant à Larbi Kechat, populaire animateur de la Mosquée de la rue de Tanger qui rassemble les vendredis jusqu'à 5 000 fidèles, mon intime conviction est qu'il s'agit d'un homme qu'on a pris en otage, pour terroriser les musulmans organisés, favorables ou non au FIS, hostiles au régime militaire en place à Alger, si cher à notre ministre de l'intérieur.

Deux graves questions me préoccupent dans cette affaire. La première concerne le rôle des services de renseignement dans la conduite des affaires de l'Etat. Leur manque de compétence et les conflits qui les opposent nourrissent de vraies campagnes d'intoxication. En ce qui concerne l'islam, j'ai pu constater combien des notes d'une stupidité atterrante pouvaient parvenir sur les bureaux de ministres ou de préfets.

Ma deuxième interrogation porte sur le statut de l'islam en France. Quand donc considérera-t-on cette religion et ses fidèles avec le respect qu'ils méritent et non plus en les tenant en permanence en liberté conditionnelle ? Quel autre responsable religieux d'une autre confession se permettrait-on de traiter comme on traite Larbi Kechat ? Que je sache, quand des miliciens fascistes serbes ont tué certains de nos soldats en Bosnie, on ne s'est pas vengé arbitrairement sur tel ou tel responsable orthodoxe serbe de France pourtant susceptible de sympathie pour la « Grande Serbie » !

On finira par payer cher cette constante humiliation de l'Islam et des musulmans. Dalil Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de Paris, qu'on ne peut soupçonner de sympathies pour le FIS, s'inquiétait lui-même de cette situation dans les colonnes du (*le Monde* du 10 août), disant redouter *« un retour au climat de la guerre d'Algérie, où la France verrait dans tout musulman un terroriste en puissance »*. Le fait que des jeunes gens issus de l'immigration algérienne, nés en France et de nationalité française, commencent à s'engager dans des groupes islamistes a vraiment de quoi préoccuper. Mais en faisant des martyrs parmi les militants de l'islam intégral, on n'éradiquera pas cette maladie de l'islam contemporain que constitue l'islamisme : on la nourrira !

▶ Christian Delorme est prêtre, animateur du Pôle Magreb-Islam du diocèse de Lyon.

RWANDA

Le gouvernement de Kigali n'accepte pas la démilitarisation de la zone « Turquoise »

Le gouvernement rwandais *« ne peut accepter »* que la *« Zone humanitaire sûre »* devienne une *« zone démilitarisée telle qu'envisagée par l'ONU »*, a déclaré jeudi 18 août le premier ministre, Faustin Twagiramungu. La souveraineté des autorités implique que *« leurs soldats puissent être sur tout le territoire,* a-t-il insisté, *mais je peux garantir que le Front patriotique rwandais* (FPR) *ne prépare pas une attaque dans cette zone »*.

Au cours d'une conférence de presse, le premier ministre a *« remercié le gouvernement français pour avoir accepté de mener une action humanitaire »*, mais a également regretté certaines *« situations déplorables »* liées à cette opération. *« Cette zone, pourtant épargnée par les combats, a été la plus saccagée du pays, malgré la présence française, qui n'a pas non plus empêché l'exode des populations vers le Zaïre »*, a-t-il déploré.

Le nouveau gouvernement s'est toutefois engagé à ne pas envoyer de troupes en armes dans la ZHS sans le feu vert de l'ONU. Cette assurance a été donnée jeudi par les nouvelles autorités de Kigali au représentant spécial des Nations unies au Rwanda, Shahryar Khan. Celui-ci a par ailleurs, estimé que la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) était *« prête »* à prendre le relais de l'opération « Turquoise », *« même s'il aurait été souhaitable que les troupes éthiopiennes en cours de déploiement aient quelques jours supplémentaires pour se familiariser avec le terrain »*.

Un porte-parole de l'ONU à New-York a indiqué que l'organisation espère disposer de 3 500 « casques bleus » au Rwanda d'ici à lundi – les effectifs de l'ONU sont actuellement de 2 400 hommes. Fred Eckhard a fait état d'un scénario *« optimiste »* selon lequel la MINUAR pourrait atteindre son effectif total de 5 500 « casques bleus » à la mi-septembre. Le commandant sortant des « casques bleus » au Rwanda, le général canadien Roméo Dallaire, a cependant déploré jeudi la lenteur de la mobilisation internationale, en estimant que le monde avait pour « devoir » de châtier les responsables du génocide, toujours actifs dans les camps de réfugiés. *« Les mauvais éléments y continuent d'agir à découvert, échafaudant leurs plans. Ils sont nourris et soignés et, pendant qu'on prend soin d'eux, ils fomentent des troubles pour des milliers d'autres »*, a-t-il déclaré.

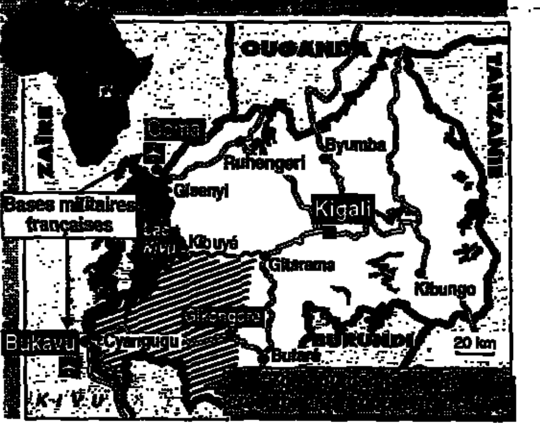
D'autre part, vingt-trois mille personnes ont franchi jeudi la frontière rwandaise vers Bukavu (Zaïre), alors que dans le même temps quelque 12 000 personnes effectuaient le chemin inverse et regagnaient le Rwanda, a-t-on appris auprès du poste de commandement français de Cyangugu. Le Zaïre a menacé de fermer sa frontière avec le Rwanda si le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) ne trouve pas, avant le départ des troupes françaises, une terre d'accueil pour le gouvernement rwandais en exil sur son sol, a-t-on appris jeudi de source informée à Bukavu.

A Goma, au Zaïre, le porte-parole des forces françaises a confirmé que tous les militaires français présents au Rwanda auront quitté ce pays avant dimanche après-midi. *« Le contrat est respecté, on s'en va,* a déclaré le colonel Alain Rambeau, *le 21 à partir de midi il n'y aura plus de militaires français au Rwanda »*, a-t-il ajouté. – (*AFP, Reuter.*)

L'inquiétude

Suite de la première page

A l'hôpital, les blessés dénoncent immanquablement le FPR. Pourtant, sur les trente cas d'exactions qu'il a étudiés jusqu'à présent, Ahamat Omran, observateur tchadien détaché par le Centre des Nations unies pour les droits de l'homme, a remarqué que la majorité des blessures provenaient de rixes ou d'agressions. Un seul cas pourrait être le fait du FPR et



mérite une enquête approfondie. Ici, les exactions du FPR paraissent peu nombreuses ou alors, disent les plus prudents, rares sont ceux qui en réchappent. Mais, malgré le peu de cas reconnus, les rumeurs suffisent à pousser les gens vers le Zaïre, loin des lignes « ennemies ».

Depuis le 15 août, militaires et «humanitaires» enregistrent les départs vers Cyangugu. Curieusement, ils ne disposent pas des mêmes chiffres: cinq mille par jour pour les premiers, le double pour Médecins sans frontières. Le 18 août, le flux s'est ralenti à quatre mille, ce qui a immédiatement été interprété comme une marque de confiance aux «casques bleus». Peut-être la population attend-elle de voir si ces derniers sont capables de la protéger. Mais personne ne veut parier sur la suite.

Depuis trois semaines, les Ghanéens tiennent la zone sud de Gikongoro et il n'y a eu pour ainsi dire aucun mouvement. Au nord, les Tchadiens auraient empêché quelques soldats du FPR de s'infiltrer pour voler du bétail. Au milieu du camp de Cyanika (vingt mille personnes), illuminé par des centaines de petits feux de cuisine, un blindé blanc de l'ONU et son équipage de Ghanéens, s'est arrêté pour la nuit: il faut coûte que coûte rassurer et se refaire une image de marque.

Mais le vrai test viendra avec le départ définitif des Français. *« Le mandat des « casques bleus » pour contrer l'insécurité, n'est pas clair »*, s'inquiète un observateur qui, comme les Rwandais, émet des doutes sur l'efficacité de la MINUAR. La mission de l'ONU ne pourra en réalité réussir que si le FPR joue le jeu. Se retiendra-t-il se faire entrer ses troupes dans le secteur (dont il avait, en principe, accepté la démilitarisation)?

Le contingent éthiopien a commencé d'arriver le 17 août à Cyangugu. Au total, deux mille quatre cents « casques bleus » (deux fois plus qu'il n'y avait de soldats français) devraient prendre la relève, appuyés par soixante-quinze observateurs de l'ONU. Le premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, a déjà tiré son bilan: il expliquait jeudi sur *Radio Rwanda* que *« la France n'avait pas su rassurer la population »*, puisque trois cent mille personnes se trouvaient à la frontière zaïroise, mais qu'il s'attendait à une bien meilleure collaboration avec la MINUAR. *« Forte de son expérience, la deuxième MINUAR ne répétera pas les mêmes erreurs que la première*, estime le capitaine Bucquet, qui commande le dernier détachement français de Gigonkoro. *Le FPR a gagné la guerre et doit comprendre qu'il doit aussi gagner la paix... Il n'a pas intérêt à provoquer un exode »*. Du côté de l'ONU, on assure que certaines unités du FPR coupables d'exactions ont été relevées sur les lignes de démarcation. Mais il en faut peut-être plus pour rassurer les déplacés et ne pas se contenter de dire que tous ceux qui partent au Zaïre ont du sang sur les mains.

Prudentes, les familles de déplacés envoient d'abord un des leurs de l'autre côté de la ZHS, pour aller voir. Mais ces éclaireurs ne reviennent pas, à l'exception, il y a trois semaines, de ce jeune homme laissé pour mort dans une fosse septique, le crâne ouvert par un coup de hache, par le FPR, selon son témoignage. Alors, on se pose des questions. *« On ne constate pas de réelle volonté des nouveaux dirigeants rwandais de faire revenir les gens*, remarque un observateur, *leurs discours, leurs visites dans la ZHS semblent destinés à l'opinion internationale. Il y a une certaine logique à cela: ils n'ont pas les moyens de gérer toute cette population: peut-être souhaitent-ils vider le pays et filtrer peu à peu les retours quand ils auront assuré leur autorité sur tout le territoire »*.

JEAN HÉLÈNE

« Pas confiance dans les Africains »

GIKONGORO

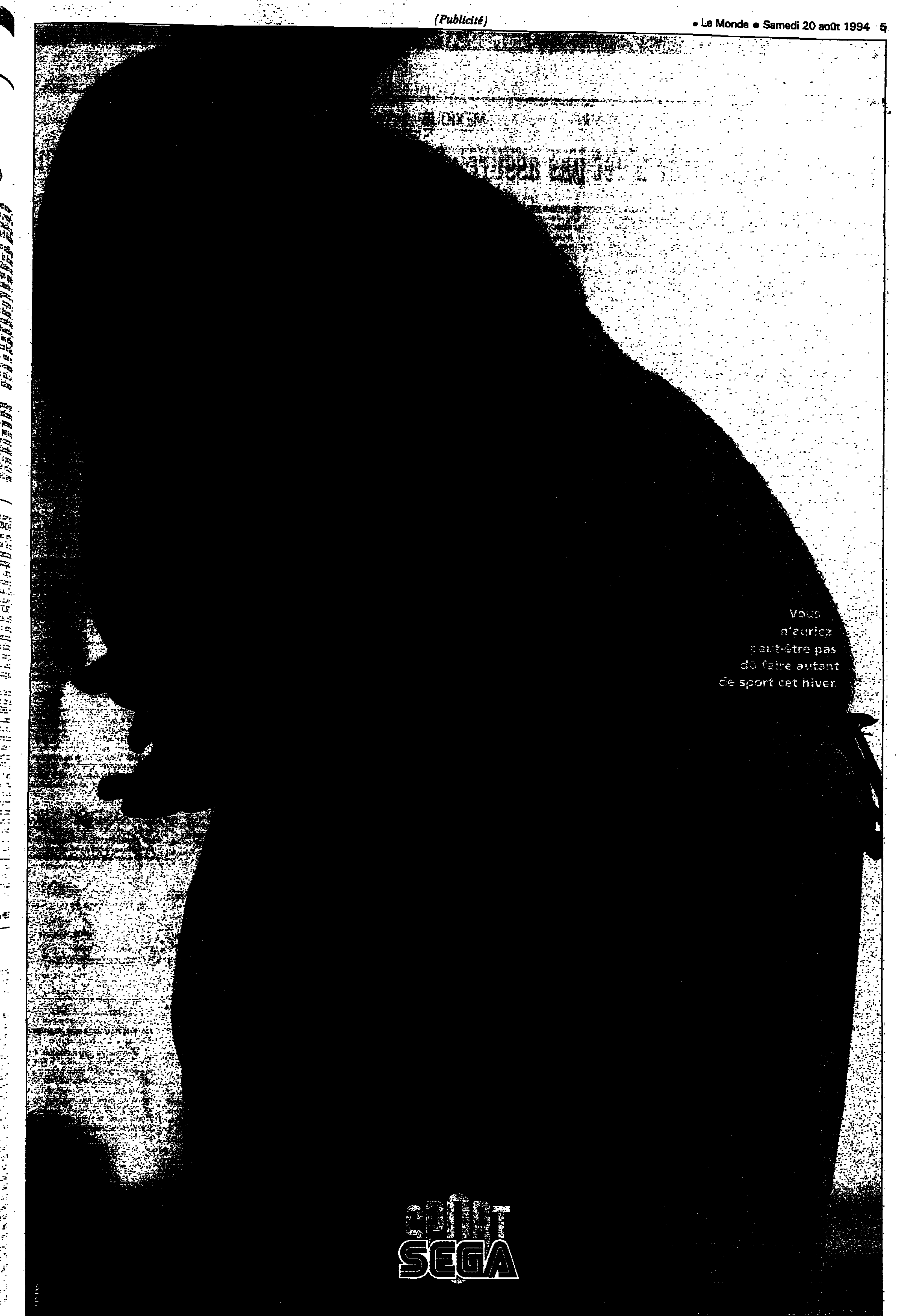
de notre envoyé spécial

« La Turquoise, agence de courtage » : une toile de plastique sur quatre piquets, quelques tables basses, des tabourets et une pile de caisses de Primus, la bière burundaise... Laban Marcel Pakaniye, ancien vétérinaire à Butaré, s'est adapté aux circonstances. Il a monté sa petite buvette sur la grande place de Gikongoro, encombrée de familles de déplacés en instance de départ vers le Zaïre.

Quand il n'y aura plus d'affaires à faire, il retournera à Butaré. Il n'a pas la fibre politique : *« Forces armées rwandaises ou bien Front patriotique rwandais, je veux la paix. Malheureusement la guerre et les atrocités vont continuer »*. Bien que hutu, Laban n'a pas plus peur de retourner chez lui que ce commerçant hutu qui attend depuis trois jours un véhicule qui pourrait le ramener à Kigali avec les seize membres de sa famille, et qui a vainement rempli un formulaire pour embarquer sur un camion des Nations unies. Ils font partie de ces Rwandais hutus qui n'ont pas participé aux massacres, qui ont simplement fui la guerre et que les nouveaux ministres de Kigali, en tournée dans la zone française, ont achevé de rassurer.

Mais quelques minutes suffisent pour comprendre que le trafic routier est tout entier tourné vers l'ouest, et non vers Kigali. Les familles de trois instituteurs d'un village voisin sont rassemblées sur le bas-côté de la route dans un amoncellement de valises et de sacs de vivres. Deux jours qu'ils attendent une occasion pour Cyangugu. Ils partent parce que les Français ne sont plus là pour les protéger. *« C'est malheureux à dire,* disent-ils, *mais on n'a pas confiance dans les Africains »*. *« Etant hutue et intellectuelle, je suis doublement menacée par le FPR,* s'exclame Fortunée, *j'ai vu trop de gens qu'ils ont blessés, je ne peux leur faire confiance »*. Rien à faire, la peur est plus forte. Elle s'apprête à vivre désormais en réfugiée. Ses frères et sœurs grelotent dans l'humidité du soir. Tout à l'heure, une averse glaciale inondera la ville. Beaucoup de familles n'ont même pas un morceau de plastique pour s'abriter...

J. H.


Vous
n'auriez
peut-être pas
dû faire autant
de sport cet hiver.
SEGA

MEXIQUE

Le parti au pouvoir n'est pas assuré de remporter les élections du 21 août

Neuf partis participeront aux élections présidentielle et législatives de dimanche 21 août, et les candidats de trois d'entre eux peuvent prétendre à la présidence de la République. Une « première », dans un pays dominé depuis soixante-cinq ans par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), alors que la « nouvelle transparence » peut profiter au Parti d'action nationale (PAN, conservateur), ou au Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche).

MEXICO

de notre envoyé spécial

Le président Carlos Salinas souhaite-t-il vraiment la victoire de sa formation politique, le PRI, aux élections qui auront lieu ce dimanche ? Certains secteurs du PRI commencent en effet à s'interroger sur les véritables intentions du chef de l'État à la suite de ses récentes interventions publiques contre la fraude électorale, qui a permis au parti officiel de se maintenir au pouvoir depuis 1929.

A deux reprises en un peu plus d'un mois, M. Salinas a senti le besoin de convoquer les gouverneurs des trente et un États de la fédération, pour leur expliquer qu'ils devraient faire preuve de *« neutralité »* et d'*« impartialité »* le jour du scrutin. Il a tenu le même discours devant plus de deux mille maires du PRI, tout aussi peu habitués à entendre ce genre de conseil de la part de leur dirigeant suprême. A l'adresse de ceux qui n'auraient pas encore compris le message, le chef de l'Etat a expliqué qu'il remettrait le pouvoir, le 1er décembre, *« au vainqueur, quel qu'il soit »*, laissant ainsi entrevoir la possibilité d'une alternance au pouvoir.

Lapalissade ? Sans doute. Sauf au Mexique, où les déclarations de M. Salinas ont fait la « une » de tous les journaux. *« L'engagement du président contribue de manière significative à l'effort entrepris par le pays pour donner à ces élections une plus grande crédibilité que par le passé »*, écrit l'éditorialiste du quotidien indépendant *la Jornada*, qui ajoute : *« Si ce genre de déclarations peuvent être considérées comme une évidence dans d'autres pays, chez nous elle confirme que des changements sont en cours au sein de notre système politique et de la société mexicaine. »*

Cela a bien sûr contribué à aggraver le malaise au sein de l'aile « gauche » du PRI, déjà durement secouée au cours des dernières années par la politique néolibérale du président Salinas. Fidel Velazquez, le vieux dirigeant syndical – à quatre-vingt-quatorze ans il exerce toujours ses fonctions à la tête du plus puissant syndicat contrôlé par le PRI –, ne disait-il pas encore récemment, dans une allusion à la Révolution de 1910 : *« Nous sommes arrivés au pouvoir par les armes et on ne nous en chassera que par les armes »* ?

Démocratie sélective

Plus conciliant, le candidat du PRI à la présidence, Ernesto Zedillo, a reconnu que *« l'alternance était normale dans un pays démocratique »*, ajoutant dans la foulée qu'il espérait que cela ne se produirait pas au Mexique. Les nombreux sondages publiés ces derniers mois semblent lui donner raison et lui accordent en moyenne plus de 40 % des intentions de vote, contre environ 20 % au candidat conservateur du PAN, Diego Fernandez de Cevallos, et à peine 10 % à Cuauhtemoc Cardenas, du PRD.

Mais les sondages sont tout aussi peu crédibles au Mexique que les processus électoraux. En 1988, M. Cardenas, déjà candidat, obtenait 25 % des intentions de vote. Il allait finalement remporter 31,1 % des suffrages, devançant largement le PAN (16,8 %), qui était jusqu'alors la deuxième force politique du pays. Les deux partis d'opposition dénoncèrent à l'époque la victoire « frauduleuse » de Carlos Salinas qui, avec 50,7 % des suffrages, avait pourtant obtenu le plus mauvais score de l'histoire du PRI.

Mal élu, le président Salinas s'engagea, dès sa prise de fonctions, à garantir la *« transparence du processus électoral »*. Un an plus tard, en décembre 1989, l'opposition obtint, pour la première fois, la reconnaissance officielle d'une victoire électorale dans un Etat, celui de Basse-Californie. En août 1991, le candidat du PRI au poste de gouverneur du Guanajuato était contraint à la démission à la suite de la campagne montée par l'opposition pour dénoncer la fraude massive qui lui avait permis de remporter les élections. Enfin, en juillet 1992, l'Etat de Chihuahua est tombé dans les mains de l'opposition.

Dans les trois cas, le pouvoir a « concédé » la victoire au PAN conservateur, tandis que le PRD ne parvenait pas à s'imposer dans les Etats où il dispose pourtant d'une importante base sociale, en particulier le Michoacan. Cette « démocratie sélective » visait à affaiblir l'opposition de gauche, considérée par les autorités comme le principal adversaire, car le PRD, partiellement issu d'une scission du PRI, cherche à conquérir la même clientèle électorale.

Enormes contrastes sociaux

Simultanément, le président Salinas avait entrepris une vaste réforme économique passant par la privatisation de centaines d'entreprises, y compris la banque, et par la négociation d'un traité de libre-échange avec son principal partenaire commercial, les Etats-Unis, et avec le Canada. L'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) est entré en vigueur le 1er janvier, date que les rebelles « zapatistes » – ce n'est pas un hasard – ont choisie pour s'emparer de plusieurs villes dans l'Etat du Chiapas, frontalier avec le Guatemala. L'Armée zapatiste de libération nationale a provoqué un vaste mouvement de solidarité dans l'ensemble du pays autour d'une série de revendications qui vont de la justice sociale à l'organisation d'élections libres, en passant par la renégociation de l'ALENA.

L'insurrection aura duré à peine une dizaine de jours, mais les zapatistes contrôlent toujours, huit mois plus tard, un territoire relativement important. Le réveil a été brutal pour le président Salinas, qui avait parié sur l'entrée du Mexique dans le monde industriel et a vu son rêve se transformer peu à peu en cauchemar. Le 23 mars, le candidat du PRI à l'élection présidentielle, Luis-Donaldo Colosio, était assassiné lors d'un meeting à Tijuana, près de la frontière avec les Etats-Unis.

La mort du dauphin de M. Salinas – la plupart des Mexicains sont convaincus qu'il s'agit d'un règlement de comptes au sein du PRI – a été un coup dur : le chef de l'Etat devait désormais faire face à l'aile conservatrice de son parti, qui conteste sa politique économique, le rapprochement avec les Etats-Unis et la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican.

L'affrontement avec la vieille garde a finalement été remporté par M. Salinas, qui a réussi à barrer la route au candidat des « dinosaures » et à imposer le sien, Ernesto Zedillo, jeune technocrate formé aux Etats-Unis comme la plupart des « hommes du président ». Il lui a pourtant fallu faire des concessions en associant certains secteurs de la vieille garde à la campagne électorale du nouveau dauphin. Il restait alors à peine cinq mois avant le scrutin, et M. Zedillo avait besoin de l'appui de tous pour remettre en marche l'énorme machine électorale du PRI.

Reprenant à son compte les arguments de l'opposition de gauche, l'ancien ministre du plan et de l'éducation a promis de *« construire une société plus juste et de corriger les énormes contrastes sociaux »* ; le pouvoir d'achat des salariés est plus bas aujourd'hui qu'en 1980, tandis que les grosses fortunes sont plus nombreuses. Sur le plan politique, l'engagement de M. Zedillo à démocratiser le PRI et à établir une séparation claire entre le parti et l'Etat a été reçu avec le plus profond scepticisme par l'opposition et les commentateurs de la presse indépendante.

Pour un « suicide créatif »

Pour Demetrio Sodi, un élu du PRI qui s'est récemment rallié au PRD et à M. Cardenas, *« les promesses de démocratisation de M. Zedillo ne sont pas crédibles »* car les structures du parti constituent un obstacle insurmontable. *« La réforme politique et sociale dont le Mexique a besoin n'est possible*, ajoute-t-il, *que si l'opposition gagne les élections. »*

L'historien Enrique Krauze va plus loin en suggérant au PRI de *« commettre un suicide créatif »* pour en terminer avec la *« simulation démocratique »* et ouvrir enfin la voie à une véritable démocratisation. *« Le pays deviendra ingouvernable en cas de victoire de Zedillo*, ajoute-t-il, *à moins qu'il n'entreprenne une réforme politique substantielle sur le modèle de la transition espagnole après la mort de Franco en 1975. Je crains malheureusement que Zedillo n'ait pas les qualités requises pour mener à bien cette entreprise. »*

Comme beaucoup d'autres intellectuels mexicains, l'historien Lorenzo Meyer reproche à M. Salinas d'avoir trop attendu pour entamer la réforme politique, préférant utiliser les ressources de *« l'État autoritaire pour imposer de nouvelles règles économiques impopulaires »*. *« Selon lui, Gorbatchev avait commis une erreur en appliquant simultanément la perestroïka et la glasnost. C'est finalement sous la pression des événements, en particulier la rébellion au Chiapas, que Salinas a dû accepter d'ouvrir peu à peu sur le plan politique. »*

Il a fallu, en quelques mois, rattraper le temps perdu au cours des cinq années précédentes. Sur un plan purement technique, le système électoral a été amélioré de manière spectaculaire, comme l'ont reconnu plusieurs organismes internationaux qui, pour la première fois au Mexique, seront autorisés à se rendre dans les bureaux de vote pour observer le déroulement du scrutin. Malgré tout, le scepticisme reste généralisé au sein de la population qui a pu voir, une fois de plus, que le PRI avait toujours accès aux ressources de l'État pour mener sa campagne électorale et bénéficiait d'un traitement privilégié à la télévision.

Le Conseil des chefs d'Etat démocratiquement élus, plus connu sous le nom de « Centre Carter », du nom de l'ancien président des Etats-Unis, ne s'y est pas trompé. Dans un rapport publié cette semaine, il a rappelé que les sondages indiquaient que près de la moitié des personnes interrogées croyaient encore que les élections seraient l'objet de fraude. La présence de 60 000 observateurs, pour la plupart mexicains, ne semble pas devoir constituer une garantie : le PRI, affirment les plus sceptiques, aurait infiltré des milliers d'observateurs pour neutraliser l'opposition et faciliter la fraude dans les zones difficiles d'accès.

BERTRAND DE LA GRANGE

Le flux des réfugiés cubains en direction des Etats-Unis

La ruée vers la mer

LA HAVANE

du correspondant d'« El Pais »

Un coup de canon a résonné. Les habitants de Cojimar et d'autres villages en bord de mer de la région de La Havane se sont rassemblés sur le rivage, mercredi 17 août, au coucher du soleil, pour dire adieu à des centaines de Cubains qui se jetaient à la mer dans n'importe quelle embarcation pour essayer de rejoindre la Floride.

Des familles entières, des hommes, des enfants et des femmes, certaines avec des bébés dans les bras, arrivaient sur le plage, portant leur fragile embarcation à l'épaule. Tous se jetaient à l'eau sans réfléchir. Certains ne savaient pas nager et n'emportaient avec eux ni eau ni nourriture, pas même une boussole. Plusieurs mères pleuraient sur le rivage tandis que leurs enfants s'en allaient

L'exode commence tôt le matin mais c'est à la nuit qu'il a pris des proportions plus importantes. Mercredi, de 21 heures à 23 heures, huit radeaux sont partis du seul village de Cojimar, qui compte environ 20 000 habitants, d'après ce qu'ont pu vérifier les envoyés spéciaux d'*El Pais*. La fièvre a duré toute la nuit. A 6 heures du matin, les gardes-frontière faisaient encore des gestes d'adieu, du haut du château de Cojimar, aux passagers de deux bateaux à moteur qui sortaient du port. Certains riverains ont calculé que deux cents personnes sont parties en seulement vingtçquatre heures. Bateaux, canots, radeaux de caoutchouc fabriqués avec des chambres à air de camion, catamarans de fortune élaborés à partir de liège et de plastique, tout ce qui flottait était bon pour se lancer à l'eau.

« C'est un drame », déclarait, furieuse, une jeune femme, âgée de vingt-cinq ans, sur la jetée de Cojimar. Les yeux rougis par les pleurs, la jeune femme racontait qu'elle avait en vain tenté de s'échapper de son pays à deux reprises. La dernière fois, elle s'était perdue pendant cinq jours, presque sans boire ni manger. *« Il faut que la flotte de Miami vienne pour que s'achève enfin ce drame et pour que les gens puissent s'en aller en toute sécurité »*, demandait-elle en criait, quand elle voyait un étranger avec un cahier ou une caméra.

Une nuit interminable

Ce fut une nuit interminable. A l'entrée du vieux quartier de La Havane, entre la jetée et la Pozeta de los Curas, les heures se sont écoulées à attendre l'arrivée de nouvelles embarcations sur la côte. Quand ils en voyaient une, les gens souhaitaient bonne chance à leurs passagers, mais l'ambiance n'était pas à la fête, la tension régnait.

A 22 h 30, une vieille Buick bleue qui transportait une embarcation en bois pouvant transporter quatre personnes est arrivée au lieu dit le Clair de Lune. Plusieurs riverains du quartier havanais de la Regla tiraient des petites fenêtres de leur maison des rames et des bâtons pour improviser un gréement de fortune. Quand la voiture fit demi-tour pour quitter le Clair de Lune et se diriger vers la fabrique de caramels, une foule les suivit pour les encourager. A ce moment, une voiture de police, presque la seule de toute la nuit, patrouillait dans le quartier. Un des agents a seulement déclaré aux futurs navigateurs : *« Si vous voulez vous en allez, faites-le, mais en silence. »* Il partit.

Le flash d'un appareil photo illumina le ciel juste au moment où le conducteur de la Buick, aidé par plusieurs personnes, déchargeait le bateau. Un homme à la peau cuivrée et ridée se retourna immédiatement et poursuivit le photographe avec une machette à la main. *« Ceci n'est ni une plaisanterie ni une publicité. Nous nous en allons parce que nous sommes désespérés, mais tu ne vas pas profiter de moi, espèce de salaud »*, lança-t-il. Quelques minutes plus tard, l'homme mettait le bateau à l'eau, huit autres personnes l'accompagnant dans sa fuite.

Toute la nuit, des voitures et des motos sont venues à Cojimar pour contempler le spectacle. On entendait un murmure et, aussitôt, un groupe d'hommes surgissaient du coin d'une rue, tenant une barque sur le côté comme si c'était une grande tortue. A 23 heures, une famille du village descendit d'une terrasse au moyen de poulies une petite barque construite la nuit même. L'embarcation mesurait à peine 1,5 mètre de large et ses finitions laissaient à désirer, sans aucune sécurité pour les passagers. Emportant avec elle très peu d'eau et de nourriture, une femme portant dans les bras une enfant de trois mois enveloppée dans un imperméable bleu prit place à bord de la barque. Une brise fraîche soufflait sur Cojimar et la mer était un peu houleuse, mais l'enfant ne pleurait pas.

Quelques minutes auparavant, une fourgonnette avait déchargé à Cojimar un grand canot à moteur. Les propriétaires n'étaient pas de La Havane et ils amenaient une partie de leur famille pour leur dire adieu. *« Il n'y a pas de place pour deux »*, lança quelqu'un dans la foule. *« Cojimar est devenu à moitié vide depuis hier »*, a expliqué un homme d'environ trente-cinq ans. Sa maison, près du quartier Pachanga, est modeste, certes, mais bien arrangée.

Il s'agit d'une maison typique de Cojimar, sur deux étages, dans laquelle vivent deux familles. Il y a un grand patio, où l'on élève des poules et des lapins, mais ces animaux ont été déplacés et plusieurs jeunes y construisent maintenant deux barques. Un de ceux-ci s'appelle Juan et sa femme, Carmen, est âgée de vingt-cinq ans. Près d'eux se tient Laura, leur fille, âgée de quatre ans. *« S'il te plait, dis au monde qu'il vienne nous chercher rapidement, que nous partons cette nuit et que nous emmenons une petite fille »*, a dit Juan, travaillant à toute vitesse, une scie égoïne à la main.

(...) Ce qui est arrivé mercredi ne constitue pas un cas isolé. Quelque chose de similaire, bien qu'à moindre échelle, a eu lieu à Alamar, à Santa-Fé et dans d'autres zones côtières. Le même mercredi à 5 heures du soir, un radeau pneumatique avec douze personnes à bord est arrivé à l'hôtel Riviera, sur la jetée de La Havane. Le courant les avait ramenées à la terre, et le groupe de Cubains s'est approché des rochers et, en maudissant le sort, sont descendus et sont partis vers leurs maisons. Puis un policier a amarré le radeau à un petit remorqueur, qui l'a emporté.

MAURICIO VICENTE

Washington durcit sa politique

Suite de la première page

Un exode brutal que la Floride avait eu beaucoup de mal à absorber. *« Aujourd'hui encore*, a déclaré jeudi soir Janet Reno, *nous avons vu un nombre important de Cubains prendre la mer sur des radeaux précaires et risquer leur vie pour fuir la politique vouée à l'échec du régime cubain. Cet exode est encouragé par le gouvernement cubain, qui manifeste un impitoyable mépris pour les vies de ses concitoyens »*.

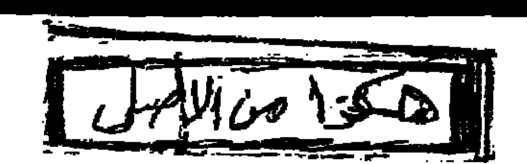
Car si la plupart des réfugiés repêchés par les garde-côtes sont heureux, bien qu'épuisés, d'échouer enfin aux États-Unis, pour certains, la traversée a été tragique. les uns y ont perdu leurs proches, comme cet enfant de huit ans secouru seul, mercredi, au milieu de l'océan : une tempête a emporté le reste de sa famille. Avant d'être engloutie, sa mère avait juste eu le temps de lui enfiler le seul gilet de sauvetage de la famille. Combien d'autres ne pourront jamais raconter leur histoire, occupants de radeaux ou de gros pneumatiques retrouvés vides, flottant au gré des vagues ?

Le gouverneur Lawton Chiles, qui avait téléphoné dans la journée au président Clinton pour le supplier d'agir, s'est félicité jeudi soir de la décision de l'administration fédérale : *« Cela va empêcher Castro de déterminer la politique d'immigration*, a-t-il dit. *Cela va aussi nous permettre de contrôler ces gens correctement. A l'heure actuelle, nous ne savons pas qui arrive, il peut tout aussi bien y avoir des agents de Castro parmi eux »*. Le gouverneur, qui affronte à l'automne une difficile bataille pour sa réélection, a appelé les Cubains à rester chez eux : *« Le régime de Castro faiblit et le jour de la liberté à Cuba approche »*, a-t-il assuré.

Personne, au sein de l'administration, ne se hasarde encore à faire un pronostic aussi formel. Mais le président Clinton, qui aurait sans doute volontiers fait l'économie d'une nouvelle crise au moment où la situation est totalement bloquée en Haïti et où il livre deux batailles législatives majeures au Congrès – sur la criminalité et sur la réforme du système de santé – veut au moins éviter d'être pris au dépourvu par un afflux de réfugiés.

Pour parer à tout éventualité, le Pentagone a fait expédier du matériel d'hébergement en Floride. L'idée, avancée par certains, d'envoyer provisoirement les réfugiés cubains sur la base militaire américaine de Guantanamo, à Cuba, parait pour l'heure difficile à exécuter : 15 000 réfugiés haïtiens s'y trouvent déjà, dans des conditions si tendues qu'il y a déjà eu deux affrontements cette semaine entre les réfugiés et leurs gardes américains.

SYLVIE KAUFFMANN



EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Un « casque bleu » français tué à Sarajevo

Un « casque bleu » français a été tué, vendredi 19 août, à Sarajevo, par un tir dont l'origine était encore inconnue en fin de matinée, a annoncé le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) à Paris. Le soldat, qui appartenait au 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (Rima), a été touché à la tête alors qu'il se trouvait à son poste d'observation sur une ligne de démarcation entre les secteurs bosniaque et serbe dans le quartier très exposé du cimetière juif.

Jeudi, en fin d'après-midi, la FORPRONU a été contrainte de fermer l'aéroport de Sarajevo à la suite de l'explosion d'un obus de mortier de 120 mm près de la piste et de tirs sous les avions qui décollaient. Le pont aérien qui avait repris, deux jours plus tôt, après une interruption de trois semaines en raison de tirs serbes contre des appareils, était toujours supendu, vendredi matin.

Les Serbes de Bosnie ont appelé, jeudi 18 août, de concert avec les Serbes de Croatie, à la création de la « Grande Serbie ». Dans une déclaration adoptée à l'unanimité par les deux Parlements autoproclamés, ils invitent la Serbie et le Monténégro (qui forment la République fédérale de Yougoslavie) à proclamer l'*« Union des territoires serbes »* dans les plus brefs délais. Dans la journée, les députés serbes bosniaques ont également élu un nouveau gouvernement chargé de faire face au blocus imposé par Belgrade, le 4 août. Par ailleurs, les Serbes de Bosnie ont multiplié les provocations. L'ONU a notamment dénoncé le veto serbe à l'évacuation, jeudi, de trente-six malades et blessés graves de l'enclave musulmane de Gorazde. De plus, un porte-parole de la FORPRONU a indiqué que le « casque bleu » néerlandais blessé aux jambes, jeudi, par une mine disposée *« récemment »* dans la région de Srebrenica avait été victime *« d'une attaque délibérée »* des Serbes. – *(AFP, Reuter.)*

REPÈRES

HAÏTI

Nouvelles arrestations

L'agence de presse haïtienne a indiqué, jeudi 18 août, que quarante-cinq personnes avaient été arrêtées par des autorités militaires dans le sud et le sud-ouest du pays. Ces arrestations, touchant une majorité de jeunes, sont survenues après qu'un inconnu eut descendu, dans la soirée du 5 août, un drapeau flottant sur la mairie de Cavaillon. Le président provisoire, Emile Jonassaint, avait ordonné le 20 juin que les drapeaux restent hissés en permanence au sommet des édifices publics, dans le cadre d'une mobilisation contre une intervention militaire étrangère.

Par ailleurs sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, quatre militaires américains ont été blessés jeudi lors de nouveaux incidents avec des réfugiés haïtiens. Un millier de boat-people haïtiens recueillis par les gardes-côtes américains ont d'ailleurs choisi ces derniers jours de rentrer chez eux. Déçus d'être bloqués depuis des semaines sur la base, où 15 000 personnes s'entassent dans des conditions difficiles, ils ont préféré regagner leur pays malgré l'embargo économique et la crise politique. – *(AFP, Reuter.)*

POLOGNE

Démission du nouveau chef des services de renseignement

L'ancien agent communiste, Marian Zacharski, nommé lundi dernier à la tête des services secrets polonais, a démisionné jeudi 18 août. La veille, le président Lech Walesa avait demandé au ministre de l'intérieur, Andrzej Milczanowski, l'annulation de cette nomination controversée tant dans les milieux politiques polonais qu'aux Etats-Unis (*le Monde* du 19 août). Condamné en 1981 par un tribunal de Los Angeles à la prison à vie pour espionnage, M. Zacharski avait purgé quatre ans de sa peine aux Etats-Unis avant d'être libéré à la faveur d'un échange d'espions. – *(AFP, Reuter.)*

RUSSIE

M. Gorbatchev veut créer un nouveau parti

L'ancien président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé, jeudi 18 août, son intention de créer un nouveau mouvement politique susceptible d'offrir une alternative aux forces en présence en Russie. Dans une déclaration à l'agence ITAR-Tass, l'ex-chef d'Etat a affirmé que cette formation, « Alternative démocratique », serait un mouvement *« puissant »*. Cette déclaration intervient à la veille de la date anniversaire du coup d'Etat manqué du 19 août 1991, qui précipita la disparition de l'URSS. Deux Russies, aux antipodes l'une de l'autre, s'apprêtent à célébrer l'événement : tandis que les manifestations des « démocrates » culmineront, lundi 22 août, avec un concert de rock, dans le centre de Moscou, l'opposition communiste et ultranationaliste organisera ses propres rassemblements. – *(AFP.)*

TADJIKISTAN

Sept soldats russes tués

Sept gardes-frontières russes ont été tués et quatorze autres blessés lors d'une offensive, à la frontière tadjiko-afghane, lancée par plusieurs centaines d'opposants tadjiks et afghans, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 août. Afin de repousser l'assaut, des hélicoptères russes ont bombardé, vendredi 19 août, les positions des combattants tadjiks et afghans.

En outre, un journaliste, Davlatali Rakhmonaliev, a été tué, jeudi 18 août. Numéro deux de la télévision publique du Tadjikistan, M.Rakhmonaliev a été tué, par balles, devant son domicile, à Douchanbe. Le journaliste était connu pour ses sympathies à l'égard du gouvernement actuel, temporairement chassé du pouvoir par des rebelles en 1992. Au cours des trois derniers mois, plus de vingt personnes ont été assassinées dans l'ancienne République soviétique du Tadjikistan. Selon les autorités, il s'agirait d'actions d'arrière-garde des rebelles tadjiks *« qui ont perdu la guerre »*. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

SRI-LANKA

Mme Kumaranatunga a constitué son gouvernement

Mme Chandrika Kumaranatunga, chef de la coalition de gauche qui a remporté les élections du 16 août au Sri-Lanka, s'est mise d'accord, vendredi 19, avec le président Wijetunga sur la liste de son gouvernement.

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Comme elle nous avait dit le redouter, Chandrika Kumaranatunga a dû laisser le portefeuille de la défense – crucial dans un pays en guerre civile depuis onze ans – au chef de l'État, qui est aussi celui de l'UNP, le parti de droite qui était au pouvoir dans l'île depuis 1977. De façon un peu curieuse, le président Wijetunga devient ainsi également le « numéro deux » du gouvernement. Le premier ministre aura aussi la charge des finances et du plan, et prend la tête d'une ministère des affaires ethniques, créé pour la circonstance. Sa mère, l'ex-premier ministre Sirima Bandaranaike (1960-1965 et 1970-1977), âgée de soixante-dix huit ans, devient ministre sans portefeuille et occupe le troisième rang du cabinet.

L'investiture du premier ministre avait été prévue pour le vendredi à 10 h 31, heure considérée comme propice par les astrologues. Seconde femme, après sa mère, à diriger un gouvernment dans l'ex-Ceylan, Chandrika, quarante-neuf ans, se veut le symbole d'une nouvelle génération de politiciens. Convaincue que *« la majorité des Cinghalais* [partie dominante de la population qui, pour l'essentiel, se reconnaît dans le bouddhisme] *ne sont pas racistes »*, elle espère être en meilleure posture que quiconque pour en finir avec la guerre civile qui fait rage au nord et à l'est de l'île entre forces de sécurité et séparatistes tamouls.

L'impasse tamoule

Son parti, le SLFP (Parti de la liberté), fondé par son père, Solomon, au milieu des années 50, avait d'abord attisé le nationalisme cinghalais, ce qui avait provoqué de violentes émeutes contre les Tamouls en 1956 et 1958. Chandrika estime que *« la base chauvine du SLFP s'est érodée »* et compte *« sur les jeunes »* pour promouvoir une société multiethnique où les communautés pourraient vivre en harmonie (1). Elle demeure pourtant prudente car elle ne peut se permettre de choquer un électorat très sensible sur cette question. Même si l'idée la tente, elle n'ose pas parler de *« fédération »*, terme qui, selon un diplomate, *« sonne comme l'antichambre de l'indépendance »* pour les Tamouls. *« Il faut donner plus de pouvoir »* à cette minorité, dit-elle simplement.

Certains Tamouls nourissent peu d'illusions : *« En mettant au placard les Cinghalais nationalistes de son parti, elle risque de faire face à terme à de gros problèmes au sein de sa formation, dont des membres importants restent viscéralement anti-tamouls »*, estime un homme d'affaires proche du SLFP. La paix reste en tout cas la priorité même si, cette fois, les électeurs du « pays cinghalais » ont paru plus préoccupés par la corruption et l'inflation que par la *« guerre du Nord »*.

Plus de 20 000 morts, une impasse militaire et politique qui a servi les intérêts tant des extrémistes tamouls que des chefs cinghalais : ce conflit paraît sans solution. Le soutien apporté à Chandrika par certains partis tamouls modérés ne change rien à l'affaire : le conflit ne se réglera pas tant qu'une solution négociée ne sera pas conclue avec les redoutables « tigres » du LTTE. Mais ces derniers semblent ne vouloir accepter rien d'autre que l'indépendance.

Les Indiens en savent quelque chose qui, après avoir armé les rebelles au milieu des années 80, ont fini par les combattre en 1987. Accusés d'avoir assassiné le premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1991 et le président srilankais Premadasa en 1993, les « Tigres », qui sont l'une des guérillas les plus structurées du monde, méritent bien leur nom. Nul ne voit comment convaincre ces combattants, qui n'ont peur de rien, de signer une paix des braves. Un porte-parole à Londres du LTTE a, pourtant affirmé jeudi accueillir favorablement la victoire de Chandrika et s'est dit favorable à une négociation.

La cohabitation avec M. Wijetunga sera inévitablement délicate, mais ce problème devrait être très temporaire : le mandat du président s'achève en effet bientôt. L'entourage de Chandrika est optimiste : les électeurs, pense-t-il, renouvelleront leur confiance au nouveau pouvoir de gauche lors de l'élection présidentielle, prévue pour novembre.

Peut-être se présentera-t-elle elle-même à ce poste. La majorité fragile dont elle dispose ne lui permettant pas d'amender la Constitution, comme elle l'aurait souhaité, elle risque en effet de n'avoir d'autre choix que de se porter en première ligne. Mais une telle démarche relancerait les risques d'affrontement avec sa mère Sirima, toujours chef du SLFP et qui devait, aux termes des accords passés entre les deux femmes, se présenter à la présidence en cas de retour à un système de démocratie parlementaire.

BRUNO PHILIP

(1) 18,1 % des 17,2 millions de Srilankais sont tamouls. L'île abrite aussi une communauté musulmane (*Moors*), forte de 7 % de la population).

CAMBODGE

Phnom-Penh est optimiste sur la libération des otages détenus par les Khmers rouges

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les trois touristes étrangers – un Australien, un Britannique et un Français, Jean-Michel Braquet, originaire de Nice – détenus depuis le 26 juillet par les Khmers rouges, *« pourraient être libérés »*, vendredi 19 août en fin d'après-midi, a-t-on annoncé de source officielle à Phnom-Penh. Le prince Norodom Sirivudh, ministre des affaires étrangères et demi-frère du roi, s'est rendu sur place et espérait ramener à bord d'un hélicoptère les trois otages que leur geôlier s'est engagé à libérer contre une rançon en or d'une valeur de 750 000 francs.

Les touristes ont été capturés alors qu'ils circulaient à bord d'un train attaqué par les Khmers rouges dans la province de Kampot, non loin de la frontière vietnamienne. Le commandant du régiment khmer rouge qui avait attaqué le convoi avait rapidement reconnu les détenir, annoncé le montant de la rançon réclamée et fait transmettre au gouvernement royal des clichés, des enregistrements et des lettres des prisonniers. Mais la direction de la guérilla a attendu le 15 août pour reconnaître officiellement cette capture. Si leur libération se confirme, il paraît exclu qu'une condition émise par les Khmers rouges – que la France et l'Australie renoncent à une éventuelle aide militaire au gouvernement royal – ait été remplie.

Si les trois otages sont libérés, il aura fallu trois semaines de tractations brouillonnes dans lesquelles ont tenté de s'ingérer des intermédiaires plus ou moins véreux. Les négociations ont également souligné un degré non négligable de cohabitation, à l'échelon local, entre Khmers rouges, population et représentants de Phnom-Penh. L'issue heureuse de ce drame ne devrait cependant pas faire oublier que trois Vietnamiens sont toujours détenus par les Khmers rouges, que la prise en otages d'étrangers répond à une directive de Pol Pot et que l'importance de la rançon devrait donner des idées, non seulement à des potentats khmers rouges locaux, mais aussi aux bandes armées qui sillonnent le royaume.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Accueillie par la Suède

Taslima Nasreen confirme son combat contre « l'obscurantisme »

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

« Je suis si heureuse et reconnaissante d'être en Suède où je peux aller dans la forêt, me promener au bord d'un lac et parler librement avec les gens. Ici, il n'y a pas de fondamentalistes, d'après ce que j'ai entendu. » Enveloppée dans un sari vert et entourée des ministres suédois des affaires étrangères, Margaretha af Ugglas, et de la culture, Birgit Friggebo, la romancière du Bangladesh, Taslima Nasreen, est apparue pour la première fois en public, jeudi 18 août, à Stockholm. Arrivée en Suède le 10 août, en provenance du Bangladesh, elle avait résidé depuis dans un lieu tenu secret.

L'écrivain féministe, menacée de mort par des intégristes dans son pays, qui l'accusent d'avoir profané le Coran, n'est pas prête à se repentir. *« Non, je ne regrette pas mes propos, qui ont été déformés. C'est l'obscurantisme de la société qui doit disparaître, et non moi. »* Elle compte se battre pour les femmes du Bangladesh, qui sont *« les esclaves des hommes »*. Elle veut défendre leur cause et les appelle *« à se prendre en main, à gagner leur propre vie et leur indépendance »*. Elle a précisé qu'elle refusait d'être comparée à Salman Rushdie. A la différence de l'auteur des *Versets sataniques*, condamné à mort par le régime de Téhéran, *« ce n'est pas le gouvernement de Dacca, mais les intégristes qui ont mis ma tête à prix »*, a-t-elle souligné.

Invitée par le Pen Club suédois, Mme Nasreen a reçu jeudi le prix Tucholsky, d'une valeur de 150 000 couronnes (120 000 francs), récompensant un écrivain en exil. La romancière pense rester en Suède jusqu'à la mi-septembre avant de participer à une conférence en Norvège et se rendra en France. *« Je veux voyager un peu partout, rencontrer des gens, parler avec eux. J'espère, dans quelque temps, revenir dans mon pays »*. – *(Intérim.)*

EN BREF

AFGHANISTAN : Gulbuddin Hekmatyar est apparu à la télévision sain et sauf. – Gulbuddin Hekmatyar, premier ministre en titre mais principal rival du président Rabbani, dont l'agence officielle Bakhtar avait annoncé au début de la semaine qu'il avait été blessé au cours d'un raid aérien, est apparu, mercredi 17 août, sur une chaîne de télévision contrôlée par sa faction. Le dirigeant fondamentaliste du Hezb-i-Islami ne portait aucune trace de blessure. – *(AFP.)*

INDE : vingt et un soldats tués par des séparatistes nagas. – Vingt et un soldats indiens ont été tués, jeudi 18 août, dans l'État du Manipur, lors d'embuscade tendue par des séparatistes nagas, a annoncé vendredi la police indienne. Les séparatistes nagas, en majorité chrétiens, luttent pour leur indépendance et combattent les tribus kukies, favorables au gouvernement de New-Delhi. – *(Reuter.)*

IRAK : restrictions aux déplacements à l'étranger. – Les Irakiens voyageant à l'étranger pourront emporter avec eux un maximum de 50 dollars et 5 grammes d'or, en vertu d'une nouvelle réglementation dont a fait état, mercredi 17 août, la revue officielle *Alef Ba*. Auparavant, l'allocation de devises était plafonnée à 300 dollars. Les candidats au voyage devront aussi s'acquitter d'une taxe de sortie de 40 000 dinars (environ 65 dollars au marché noir), a précisé la revue. – *(Reuter.)*

Quinze morts dans des combats entre Kurdes. –A proximité de la frontière iranienne, dans le Kurdistan irakien, quinze personnes ont été tuées depuis mardi dans des combats entre formations kurdes rivales, a rapporté, jeudi 18 août, l'opposition irakienne. Ces affrontements opposent l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) au Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et à la Ligue islamique du Kurdistan (LIK, pro-iranienne). – *(AFP.)*

IRLANDE : l'IRA revendique l'assassinat d'une figure de la pègre. –Dans un coup de téléphone codé à une radio, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué jeudi 18 août l'assassinat, le jour même, d'une figure importante de la pègre irlandaise, Martin Cahill, âgé de quarante-cinq ans, tué dans la banlieue de Dublin. L'IRA a expliqué que, *« par sa collaboration avec la Force des volontaires de l'Ulster* [UVF, milice paramilitaire protestante], *la bande de Cahill a mis en danger la vie de nombreux habitants de Dublin »*. *« L'IRA se réserve le droit d'exécuter ceux qui financent ou aident les bandes de tueurs unionistes »*, ajoute le communiqué. – *(AFP.)*

LUXEMBOURG : la LICRA se félicite de la fermeté du gouvernement face aux extrémistes de droite. –Dans un communiqué diffusé, jeudi 18 août, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) au Luxembourg indique qu'après l'interdiction en Allemagne de la commémoration de la mort de Rudolf Hess, *« divers groupes nazis allemands, français et néerlandais »* ont tenté de se rabattre sur le Luxembourg. La LICRA se félicite qu'ils aient été arrêtés et expulsés. Elle explique cette fermeté par le passé anti-nazi du Grand-Duché et l'*« harmonie peu commune en Europe »* qui régit les rapports entre autochtones et étrangers au Luxembourg.

ROUMANIE : entrée des nationalistes au gouvernement. – Les nationalistes du PUNR (Parti de l'Unité nationale des Roumains) ont fait l'entrée, jeudi 18 août, au gouvernement roumain à l'occasion d'un remaniement qui leur a permis de décrocher pour la première fois deux ministères, l'agriculture et les communications. Le PUNR exigeait depuis des mois plusieurs portefeuilles comme prix de son soutien à la coalition au pouvoir. – *(AFP.)*

SALVADOR : L'état d'urgence déclaré en raison de la sécheresse. – Les autorités salvadoriennes ont décidé d'instaurer l'état d'urgence en raison de la très grave sécheresse qui sévit dans le pays et qui menace sérieusement la prochaine récolte. Cette mesure devrait faciliter les importations de céréales. – *(AFP.)*

THAÏLANDE : inculpation d'un Iranien. – Accusé d'une tentative d'attentat contre l'ambassade d'Israël à Bangkok le 17 mars, un ressortissant iranien, Hossein Shahriari Far, a été inculpé, a annoncé mercredi 17 août, un porte-parole de la police. Deux autres Iraniens ont été libérés faute de preuves. La police avait découvert par hasard un camion piégé immobilisé près de l'ambassade d'Israël, à cause d'un petit accident de la circulation, et dont le conducteur avait pris la fuite. – *(AFP.)*

VIETNAM : fin des discussions avec la Chine sur le contentieux frontalier. – Les discussions sino-vietnamiennes sur le contentieux frontalier entre les deux pays, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, ont pris fin, jeudi 18 août, à Hanoï. Les deux délégations ont *« exprimé leur satisfaction devant des progrès remarquables »*. Selon des sources bien informées, toutefois, les discussions se seraient achevées sur un constat d'échec. Les deux parties devraient se retrouver à deux reprises, au niveau des « experts », d'ici à la fin de l'année. – *(AFP.)*

L'OTAN rend hommage à Manfred Wörner. – Les obsèques de Manfred Wörner, le secrétaire général de l'OTAN décédé le 13 août d'un cancer, devaient être célébrées, vendredi 19 août à Bruxelles, en présence de la plupart des ministres des affaires étrangères des seize Etats membres de l'Alliance atlantique. La question de la succession de M. Wörner ne sera sans doute pas officiellement abordée avant le mois de septembre. Néanmoins, les noms les plus fréquemment cités sont ceux du Norvégien Thorvald Stoltenberg, de l'Italien Giuliano Amato, ancien président du conseil, et du Néerlandais Hans van den Broek, commissaire européen. – *(AFP, Reuter.)*

Les suites de l'arrestation d'Illitch Ramirez Sanchez

La polémique s'envenime sur le rôle joué par Mᵉ Vergès en 1982

A la demande du ministère de la justice, le parquet de Paris a transmis jeudi 18 août aux parquets généraux de Limoges et de Marseille un rapport de quarante pages tendant à la réouverture des informations judiciaires concernant les attentats contre le train Paris-Toulouse en 1982 et contre la gare de Marseille en 1983. Ces deux informations avaient été closes en 1990 par des non-lieux, faute de charges suffisantes.

■ ÉLÉMENTS NOUVEAUX. Ce document contient les éléments nouveaux réunis dans le rapport des services secrets hongrois, transmis en novembre 1993 au juge Jean-Louis Bruguière par le procureur général de Budapest, ainsi qu'un rapport de la DST. Cette procédure est un préalable indispensable au regroupement des dossiers concernant le groupe Carlos qui, comme l'a souhaité le garde des sceaux, pourraient être confiés au juge Bruguière.

■ PRISON. L'Union syndicale pénitentiaire a fait savoir à Mᵉ Jacques Vergès son « hostilité » à le voir entrer « dans l'établissement pénitentiaire où est détenu Carlos », la prison de la Santé à Paris. L'USP se réfère aux documents de la Stasi selon lesquels une somme d'argent aurait été remise en 1982 à l'avocat pour soudoyer les gardiens de deux proches de Carlos, Bruno Breguet et Magdalena Kopp, alors écroués en France (« le Monde » du 19 août).

Au lendemain de la publication du contenu de documents de la Stasi, l'ancienne police secrète est-allemande, décrivant le rôle qu'aurait joué Mᵉ Jacques Vergès comme émissaire du groupe Carlos auprès du gouvernement français en 1982 (*le Monde* des 18 et 19 août), l'avocat a décidé de contre-attaquer. Il accuse le cabinet de Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, d'avoir *« arrangé »* le procès de Magdalena Kopp et Bruno Bréguet, deux proches de Carlos arrêtés à Paris le 16 février 1982 en possession d'armes et d'explosifs, et dont il assurait lui-même la défense. Certes, Mᵉ Vergès ne dément pas les contacts avec certains officiels français qu'évoquent les notes de Johannes Weinrich – bras droit de Carlos –, aujourd'hui entre les mains des justices allemande et française, et que confirment Louis Joinet et Roland Kessous, alors respectivement conseiller du premier ministre Pierre Mauroy et du ministre de l'intérieur Gaston Defferre. Mais il nie formellement en avoir pris l'initiative.

« A l'époque, assure Mᵉ Vergès dans un entretien publié par *France-Soir, le gouvernement cherchait à créer (...) un climat propice à l'apaisement du groupe Carlos. Il faut se replacer dans le contexte. A la fin de février, Carlos avait envoyé une lettre de menaces au ministre de l'intérieur, réclamant que soient remis en liberté Bruno Bréguet et Magdalena Kopp, la future épouse de Carlos (...). En réalité, c'est moi qui ai été l'objet d'une démarche de la part de son cabinet. J'ai effectivement rencontré à plusieurs reprises M. Roland Kessous (...). On m'a tenu à peu près ce langage : « Les amis de Carlos ne comprennent rien à notre droit pénal. Il nous faut quelqu'un qu'ils respectent et qui nous serve de caution pour leur faire comprendre que nous faisons notre possible pour que Bruno Bréguet et Magdalena Kopp soient condamnés très légèrement. Voulez-vous être cet homme-là ? »* J'ai accepté.

Dans ses diverses interventions publiques, jeudi 18 août et vendredi 19 août, à la télévision, la radio et dans la presse, Mᵉ Vergès donne plusieurs versions des *« contacts »* qui ont suivi, évoquant tantôt un appel téléphonique, tantôt une rencontre avec *« un intermédiaire qui était sans doute en contact avec Carlos »* et que le cabinet de M. Defferre lui aurait adressé... Mᵉ Vergès ajoute en outre que son interlocuteur au cabinet de M. Defferre, le magistrat Roland Kessous, lui aurait confié que *« l'on s'arrangerait pour que le procès [de Kopp et Breguet] se déroule en période de vacances pascales (...) parce qu'alors, la composition du tribunal changerait et que l'on pourrait faire entrer parmi les deux assesseurs du président un magistrat plus souple et plus accessible aux impératifs de la raison d'Etat... »*.

Aujourd'hui avocat général près la Cour de cassation, Roland Kessous maintient pour sa part que ce fut bien Mᵉ Vergès qui prit l'initiative d'entrer en relation avec lui, *« par un appel téléphonique spontané au cabinet du ministre de l'intérieur »*. *« Sans en être tout à fait sûr, j'ai le sentiment que mes deux rencontres avec l'avocat ont eu lieu après le procès de Magdalena Kopp et de Bruno Bréguet*, nous a indiqué le magistrat qui, contacté par *le Monde* sur son lieu de vacances, n'a pu se référer à des archives de l'époque. *Mᵉ Vergès venait en effet me demander la libération de ses deux clients, et je me souviens nettement lui avoir répondu que cette décision était du seul ressort de la justice et que je n'avais en aucune manière à intervenir sur ce plan. »*

Les deux proches de Carlos, finalement condamnés à quatre et cinq ans d'emprisonnement, furent libérés avant le terme de leur peine : Bruno Bréguet bénéficia d'une remise de peine, Magdalena Kopp fut expulsée vers l'Allemagne, où elle put se soustraire à la justice allemande avec le concours de Mᵉ Vergès, dans des circonstances mal éclaircies, avant de regagner la clandestinité.

Un document inédit

Autre accusation lancée par l'avocat de Carlos : le dossier Kopp-Bréguet aurait été *« correctionnalisé »* sur l'intervention du ministère de l'intérieur, afin de donner des gages aux terroristes. Au cours de leur interpellation par les policiers, le 16 février 1982 dans un parking parisien, Bruno Bréguet avait brandi une arme et tenté d'ouvrir le feu, mais son pistolet s'était enrayé... Une inculpation de tentative d'homicide pouvait dès lors lui être imputée, ce qui impliquait sa traduction en cour d'assises. *« La qualification des faits reprochés à Kopp et Bréguet*, explique M. Kessous, *dépendait du juge d'instruction chargé de l'affaire, Jean-Louis Debré* [aujourd'hui secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR]. *Il était absolument impensable qu'un membre du cabinet du ministre de l'intérieur téléphone à un magistrat instructeur dans ces conditions. Il m'aurait envoyé sur les roses et il aurait eu raison. »* De la même façon, M. Kessous qualifie d'*« aberrantes »* les allégations de Mᵉ Vergès à propos de la composition du tribunal : *« C'est le président du tribunal qui décide des tableaux de roulement des magistrats, pas moi ! »* proteste-t-il. M. Kessous assure enfin n'avoir donné *« aucune suite »* aux deux rencontres avec Mᵉ Vergès : *« Autant que je le sache, le cabinet Defferre n'a jamais eu la moindre volonté d'ouvrir une négociation avec Carlos. J'ai informé ma hiérarchie de l'époque, le ministre et le directeur de cabinet, des contacts avec Mᵉ Vergès. Il était simplement question d'écouter ce qu'avait à dire un avocat qui proposait une possibilité de contacts avec Carlos, sans aller au-delà. »*

Les propos de Mᵉ Vergès sont également contredits par un document versé dès octobre 1993 par Louis Joinet dans les archives de la DST (direction de la surveillance du territoire). Rappelons que M. Joinet, aujourd'hui chargé de mission auprès du président de la République, avait été en contact avec Mᵉ Vergès, début mars 1982, alors qu'il était conseiller du premier ministre Pierre Mauroy. Il a affirmé que Mᵉ Vergès l'avait alors approché pour prévenir le gouvernement de *« prendre au sérieux »* les menaces d'attentats contre la France proférées par le groupe Carlos (*le Monde* du 19 août).

Ce document inédit – dont nous publions l'intégralité *(lire ci-dessous)* – vient à l'appui de ses affirmations. Il éclaire les contacts noués, au plus fort des attentats de 1982, entre l'avocat et le conseiller de Pierre Mauroy. Ce document est la réponse circonstanciée de M. Joinet aux allégations contenues, à ce sujet, dans les notes de la Stasi, plus précisément dans un texte de huit pages daté du 30 juin 1983 et à en-tête du *« Département 22/8 »* de la Stasi, c'est-à-dire l'unité de police alors chargée en RDA des relations avec les groupes terroristes. La DST était entrée en possession de ce document au cours, semble-t-il, de l'année 1992.

Averti du contenu de cette note de la Stasi par le ministre de l'intérieur socialiste Philippe Marchand, comme le veut l'usage quand un membre de cabinet est ainsi mis en cause, M. Joinet avait pu arguer de la loi de 1978 relative à l'informatique et aux libertés pour joindre ses propres rectifications à ce texte contenu dans les fichiers du service de contre-espionnage français qui, semble-t-il, en savait déjà long sur les activités du groupe Carlos dès 1992.

Adressé le 17 septembre 1992 à la sixième division de la police judiciaire, chargée de la lutte antiterroriste, un rapport de la DST, que *le Monde* a pu consulter, faisait déjà la synthèse des éléments contenus dans les fichiers de l'ancienne Stasi est-allemande et des services secrets hongrois. Ce rapport confirmait explicitement, près de deux ans avant l'arrestation de Carlos, l'implication de son réseau, également appelé « Organisation de la lutte arabe » dans les attentats perpétrés contre le train Toulouse-Paris, le 29 mars 1982, puis rue Marbeuf à Paris, le 22 avril de la même année. *« Ces documents*, écrivait déjà la DST, *révèlent l'implication de la section XXII-8 de la Stasi et de son chef, Helmut Voigt, ex-lieutenant-colonel (...), dont la mission était de traiter et d'entretenir des contacts avec ce groupe terroriste. »* Inexplicablement, ce rapport, pas plus que les documents allemands eux-mêmes, n'avait alors été versé au dossier du juge Bruguière, alors même que la DST préconisait de *« porter ces faits nouveaux à la connaissance »* de ce dernier.

C'est pourquoi le juge d'instruction s'est lui-même rendu en Hongrie, en novembre 1993, puis en Allemagne, au mois de juin dernier, afin de saisir en personne les pièces qui l'intéressaient, et qui accusent aujourd'hui tant Carlos que, par ricochet, son avocat. Présenté, selon une note de la Stasi, comme un *« membre opérationnel »* du réseau Carlos en France, Mᵉ Vergès pourrait avoir prochainement à s'expliquer sur le rôle qu'il joua en 1982 entre le terroriste et l'Etat français. Selon nos informations, le juge Bruguière s'apprêterait à joindre à sa procédure – qui concerne l'attentat de la rue Marbeuf – les pièces dans lesquelles apparaît le nom de l'avocat de Carlos.

HERVÉ GATTEGNO et ERICH INCIYAN

La réponse de M. Joinet à la DST

Le document que nous publions ci-dessous est une lettre adressée le 6 octobre 1993 par M. Louis Joinet, chargé de mission auprès du président de la République, à M. Jacques Fournet, directeur de la surveillance du territoire.

« Ainsi que convenu, je vous confirme par la présente la mise au point qu'appellent de ma part les allégations contenues dans le document intitulé « Informations opérationnelles n̊ 273/873/83 » *que vous avez porté à ma connaissance pour commentaires.*

» Première allégation (p. II in fine) : **« Les positions suivantes ont été présentées par Herzog (1) suite à la lettre de « Carlos » à Gaston Defferre, ministre de l'intérieur français, ou suite à des relations avec les collaborateurs du gouvernement français Louis Joinet et Roland Kessous, dont les points de vue ont été en partie expliqués. »**

» Cette assertion donne à penser que j'ai pu être en charge du dossier Bréguet-Kopp. Leur arrestation avait été suivie _ ainsi que le rappelle le document précité _ d'une lettre menaçante, adressée par Carlos à Gaston Defferre et rendue publique dans des circonstances jamais élucidées à ma connaissance. Elle était en conséquence essentiellement suivie par le ministre d'Etat lui-même et son cabinet.

» En ce qui concerne mes rapports avec maître Vergès, pendant les presque dix années durant lesquelles j'ai exercé les fonctions de conseiller technique à Matignon je ne l'ai rencontré qu'à deux reprises, dont une seule au sujet de cette affaire (cf. ci-après, deuxième allégation).

» Pour le reste, je n'ai eu à connaître à nouveau de cette affaire qu'une seule fois, début septembre 1985, lorsque j'étais conseiller au cabinet de Laurent Fabius. J'ai en effet demandé au cabinet du garde des sceaux (probablement à son directeur de cabinet) de bien veiller, en termes de communication, aux éventuelles explications à donner lors de l'élargissement de Bruno Bréguet, prévu pour la fin de septembre, afin qu'il apparaisse bien qu'il s'agissait d'une libération en fin de peine et non d'une mesure de clémence.

» Deuxième allégation (p. III, al. 3) : **« Par ailleurs, Mᵐᵉ Vergès aurait rencontré à quatre reprises M. Joinet, conseiller de M. Pierre Mauroy, dans la suite du premier ministre et dans son appartement. »**

» Soutenir que j'aurais rencontré M Vergès _ qui plus est « à quatre reprises » _ relève de la plus haute fantaisie. J'ignorais que maître Vergès fût marié et n'ai jamais rencontré cette dame, dont j'ignore toujours l'existence. En revanche, comme précisé ci-dessus, durant ma présence à Matignon, je n'ai rencontré que maître Vergès à deux et non à quatre reprises.

» L'une (sans rapport avec l'affaire Bréguet-Kopp) alors qu'il remplaçait au dernier moment maître Gisèle Halimi, qui devait conduire la délégation d'un comité de soutien à un prisonnier en grève de la faim. Le rendez-vous avait été pris par la Ligue des droits de l'homme. Compte tenu de la présence non prévue de maître Vergès, après consultation du chef de cabinet, j'ai reçu la délégation non à Matignon, mais dans une annexe sise 64, rue de Varenne. Cela afin de ne pas solenniser cette audience, compte tenu notamment de la présence inopinée de maître Vergès et de sa propension à polémiquer.

» L'autre à mon domicile, dans les circonstances suivantes. Maître Vergès m'a téléphoné pour solliciter un rendez-vous au sujet d'une affaire présentée comme étant de la plus haute importance. Me doutant de ce dont il s'agissait, après avoir consulté mon directeur de cabinet, je lui ai fixé rendez-vous à mon domicile (et non à Matignon comme le document pourrait le laisser croire), toujours pour éviter de solenniser cette rencontre. Elle fut d'ailleurs très brève. Je crois me souvenir qu'après m'avoir rappelé les circonstances de l'affaire Bréguet-Kopp et m'avoir indiqué qu'ils allaient, dans les mois à venir, probablement être renvoyés en jugement, maître Vergès m'a fait part de l'extrême gravité de la situation, selon lui, depuis la publication de la lettre de Carlos, cette publicité poussant l'auteur au « jusqu'au-boutisme » pour ne pas perdre la face. Il a alors procédé par allusions en laissant entendre qu'il était indispensable d'« obtenir » *une condamnation permettant une libération à l'audience.*

» Je lui ai répondu que l'affaire me paraissait relever de la cour d'assises, dont le jury est tiré au sort, et que, par ailleurs, le juge d'instruction (il s'agissait de J.-L. Debré, aujourd'hui député) n'était pas homme à se laisser circonvenir par le parquet.

« Des messages codés »

» L'entretien a rapidement tourné court lorsque, pour tenter de « faire parler » mon interlocuteur, j'ai émis des doutes sur sa capacité à être en contact avec Carlos. Il m'a répondu _ le plus sérieusement du monde _ qu'il procédait par messages codés transitant par des petites annonces publiées dans un journal du matin.

» Je me suis alors levé en lui répondant qu'il se trompait d'interlocuteur, que, je n'étais pas un « flic », que si là était le sérieux de sa demande, il convenait qu'il s'adresse aux services français spécialisés, que dans ces conditions nous n'avions plus rien à nous dire et qu'il était inutile de nous revoir. Il m'a quitté après m'avoir répliqué que je prenais là une responsabilité d'une extrême gravité.

» J'ai informé mon directeur de cabinet à l'issue de la réunion de cabinet.

» Troisième allégation (p. III al. 4) : **« M. Joinet est la personne qui avait promis que le procès du 29 avril 1982 se déroulerait bien, car le jury a été spécialement designé à cette fin. »**

» Outre une erreur de date (29 avril 1982 alors que le jugement a été rendu le 22 avril 1982), ce passage comporte une erreur de fond qui vide l'allégation de toute portée. Il est en effet question d'un « jury » qui aurait été prétendument composé à mon initiative. A la date de mon entretien avec Vergès, il était en effet question que l'affaire passe aux assises, dont on a rappelé que le nom des neuf jurés est tiré publiquement au sort, ce qui interdit à l'évidence – tous les magistrats peuvent en attester – toute possibilité de manipulation. »

» Quatrième allégation P. III in fine *et p. IV al. 1) :* **« L'attentat de la rue Marbeuf aurait eu une influence négative sur le début du procès. Louis Joinet n'a pas lui non plus pu user de son influence. »**

» Louis Joinet aurait été placé sous surveillance en raison de ses contacts avec Herzog et de ses activites dans le procès de Magdalena Kopp et de Bruno Bréguet, et c'est pourquoi il aurait cessé de voir Herzog. »

» La première allégation ne fait que confirmer ce qui précède en soulignant combien était nulle mon aptitude à influencer un procès, quel qu'il soit d'ailleurs.

» Quant à la deuxième, c'est _ je le suppose _ pour éviter de se décrédibiliser aux yeux de ses interlocuteurs que maître Vergès a soutenu que j'aurais cessé de le rencontrer en raison d'une prétendue surveillance dont j'aurais été l'objet pour l'avoir rencontré. Il lui était en effet difficile _ alors qu'il se valorisait en se présentant comme ayant ses « entrées » au gouvernement – de révéler que je l'avais définitivement éconduit. »

» Cinquième allégation (p. VII, al. 7) : **« Louis Joinet et un officier de police auraient fourni des renseignements selon lesquels le téléphone de Herzog serait placé sous écoute. »**

» Je n'ai jamais eu connaissance d'une quelconque écoute dont aurait été l'objet maître Vergès, fût-ce en raison de notre conversation téléphonique. Tous les directeurs de cabinet avec lesquels j'ai travaillé à Matignon m'ont toujours prévenu lorsque mon nom était cité dans un relevé d'écoute téléphonique. Tel ne fut pas le cas en ce qui concerne ma brève relation avec maître Vergès.

» Le seul incident en rapport avec ce sujet fut, mais je ne me souviens plus si cela avait un rapport avec l'affaire Bréguet-Kopp, la publication dans un journal satirique, probablement Minute, *d'un écho selon lequel maître Vergès se targuait d'être sur écoute et même d'en connaître le code.*

» Tels sont les commentaires que m'inspirent ces allégations. Je vous serais obligé, à toutes fins utiles, de bien vouloir les annexer au document n̊ 273/873/83 précité. »

(1) Nom de code attribué à maître Jacques Vergès.

Selon « The European »

Le terroriste a été « piégé » par la Syrie

Carlos a été *« piégé »* par la Syrie qui a averti les services secrets occidentaux après avoir convaincu le terroriste de se rendre au Soudan pour organiser une *« dernière opération qui secouerait le monde »*, a affirmé, jeudi 18 août, l'hebdomadaire britannique *The European*.

Illitch Ramirez Sanchez *« a été capturé parce qu'il n'a pas résisté à la tentation d'un dernier coup »*, ajoute le journal citant des *« sources proches des services occidentaux »*. La nature de la mission terroriste confiée à Carlos par Damas n'est pas précisée. Selon les premiers témoignages recueillis à Khartoum, Carlos vivait *« normalement et sans se cacher »* avec sa compagne et sa fille. Il habitait un banal rez-de-chaussée d'un petit immeuble de trois étages, rue d'Afrique, non loin de l'aéroport. De nombreuses ambassades sont sises dans le même quartier. L'ambassade de France est distante de quelques centaines de mètres seulement du lieu où il habitait. Jeudi 18 août, deux soldats, sous une tente, montaient la garde devant l'immeuble et interdisaient aux journalistes l'accès de l'appartement.

Selon le secrétaire général du ministère soudanais de l'information, Abou Bakr El Chinguetti, Carlos se faisait appeler « Ali » et était entré au Soudan avec sept autres personnes en décembre 1993, muni d'un faux passeport diplomatique arabe. Le groupe s'était installé à l'hôtel Hilton, sur les bords du Nil, avant d'emménager dans l'appartement.

C'est son accent qui allait trahir Carlos, lequel *« se rendait régulièrement dans un club fréquenté par des Arabes »*. *« Les services de sécurité soudanais ont pris deux photos de lui, l'une avec une compagne palestino-jordanienne et une autre dans une soirée privée »*, écrit l'hebdomadaire. Dans l'appartement, les policiers ont trouvé deux pistolets Magnum 44, des livres sur les services de renseignement des Etats-Unis et d'Israël, ainsi que des études sur les religions, des revues arabes et américaines. Ils ont également trouvé des bouteilles d'alcool alors que la consommation de boissons alcoolisées est strictement interdite à Khartoum.

Selon M. El Chingetti, l'épouse officielle de Carlos, Magdalena Kopp, avait rejoint son mari et voulait l'accompagner en France, mais *« les Français ont rejeté »* sa demande. Elle est donc repartie pour le Venezuela. – *(AFP.)*

POINT DE VUE

Une victoire pour Carlos

par Jean Veil

DEPUIS plusieurs jours, la presse française relate l'instruction des attentats et des crimes imputés au terroriste Carlos.

Si le lecteur doit être informé du sang-froid, pour ne pas dire de la morgue, manifesté par celui que la presse américaine qualifie de *« has been alcoolique »* – un *has been* qui ne montre aucun regret pour ses victimes et leurs familles – il est en revanche plus surprenant et, pourquoi ne pas le dire, choquant d'apprendre que le juge, surnommé, paraît-il, *« double gâchette »* ou *« Cocotte-Minute »*, a échangé avec ce lâche assassin *« des propos courtois et des signes d'estime mutuelle »*.

Quelle victoire pour Carlos, quelle humiliation pour les victimes que de constater cette connivence médiatique entre le juge et l'assassin !

Mutatis mutandis, qu'aurait-on dit à l'aube du procès de Nuremberg si le juge instructeur, après l'interrogatoire de Goering ou de Goebbels, avait déclaré, comme l'a fait hier le juge Bruguière en parlant de Carlos et de lui-même : *« Nous sommes entre professionnels » ?*

▶ **Avocat au barreau de Paris**



NUCLÉAIRE

Les trafics de substances radioactives

Les Russes reprochent aux médias occidentaux de faire du sensationnalisme à propos de la contrebande de plutonium

Les médias occidentaux font du *« sensationnalisme »* avec leurs articles sur les trafics de substance nucléaire, a déclaré le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères jeudi 18 août à Moscou. Comme pour confirmer cette opinion, l'avocat de l'Allemand arrêté le 12 août dernier à Brême, porteur de 0,05 milligramme de plutonium 239 mélangé à deux grammes d'américium, a affirmé jeudi que son client était... un agent de la police criminelle fédérale (BKA) enquêtant sur les acheteurs ! Or, on savait déjà que l'acheteur était... un journaliste qui, lui, s'intéressait aux vendeurs. L'affaire tournerait-elle au mauvais vaudeville ?

Parallèlement, le ministre des affaires étrangères pakistanais a démenti catégoriquement que son pays soit un client potentiel du plutonium saisi en Allemagne. Le ministère de la justice à Bonn a tenu de son côté à préciser que seuls des documents suggérant l'éventualité d'une filière pakistanaise avaient été découverts à Berlin, mais que leurs détenteurs avaient été relâchés et qu'aucune saisie de matériaux radioactifs n'avait été faite. Enfin, en dépit des certitudes affichées par Bonn, les Etats-Unis semblent soucieux de relativiser l'importance du marché noir des matières fissiles.

Pour la plupart des experts cependant, l'affaire semble entendue : les six grammes de plutonium 239 pur à 99,7 % découverts au mois de mai, sont bien sortis de l'ex-URSS, comme probablement les 350 grammes de plutonium enrichi à 87 % saisis à Munich. Autre certitude : ces substances ne proviennent pas d'un dépôt d'armes. Le plutonium 239 ou l'uranium 235 utilisé dans les têtes nucléaires se présente, en effet, sous une forme métallique, très différente de l'oxyde pulvérulent saisi sur les trafiquants. Il viendrait donc d'installations de retraitement. Est-il d'usage civil ou militaire ? Les taux d'enrichissement ne permettent pas de se prononcer avec certitude. Les taux prisés des militaires se situent entre 90 et 95 %. Une pureté de 99,7 % est inutilement élevée, et ce produit était probablement destiné à la recherche. A 87 %, c'est un peu faible. Mais, en Occident au moins, le plutonium civil ne dépasse guère le taux de 60 à 65 % en isotope 239.

Dans les deux cas, de toute façon, ces substances, en quantités suffisantes, peuvent servir à fabriquer une bombe. Et, surtout, le civil et le militaire sont intimement imbriqués dans les centres de retraitement, d'enrichissement, ou les laboratoires de recherche du complexe nucléaire de l'ex-Union Soviétique. Cela rend aléatoire toute surveillance sérieuse des matières à usage militaire en cours de fabrication, et explique l'inquiétude générale.

La Russie et les pays d'Europe de l'Est sont parfaitement convaincus que cette situation dangereuse ne peut durer. Depuis deux ans déjà, ils coopèrent étroitement avec les pays occidentaux, sous l'égide de l'agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, ou d'Euratom (pour la Russie), afin de se construire un système de contrôle. Discrète, la pression politique consécutive à ces trafics pourrait contribuer à accélérer le mouvement. Trop forte, trop voyante, elle risque, au contraire, de braquer les autorités de Moscou. C'est sans doute la raison de la position modérée adoptée par les Américains.

JEAN-PAUL DUFOUR

Soucieuse de ménager la Russie

L'administration américaine relativise l'importance du « marché noir »

WASHINGTON

de notre correspondante

Après avoir, au début de la semaine, réagi de manière plutôt classique en envoyant ses diplomates à Moscou faire part au gouvernement russe de la vive inquiétude des Etats-Unis, le département d'Etat a nettement changé de ton ; les promesses de coopération données par le président Eltsine aux autorités allemandes mercredi 17 août y ont été très bien accueillies, et le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, a longuement expliqué à la presse que rien ne permettait d'établir, pour l'instant, que le plutonium saisi venait de Russie – au moment même où les Allemands affirmaient le contraire.

Volontairement rassurant, M. McCurry a relativisé les rumeurs sur un « marché noir du nucléaire » : *« En réalité*, a-t-il dit, *la plupart du temps, ce sont les détenteurs de matériel détourné qui doivent aller à la recherche d'acheteurs et, heureusement, ces acheteurs ne se bousculent pas. »* Le porte-parole a encore affirmé, avec une assurance d'autant plus surprenante que, précisait-il parallèlement, les experts américains n'ont pas eu accès directement aux échantillons, que les matières fissiles examinées *« ne provenaient pas d'une installation d'armes nucléaires »*.

Cette thèse a été fidèlement reprise jeudi par un haut responsable de la défense, qui a tenu à garder l'anonymat. Pour cette fonctionnaire, le plutonium saisi en Allemagne depuis quatre mois n'est pas de qualité militaire. *« Nous ne pouvons pas confirmer que le matériel saisi* (la semaine dernière) *vient de Russie*, a-t-elle poursuivi. *Nous sommes pratiquement certains, en revanche, qu'il ne provient pas d'une arme nucléaire ou d'une activité liée à une arme nucléaire. Il semble plutôt s'agir d'un réacteur, plus particulièrement d'un réacteur de recherche. »* Quelques heures plus tôt, à Bruxelles, les responsables d'Euratom déclaraient, eux, qu'une partie du plutonium provenait du complexe militaire russe...

Non pas que Washington prenne la chose à la légère. Dès la dislocation de l'Union soviétique, le problème de la prolifération des matières et de la technologie nucléaires a préoccupé les Etats-Unis, qui ont cherché à mettre en place une série de mesures préventives, dont l'efficacité, malheureusement, ne paraît pas aujourd'hui à toute épreuve. La loi Nunn-Lugar (du nom des deux sénateurs qui en sont à l'origine), votée en décembre 1991, visait notamment cet objectif, à travers divers programmes d'assistance à la Russie qui ont déjà coûté au contribuable américain 235 millions de dollars depuis deux ans. Ainsi par exemple, les Américains rachètent aux Russes l'uranium dérivé tiré des ogives nucléaires démantelées.

« Un démantèlement exemplaire »

Cependant, semble-t-il, beaucoup de ces mesures sont encore à l'état de projet, et la Russie n'a pas nécessairement tiré parti de toutes les possibilités offertes : selon M. McCurry, les 30 millions de dollars offerts pour l'amélioration immédiate de la sécurité et du contrôle des matières nucléaires *« sont toujours disponibles »*. D'autre part, a reconnu le porte-parole du département d'Etat, *« certaines insuffisances ont été décelées dans les mesures de sécurité actuelles »*. Mais de toute évidence, la consigne est d'éviter d'accuser les militaires russes de négligence.

Au Pentagone, on leur rend même hommage : *« Le transport, sans problème, des ogives nucléaires en Russie, puis vers les centres de stockage et les installations de démantèlement a été exemplaire*, y dit-on. *Le ministère de la défense* (russe) *dispose en fait de très bons systèmes de contrôle. »* Le *New York Times* prend moins de gants : dans un article publié jeudi à la « une », le quotidien affirme, après avoir enquêté à Moscou, en Sibérie et aux Etats-Unis, que le réseau nucléaire russe est tellement morcelé et son système de contrôle si peu sûr, qu'il est impossible de savoir sérieusement si du matériel nucléaire a été volé ou perdu.

A Bruxelles, où il est arrivé jeudi pour les obsèques du secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner, le secrétaire d'Etat Warren Christopher devait évoquer le problème avec ses partenaires de l'Alliance. Mais surtout, la question a été inscrite en bonne place au programme des entretiens qu'auront, fin septembre à Washington, les présidents Boris Eltsine et Bill Clinton.

SYLVIE KAUFFMANN

Le Pakistan a-t-il la bombe ?

On ne prête qu'aux riches... A force d'avoir été mis en cause dans diverses affaires de trafic de matériel et de technologies liées à la construction de centrales nucléaires pouvant avoir un usage militaire, le Pakistan fait partie de ces pays dont les activités sont scrutées de très près. Pas seulement par son voisin et rival indien – qui possède depuis 1974 la capacité de fabriquer des bombes atomiques –, mais aussi par les Etats-Unis et les pays occidentaux. Y compris la France, qui, après avoir flirté avec l'idée de lui vendre une usine de retraitement de combustibles irradiés sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, puis une centrale au début du premier septennat Mitterrand, y a finalement renoncé.

Coopération nucléaire avec la Chine

Et pour cause. De la masse de démentis et de réponses dilatoires et contradictoires en provenance d'Islamabad sur un *« programme nucléaire pacifique »*, plusieurs déclarations ont détonné : en particulier, un ancien chef militaire et un ex-chef de l'Etat ont confirmé l'an dernier que le Pakistan avait acquis l'arme nucléaire en 1987 (*le Monde* du 26 juillet 1993). Le général Aslam Beg ajoutait même que des expérimentations avaient été faites en Chine, pays avec lequel le Pakistan entretient une très importante coopération nucléaire. En 1990, les Etats-Unis avaient suspendu leur assistance au Pakistan pour le contraindre, sans succès, à renoncer à ses ambitions nucléaires.

C'est dès l'époque de Zulficar Ali Bhutto, le père de l'actuel premier ministre, Benazir Bhutto, dans les années 70, que le Pakistan s'est lancé dans un programme nucléaire à des fins militaires. Au point que M[me] Bhutto avait pu affirmer en 1988 que son pays aurait eu la bombe dès 1977 si son père n'avait pas été renversé.

En 1979, plusieurs incidents avait déjà révélé les efforts d'Islamabad pour se procurer le matériel sensible que les pays occidentaux lui refusaient. Tout d'abord, un ingénieur pakistanais travaillant sur l'enrichissement de l'uranium aux Pays-Bas, le D[r] Abdel Kahder Khan, avait disparu, emportant avec lui des secrets sur le procédé d'enrichissement de l'uranium par centrifugation ; il réapparaissait peu après dans son pays pour y diriger la recherche dans ce domaine. Au même moment, l'ambassadeur de France à Islamabad avait été roué de coups après s'être approché de trop près de la centrale nucléaire de Kahuta.

Le *Financial Times* faisait également mention d'une *« filière britannique »* ayant permis au Pakistan d'acheter dans divers pays européens, dont l'Allemagne et la Suisse, des équipements proscrits. Ce qui avait amené, en 1980, les Etats-Unis à interrompre partiellement leur coopération nucléaire avec Berne (*le Monde* du 24 septembre 1980) et à laisser entendre qu'Islamabad pourrait être en mesure de faire exploser une première bombe dès 1981. A cette époque, les liens entre les militaires au pouvoir au Pakistan et le colonel Kadhafi avaient fait craindre la possible mise au point d'une « bombe islamique ».

En 1987, Abdel Kahder Khan avait déclaré à un journal indien : *« Nous sommes parvenus (...) à produire la bombe »*, avant de démentir ses propos. L'année suivante, la firme allemande Nukem, soupçonnée de livraison de matériaux fissiles à Islamabad, avait été suspendue d'activité par Bonn. On peut toutefois se demander pourquoi le Pakistan, qui dispose d'installations éprouvées et dont les liens avec une puissance nucléaire, la Chine, sont étroits, aurait besoin de recourir à un trafic de plutonium en Allemagne... En tout cas, Islamabad a démenti toute implication dans la contrebande de plutonium, et dénoncé une *« campagne mal intentionnée »*.

PATRICE DE BEER

ESPACE

Aux Etats-Unis

Nouveau lancement avorté pour la navette « Endeavour »

Le lancement de la navette spatiale *Endeavour* a été brutalement arrêté, jeudi 18 août à 12 h 54 (heure de Paris) au centre spatial Kennedy de Cap Canaveral (Floride), moins de deux secondes avant le décollage, alors que les moteurs fonctionnaient déjà depuis six secondes. Des trombes d'eau ont immédiatement été déversés sur le pas de tir pour éviter tout risque d'incendie, et l'équipage a pu être évacué sans dommage une heure plus tard. *Endeavour* devait effectuer une mission d'observation radar de la Terre, avec la collaboration de chercheurs de treize nations.

L'arrêt des moteurs a été commandé automatiquement par les ordinateurs, pour une raison encore non confirmée, mais qui pourrait être un mauvais fonctionnement d'une turbo-pompe du moteur numéro 3. Le prochain tir ne pourra pas avoir lieu avant au moins un mois. C'est la cinquième fois en treize ans d'exploitation des navettes que cet incident, potentiellement extrêmement dangereux, se produit. Les deux derniers avaient eu lieu l'an dernier : *Discovery* (le 12 août), et *Columbia* (le 22 mars) avaient été clouée au sol trois secondes avant leur décollage.– *(AFP.)*

CATASTROPHE

Plus de 150 morts dans l'Oranais

Le gouvernement algérien mobilise d'importants secours pour aider les victimes du séisme de Mascara

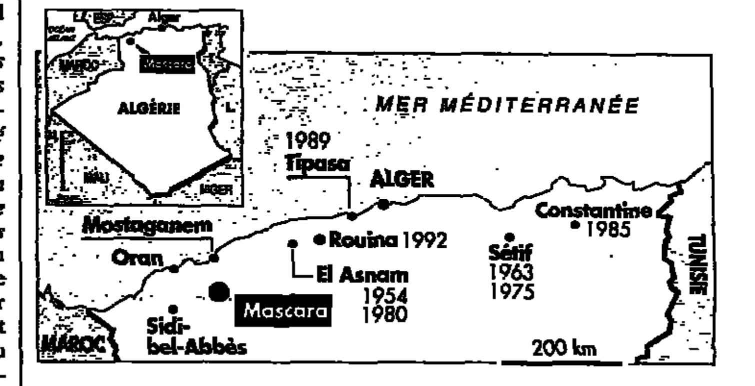
L'Algérie s'est mobilisée pour secourir les victimes du tremblement de terre qui a secoué, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 août, le massif montagneux de Beni Chougrane, à 80 kilomètres au sud d'Oran (« le Monde » du 19 août), faisant au moins 150 morts et près de 300 blessés.

Selon les autorités algériennes, le séisme de Mascara – 5,6 de magnitude sur l'échelle de Richter – aurait fait au moins cent cinquante morts et près de trois cents blessés. Les communes les plus touchées ont été celles de Bou-Hanifia – détruite à 90 % –, Hassine, Gueritopune et Douar-Hebaïlia, dans la préfecture de Mascara. La secousse a été ressentie jusqu'à Sidi-Bel-Abbes et Oran, où une partie de la population a préféré passer le reste de la nuit sur les places publiques.

Bien que cette région montagneuse de l'Oranais soit relativement peu peuplée, le séisme a été meurtrier car il s'est produit en pleine nuit, lorsque les habitants sont tous chez eux, et a frappé un habitat traditionnel fait de matériaux hétéroclites, à base de *toub* (pisé). Les maisons ainsi construites ne peuvent résister à une secousse tellurique, même d'intensité moyenne.

Toute la journée de jeudi, les autorités algériennes ont déployé d'importants moyens, civils et militaires, pour porter secours aux sinistrés. Des avions chargés de vivres et de matériels ont décollé de l'aéroport de Boufarik, au sud d'Alger, et de la base aérienne de Tafraoui, près d'Oran. Le stade de Hassine, à l'épicentre du séisme, a été transformé en centre de distribution de tentes, couvertures et rations alimentaires, sous la supervision du chef du gouvernement algérien, Mokdad Sifi, et de pas moins de sept ministres.

Echaudé par le séisme de Tipasa, en 1989, qui avait permis au Front islamique du salut (FIS) de manifester son activisme en faveur des populations, le gouvernement a tout de suite pris les choses en main. Seul le Croissant-Rouge algérien est autorisé à recevoir et distribuer l'aide aux familles sinistrées. Des 420 chalets achetés aux Etats-Unis pour héberger, près d'Alger, des personnalités menacées par les groupes armés islamiques, 300 ont été affectés au relogement des sans-abri, ainsi que 5 000 tentes et 8 000 couvertures. Dès vendredi 19, la France et l'Italie ont envoyé des avions chargés de vivres et de matériel médical pour les secours de première urgence.



Une région épargnée depuis un siècle

L'Algérie est une zone très sismique, car elle se situe à la limite entre la plaque Eurasie et la plaque Afrique. Cette dernière remontant inexorablement, au rythme moyen de 1,5 centimètre par an, engendre des compressions qui se détendent lors de secousses sismiques régulières.

Quatre tremblements de terre se sont produits depuis 1980, traduisant une activité sismique un peu plus forte que celle des années 60 et 70. Mais ils étaient tous situés à l'est du pays. En revanche, les derniers séismes importants dans l'Ouest remontent au siècle dernier (Mascara 1819, Oran 1790). *« Il n'y a rien eu depuis le début du siècle dans ce secteur, hormis quelques petites secousses de magnitude 3 ou 4, bien insuffisants pour relâcher les contraintes accumulées durant des décennies,* explique Mourad Bezzeghoud, responsable du département études et surveillances sismiques au Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). *Nous nous attendions à ce qu'un séisme important se produise un jour ou l'autre dans l'Oranais. »*

Les séismes les plus violents survenus récemment en Algérie sont ceux d'El Asnam (10 octobre 1980, magnitude 7,3, 2 500 à 3 500 morts), Constantine (1985, magnitude 5,9, pas de victime), Tipasa 31 octobre 1989, magnitude 6, 30 morts), et Rouina (1992, magnitude 5,2, pas de victime).

El Asnam avait déjà été détruite le 9 septembre 1954 par un séisme qui fit 1 243 morts. Deux séismes ont aussi frappé la région de Sétif en 1963 et 1975, ne faisant cependant qu'un mort.

EN BREF

CYCLISME : médaille d'argent en vitesse pour la Française Félicia Ballanger. – Félicia Ballanger a pris la deuxième place du tournoi de vitesse féminin des championnats du monde de cyclisme sur piste, jeudi 18 août à Palerme. Elle a été battue en finale par la Russe Galina Enulkhina, trente-sept ans, exclue l'an dernier des championnats du monde pour dopage. Félicia Ballanger, qui avait réussi le meilleur temps des qualifications, a enlevé aisément la première manche, puis s'est inclinée dans la deuxième, avant de se voir devancée au sprint dans la « belle » de l'épaisseur d'un boyau. Agée de vingt-trois ans, la Française accédait pour la première fois au podium des championnats du monde, après des quatrièmes places à ceux de 1990 et de 1991 ainsi qu'aux Jeux olympiques.

JOSACINE : la fabrication du médicament pourrait reprendre. – Le laboratoire Roger Bellon (groupe Rhône-Poulenc) demandera la remise sur le marché de l'antibiotique Josacine si la justice confirme que l'empoisonnement du médicament qui a coûté la vie à la petite Emilie Tanay, le 11 juin dernier au Havre, est bien lié à un acte criminel isolé, a indiqué, jeudi 18 août, un porte-parole du groupe. Selon des informations, qui n'ont toutefois pas reçu, jusqu'à présent, de confirmation officielle, la mort de la petite Emilie serait la conséquence d'une méprise liée à une affaire d'adultère (*le Monde* du 19 août). Chez Rhône-Poulenc, on précise n'avoir pas eu confirmation de cette information attestant le caractère isolé de l'acte, étape indispensable pour obtenir l'autorisation de remettre le produit sur le marché. L'Agence du médicament s'est, elle aussi, refusée à tout commentaire. On évalue à un million environ le nombre des flacons de Josacine retirés du marché depuis la mi-juin.

LETTRES

La mort de Yeshayahou Leibovitz

La pérennité du judaïsme

Le philosophe israélien Yeshayahou Leibovitz est mort à Jérusalem, jeudi 18 août, à l'âge de quatre-vingt-onze ans (*le Monde* du 19 août).

Yeshayahou Leibovitz aura jusqu'à la fin brouillé les pistes. Comme si pour lui le paradoxe était la garantie de l'indépendance intellectuelle à laquelle il tenait tant.

Partisan dans sa jeunesse d'un Etat régi selon la Torah, il finit son existence de juif pratiquant comme prêcheur acharné de la séparation du religieux et du politique. Jadis soldat de l'armée israélienne, il n'aura cessé de dénoncer les abus de la politique de conquête. Polyglotte (il pratiquait sept langues : l'allemand, l'hébreu, le yiddish, le russe, le français, l'anglais et le latin), polygraphe (ce scientifique, professeur de biochimie à l'Université hébraïque, fut aussi le rédacteur en chef de *l'Encyclopédie hébraïque*, travail qui demeure aujourd'hui en Israël son « œuvre écrite » la plus reconnue), ce sioniste avait élu domicile au Moyen-Orient dès 1935, mais n'en était pas moins l'un des derniers dépositaires de la culture juive et humaniste d'Europe centrale aujourd'hui disparue.

Un maître de la tradition orale

Yeshayahou Leibovitz aimait à souligner son appartenance à des univers en déshérence : celui du judaïsme d'avant la Shoah, celui du monde religieux. Il s'inquiétait de ne plus distinguer aujourd'hui de principe d'unité de l'existence juive, disséminée à travers le monde, et il constatait que même les succès de l'Etat d'Israël n'avaient pas réussi à freiner le processus de l'assimilation. Il était pourtant l'un des ferments de cette unité, comme d'autres intellectuels juifs de sa génération qui mirent au centre de leur pensée et de leur action la question de la pérennité juive face aux défis du monde moderne, comme le défunt rabbi de Loubavitch, à qui tout l'opposait.

En cela il était fidèle à la tradition d'Ahad Ha'am (de son vrai nom : Asher Hirsch Ginsberg, 1856-1927), ce compagnon de Herzl qui assigna au sionisme la tâche d'établir un foyer culturel sur la terre d'Israël qui rayonnerait sur l'ensemble du monde juif. Yeshayahou Leibovitz s'était installé avec sa femme, Greta, aux confins de Rehavia et des Nahla'oth, dans ce quartier de Jérusalem où résidèrent tant d'immigrants (comme Martin Buber, Gershom Sholem, etc.) venus d'Allemagne ou d'Autriche, qui, comme lui, continuèrent jusqu'à leur mort à s'entretenir chez eux en allemand. Cette maison était devenue au fil des ans l'un des centres spirituels de la ville. Une noria de jeunes gens, soldats, journalistes du monde entier, cinéastes (l'un d'eux, Eyal Sivan, réalisa avec lui une série d'émissions qui fut diffusée sur ARTE), hommes politique de gauche comme de droite etc. ne cessaient d'affluer chez ce maître de la tradition orale, dont l'œuvre publiée, dans les dernières années surtout, consiste pour l'essentiel en entretiens.

Autre dissonance « leibovitzienne », plus criante encore : les compagnons de route les plus enthousiastes de ce traditionaliste, pratiquant exact, étaient des Israéliens appartenant au camp des « colombes », généralement laïques, qui appréciaient son goût pour les formules à l'emporte-pièce, et son mépris pour les politiques, mais ne comprenaient pas toujours les enjeux de sa pensée. Ce Leibovitz politique est-il appelé à rester longtemps dans les mémoires ? C'est peu probable. Les accords d'Oslo ont fini par réconcilier le vieil ennemi de Ben Gourion avec la politique de son pays. Variables, plus extrêmes qu'extrémistes, ses prises de position reflétaient surtout sa sollicitude, son angoisse, son pessimisme foncier quant à l'avenir du peuple juif, en Israël comme ailleurs.

C'est ainsi qu'il confiait à une journaliste du quotidien israélien *Ha'aretz*, à propos de la question brûlante de Jérusalem : *« Si nous conservons l'ensemble de la ville, il faudra maintenir sous notre protection la mosquée d'al-Aqsa et le Saint-Sépulcre, ainsi que 180 000 Arabes qui nous haïssent à mort. Cela, je ne le veux à aucun prix. »*

Certes son aspiration à la paix avec les Palestiniens se nourrissait d'une aversion quasiatavique pour le judaïsme messianique (courant auquel se rattache le nationalisme religieux d'une fraction de la droite israélienne et du *Goush Emonim*, le « Bloc de la foi »), aversion assez caractéristique du courant « lituanien » de l'orthodoxie juive, méfiante vis-à-vis de la Kabbale, du piétisme hassidique. Yeshayahou Leibovitz, qui, à propos de la dévotion des religieux nationalistes pour la terre d'Israël et pour le mur des Lamentations, parlait d'idolâtrie, se sentait plus proche du rationalisme philosophique juif incarné par le philosophe médiéval Maïmonide, auquel il consacra plusieurs ouvrages. Sans doute pensait-il aussi que le contentieux entre le judaïsme et l'islam n'était pas aussi irrémédiable qu'il y paraissait. Ne disait-il pas, toujours à propos de Jérusalem : *« Non, cela ne me gêne pas qu'il y ait une mosquée sur le mont du Temple, en revanche, s'il y avait une église, cela me serait douloureux, très douloureux »* ?

L'antagonisme entre juifs et chrétiens

Pour cet homme élevé en Europe, l'antagonisme principal opposait juifs et chrétiens (il accusait le christianisme d'avoir sa part de responsabilité dans la Shoah). L'une de ses dernières interventions publiques fut pour démentir qu'il ait jamais considéré la philosophe française Simone Weil comme *« géniale »*, appréciation qu'un journaliste lui avait prêtée à tort, mais *« simplement »* comme *« une renégate »*. Cet antagonisme n'empêchait cependant pas Yeshayahou Leibovitz d'entretenir un dialogue, fécond quoique sans concessions, avec de nombreuses personnalités chrétiennes. Son collègue de l'Université hébraïque, le père Marcel Dubois par exemple.

Face au naufrage du judaïsme religieux, face au triomphe de la science, Yeshayahou Leibovitz proposait au croyant d'asseoir sa foi sur la seule pratique, sur les « valeurs » de la Bible, sans perdre son temps à débrouiller l'écheveau entre religion et savoir. En cela réside le legs le plus durable du sage de Jérusalem : celui d'avoir tenté d'indiquer un chemin à ceux que préoccupe l'étrangeté d'un judaïsme millénaire, en perdition dans la modernité.

NICOLAS WEILL

▶ **Parmi les œuvres de Yeshayahou Leibovitz accessibles en français, signalons : *la Foi de Maïmonide*, aux éditions du Cerf, *Judaïsme, peuple juif et Etat d'Israël*, chez Lattès, *Israël et judaïsme, ma part de vérité*, Desclée De Brouwer, et *Yeshayahou Leibovitz : la Mauvaise Conscience d'Israël*, La Monde-Editions.**

Les réactions en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« La vérité n'est plus. » « Le prophète de la colère a abandonné les siens. » La disparition de Yeshayahou Leibovitz a laissé un grand vide dans la conscience collective d'Israël. Ils n'ont pourtant été que quelques centaines à se presser, jeudi 18 août, autour de la tombe du petit homme dont la silhouette recroquevillée était familière aux Yérosolomitains.

En évoquant son œuvre, les Israéliens se sont rappelé les « perles » du vieux penseur qui réussirent à faire bondir un peuple souvent peu préparé à les entendre. *« La démocratie israélienne ? Il faut une fois pour toutes cesser de nous leurrer avec ce mensonge. Israël est un Etat qui impose sa loi à deux millions de personnes* [les Palestiniens] *qui n'en veulent pas »*, lançait-il fréquemment aux jeunes qu'il appelait à refuser de servir dans les territoires occupés.

Ce qui n'a pas empêché le président de l'Etat Ezer Weizman de lui rendre un vibrant hommage, estimant qu'il était *« l'une des plus hautes figures du peuple juif et d'Israël, un maître et un guide pour des générations de juifs et d'Israéliens »*.

Pour le rabbin Shlomo Goren, ancien grand rabbin d'Israël et l'un des chefs de file de la colonisation juive, celui qui qualifia le Goush Emounim (Bloc de la foi) de *« mouvement fasciste » « restera dans nos esprits un antijuif et un antisioniste »*. Les rabbins en général ne le portaient pas en sympathie et les ultra-orthodoxes ne lui pardonnèrent jamais sa lutte pour la séparation entre la religion et l'Etat et ses critiques acerbes contre les partis religieux.

Pour Shimon Pérès, *« le professeur Leibovitz était un grand juif, au savoir encyclopédique, même si ses idées politiques étaient aberrantes. Pourtant, même ses erreurs étaient brillantes. Il ne croyait pas que nous appliquerions les accords d'Oslo avec l'OLP et que nous ferions sortir nos soldats de la bande de Gaza et de Jéricho. Il était convaincu que les gouvernements ne tiennent jamais leurs promesses »*, raconte le chef de la diplomatie israélienne, évoquant une rencontre récente. *(Intérim.)*

COMMUNICATION

La polémique entre le ministère de la culture et les publicitaires

Le Mondial de la publicité francophone bénéficiera finalement d'une subvention

Le ministère de la culture et de la francophonie a finalement décidé d'accorder une subvention au Mondial de la publicité francophone, après le refus qu'il avait opposé à la demande de l'Association des agences conseil en communication (AACC, regroupant des agences de publicité). Un refus motivé, selon différentes sources, par la contribution de l'AACC à la décision du Conseil constitutionnel censurant partiellement la loi Toubon sur la langue française (*le Monde* du 18 août).

Dans une lettre du 18 août adressée au *Monde*, le ministère indique *« que, contrairement au titre et à ce que vous indiquez dans l'article, le ministère de la culture et de la francophonie a d'ores et déjà décidé d'apporter une subvention de 80 000 francs à la partie organisatrice du Mondial de la publicité francophone qui témoigne d'un engagement constant au service de la francophonie en matière de publicité »*. En clair, le ministère a accepté de verser une susvention à l'Association québécoise responsable du Mondial, et non à l'AACC, membre français du Mondial chargé cette année d'organiser la manifestation à Deauville, du 22 au 24 septembre.

Pour preuve de sa bonne foi, le ministère cite un communiqué du 11 août, émanant de la direction québécoise du Mondial, qui *« remerciait le ministre français de la culture et de la francophonie de continuer à lui apporter son soutien »* mais qui précise également, en faisant référence à la polémique entre le ministère de la culture et de la francophonie et l'AACC dont nous nous sommes fait l'écho, *« que des problèmes strictement nationaux, notamment liés à une configuration de politique intérieure, que peuvent rencontrer tel ou tel membre, ne sauraient faire oublier les buts d'intérêt général qu'il s'est fixés* [...], *c'est-à-dire la promotion et l'illustration de la publicité de langue française à travers le monde »*.

[*Le Monde* s'est entretenu avec Yves Marek, conseiller du ministre de la culture et de la francophonie, le vendredi 5 août. Ce dernier nous avait alors formellement notifié le refus du ministère d'accorder une subvention au Mondial de la publicité francophone, en indiquant : *« Nous avons reçu une demande mais nous ne pensons pas y donner suite, le Mondial a bien vécu seul jusqu'à présent, il peut continuer sur sa lancée. »* Après ce mouvement d'humeur, dont nous maintenons qu'il était dû aux critiques formulées par les publicitaires à l'encontre de la loi Toubon, le ministère a finalement fait machine arrière et choisi une voie médiane en annonçant le 18 août, lendemain du jour de parution de l'article du *Monde*, qu'il verserait ladite subvention aux Québécois plutot qu'aux Français. Dernière précision : la lettre des Québécois citée par le ministère en appui de son argumentation est datée du 11 août, alors que le communiqué officiel du secrétariat général du Mondial de la publicité francophone est daté du 16. – Y.-M. L.]

DANS LA PRESSE

Le trafic de plutonium

Financial Times : « Quel que soit le niveau du trafic actuel, il existe de nombreuses raisons pour agir avant que la situation ne se dégrade encore. La difficulté, de toute façon, est que tous les Etats dotés de l'arme nucléaire ont été notoirement précis à propos de leur programme atomique et déterminés à garder leur stock d'armes sous un total contrôle souverain. La Russie est aussi un pays fier, et ne prend pas avec humour les allégations portées – qu'elles soient fondées ou non – sur sa légèreté vis-à-vis du trafic. »

La Croix (Jean Mazenq) : « [...] La première préoccupation est de trouver comment organiser, dans les pays disposant d'installations nucléaires, la sécurité des matières, et de se protéger contre les sorties illégales de matériel ou de substances. [...] La « méthode Kalachnikov », c'est-à-dire le verrouillage militaire de toute installation n'est plus viable dans la Russie d'aujourd'hui. »

InfoMatin (Dominique Lagarde) : « Le trafic nucléaire est en passe de devenir l'une des préoccupations majeures des pays occidentaux. Il est inscrit à l'ordre du jour de la plupart des rencontres diplomatiques des prochaines semaines. Il en a été question également à Bruxelles, jeudi, lors du conseil de l'Otan. »

Le départ des troupes françaises du Rwanda

The New York Times : « Les observateurs craignent qu'aussitôt les Français partis, les Hutus désarmés fassent de même, créant un second flot humain se dirigeant vers la frontière zaïroise, où quelques 800 000 réfugiés meurent d'épidémies successives dans des camps de fortune. Mais, contrairement au précédent exode rwandais, celui-là peut être prévu. Une démarche évidente de prévention serait de persuader la France de rester jusqu'à la constitution de forces de maintien de la paix des Nations unies, composées de troupes de nations africaines – un problème de semaines et non de mois. »

Le Figaro (Franz-Olivier Giesbert) : « Est-il si urgent pour la France de déguerpir de la zone humanitaire au sud-ouest du Rwanda et de laisser, dès dimanche après-midi, les refugiés seuls face à leur tragédie ? Personne n'en voudrait au gouvernement de prolonger de quelques jours ou semaines son intervention, qui agace nos alliés américains et britanniques. [...] La France qui n'est pas comptable de tous les malheurs de l'Afrique, devait rapatrier ses troupes, c'est une évidence. Mais rien ne pressait. »

CARNET

Naissances

Christine et Jean-Michel LAIR,
Séverine et Guillaume,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien, Corentin, Michel,

le 31 juillet 1994, à Rennes.

25, rue de Lorgeril,
35000 Rennes.

Félix REMOISSENET

est né le 16 août 1994.

Philippe et Frédérique.

2, rue Tête-d'Or,
69006 Lyon.

Rémi

a fait son premier clin d'œil le 5 août 1994.

Michel VISO et Annick ODRU.

37, rue Jacques-Duclos,
93110 Rosny-sous-Bois.

Anniversaires de naissance

– Un joyeux anniversaire pour

Anne BERSTEL

et tous les enfants nés pendant la libération de Paris.

Sa mère.

Décès

– La comtesse Gian Teresio Aiolfi di Vecchia Burgos,
née Edith Pauchet,
son épouse,
M. et Mme Luciano Aiolfi,
M. et Mme Mino Guarneri,
ses frère et sœur
et leurs enfants,
M. et Mme Wilfrid Pauchet,
ses beaux-parents,
M. et Mme Daniel Pauchet,
M. Jacques Pauchet,
ses beaux-frères et belles-sœurs
et leurs enfants,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

Comte Gian Teresio AIOLFI DI VECCHIA BURGOS,
chevalier de l'ordre de Malte

survenu accidentellement, le 3 août 1994.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale à Vaiano (Italie).

Ni fleurs, ni couronnes, un don peut être adressé aux œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 92, rue Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe pour honorer sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris. Une information sera faite par voix de presse.

– Le président du conseil d'administration,
le conseil d'administration,
la direction générale,
le personnel,
des caisses nationales de retraite et de prévoyance du bâtiment, des travaux publics et des industries connexes,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean AIOLFI,
directeur général,

survenu accidentellement le 3 août 1994.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale à Vaiano (Italie).

Ni fleurs, ni couronnes, un don peut être adressé aux œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 92, rue Ranelagh, 75016 Paris.

Une messe pour honorer sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris. Une information sera faite par voix de presse.

– Le président du conseil d'administration,
le conseil d'administration,
la direction générale,
le personnel de PROBTP,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean AIOLFI,
membre du comité de direction,

survenu accidentellement le 3 août 1994.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale à Vaiano (Italie).

Ni fleurs, ni couronnes, un don peut être adressé aux œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 92, rue Ranelagh, 75016 Paris.

Une messe pour honorer sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris. Une information sera faite par voix de presse.

– Le docteur Aimé Jacques Burger,
son époux,
Fabienne et Bertrand Bucher,
Laurence et Xavier Rolland,
Clarisse et Daniel Rane,
Pascale et Robin Dhôte,
Olivier et Françoise Burger,
ses enfants,
Magalie, Valentin, Lucas, Chloé,
ses petits-enfants,
Eléonore Burger,
sa belle-sœur,
Ses parents et amis,
ont la grande douleur d'annoncer le rappel à Dieu du

docteur Alice BURGER-WAGNER,
ancien médecin consultant
de l'hôpital Trousseau,

survenu le 8 août 1994, après une longue maladie.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Niederbronn-les-Bains.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Jules-Claretie,
75116 Paris.
57, route de Reichsoffen,
67110 Niederbronn-les-Bains.

– M. et Mme Jean-Michel d'Hoop,
M. Daniel d'Hoop,
ses enfants,
Emmanuel, Marie-Laure,
Guillaume, Jérôme, Virginie,
ses petits-enfants,
Mme Marie-Madeleine Lotthé,
sa sœur,
Les familles parentes, alliées,
Et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie d'HOOP,
agrégé de l'Université,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 17 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 août, à 10 h 30, en la chapelle de la Congrégation des sœurs augustines, 29, rue de la Santé, Paris-13e.

– Les familles Silber, Kale, Rosen, Fuchsman, Inbar,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Harriet KALE,

dans sa soixante-septième année, à Oceanside (New-York), le 8 août 1994.

Une pensée émue de Denise, Anatol, Douglas, Robert.

– Le président Jean-Pierre Davant,
Le conseil d'administration,
Et le conseil scientifique de la Fondation de l'avenir pour la recherche médicale [illegible]
ont le regret de faire part du décès du [illegible]ifique,

M. Emile LETOURNEL,
chirurgien des hôpitaux de Paris,
professeur agrégé
d'orthopédie et de traumatologie,
membre de l'académie de chirurgie,
chevalier de l'ordre
de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 16 août, dans sa soixante-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 19 août, à Neuilly-sur-Seine.

(Le Monde *du 19 août.*)

– Tassin-La Demi-Lune.

Mme Paule Sacco,
son épouse,
Karine et Cécile Sacco,
ses filles,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean SACCO,

survenu le 17 août 1994, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les funérailles ont eu lieu ce vendredi 19 août, à Tassin-La Demi-Lune.

Anniversaires

– Il y a cinquante ans, le 20 août 1944,

Jean BRINGUÉ,

âgé de vingt-neuf ans, tombait, avec ses compagnons du réseau F 2, sous les balles allemandes, à Saint-Genis-Laval.

Honneur à leur mémoire.

Eva et Antoine Bringué-Tournier.

– Il y a vingt ans, le 20 août 1974, disparaissait le poète d'expression française,

Armen LUBIN,

qui était aussi le grand écrivain arménien de la Diaspora,

Chahan CHAHNOUR.

Que ceux qui l'ont lu, connu et aimé se souviennent.

– Il y a cinquante ans,

André SCHWAB

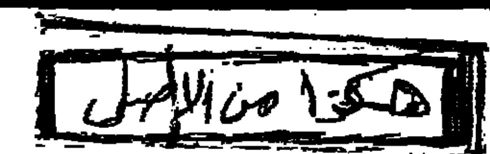
quittait les siens, victime du nazisme et mort pour la France avec seize autres compagnons fusillés comme lui le 21 août 1944, au lieu dit Les Charmettes près de Chambéry (Savoie).

Antoinette Schwab-Lion,
son épouse,
Colette et Nelly Schwab,
ses enfants,
remercient avec émotion tous ceux qui, depuis des décennies, se sont engagés à lutter contre l'oubli, contribuant ainsi à écrire l'Histoire telle qu'elle fut.

Pérou : les n
de l'Eternel







Le Monde

temps libre

VOYAGE

Pérou : les neiges de l'Eternel


ETTORE MALANCA

Partie à dos de pèlerin, la glace des cimes deviendra eau miraculeuse

A qui appartient aujourd'hui le Seigneur de l'étoile des neiges ? Vénéré par les Indiens, admis et acclimaté par l'Eglise catholique depuis deux siècles, il continue en tout cas de rassembler chaque année, au solstice d'hiver, des foules de pèlerins sur les pentes d'un sommet des Andes, près de Cuzco, au Pérou.

Les cimes enneigées de la chaîne du Colquepunku flottent sur une nappe de nuages au-dessus de la forêt vierge du Madre de Dios. Ces glaciers étincelants des Andes orientales sont le refuge des *Apus*, les dieux précolombiens les plus puissants de la région de Cuzco.

Un culte millénaire leur est rendu au solstice d'hiver, lorsque les étoiles de la constellation de la Pléiade réapparaissent dans le ciel. Cette époque annonce l'avènement d'une nouvelle année agricole. Avant les semailles, l'indigène doit « payer » (honorer) les *Apus* pour gagner leurs bonnes grâces. C'est l'*oncoymita*.

Au XVIIIe siècle, ce rite a été incorporé de façon déguisée à la liturgie catholique. Rebaptisé « fête du seigneur de Qoyllur Rit'i » (« étoile de la neige » en langue quechua), il précède d'une semaine la célébration du *Corpus Christi*. Chaque année, à près de 5 000 mètres d'altitude, une multitude hétéroclite de dévots envahit le domaine des condors. Manifestation grandiose et mystique au cours de laquelle le panthéisme et le christianisme se marient harmonieusement. Les héros de la fête sont les *ukukus*, d'étranges créatures mi-hommes mi-ours chargées des relations entre les *Apus* et les communs des mortels...

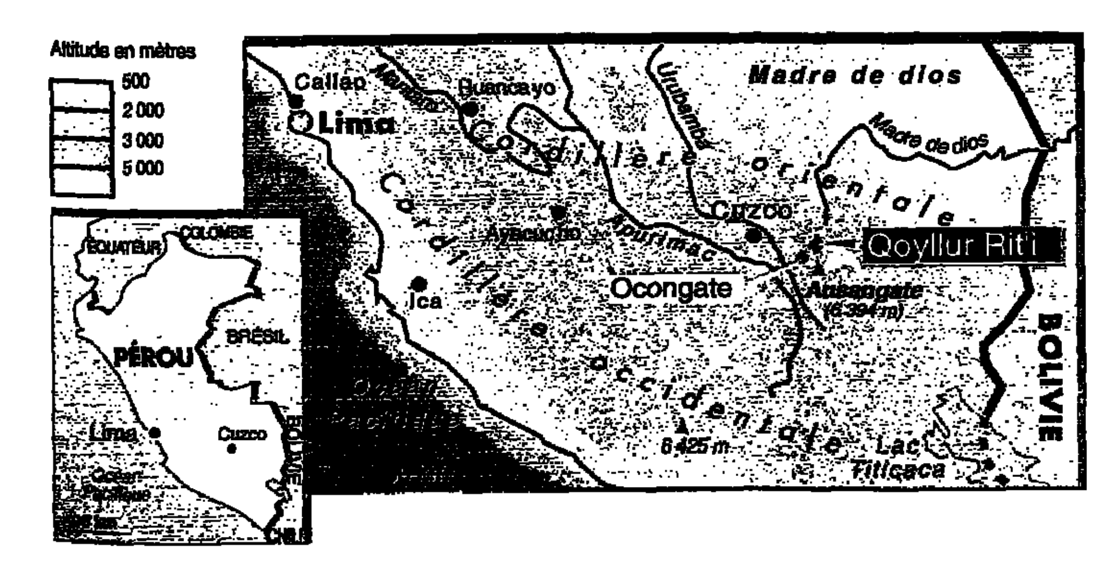
Près des berges du fleuve Mapocho et à plus d'une centaine de kilomètres à l'est de Cuzco se situe le bourg d'Ocongate, principal point de rassemblement de pèlerins qui se rendent au sanctuaire du seigneur de Qoyllur Rit'i. Depuis l'ex-capitale de l'empire inca, il faut compter cinq bonnes heures de voiture ou plus de huit heures de camion car la route est en piteux état. Les délégations de centaines de communautés indigènes préfèrent venir à pied, même si la distance à parcourir exige deux ou trois jours de marche dans la Cordillère. Arborant chacune leur propre bannière, elles défilent fièrement entourées de leurs musiciens et de leurs danseurs dans les rues d'Ocongate.

Au petit matin, les milliers de dévots qui ont passé la nuit à la belle étoile à peine couverts de leur poncho ou d'une feuille de plastique entreprennent l'ascension vers le sanctuaire. Les métis sont escortés par des chevaux et des mules qui transportent les victuailles, les couvertures, le bois pour alimenter le feu, les tréteaux pour installer les étals, les bâches pour protéger des intempéries. Les paysans portent leurs maigres provisions dans un baluchon noué sur la poitrine. Le sentier des chèvres s'éloigne des champs qui surplombent le fleuve. Bientôt, sur le flanc de la montagne, seules des touffes d'*ichu*, cette paille rabougrie qui résiste aux gelées nocturnes et aux brûlures du soleil de midi, se disputent un sol stérile jonché de cailloux.

Ces cailloux ne sont pas de vulgaires fragments de roche. Les indigènes leur attribuent un pouvoir symbolique, celui de représenter un objet convoité. C'est pourquoi, tout au long des quatre heures de marche sous un soleil implacable, ils les ramassent religieusement et les transportent au sommet jusqu'à une énorme roche, refuge des esprits : c'est la *huaca* de la fertilité et de l'abondance, vénérée depuis l'époque précolombienne. D'autres feront aussi des offrandes en chemin, près des *apachetas*, ces petits autels de pierre destinés au même culte. Ces versants arides se convertissent ainsi en paradis artificiel.

Avec l'application des enfants, les indigènes construisent en miniature, pierre sur pierre, la maison de leurs rêves ou le poulailler, ou l'enclos qu'ils peuplent de gravillons représentant lamas, alpagas et moutons. Une fois le décor planté, ils jouent leur nouvelle vie... Il est bien rare qu'un *apacheta* ne soit pas flanqué d'une croix. Avec la même ferveur, ils se prosternent devant le dieu chrétien, allument des bougies et prient à haute voix jusqu'à ce que celles-ci soient consumées...

A 100 mètres du sanctuaire, chaque délégation fait halte pour que les danseurs puissent enfiler leurs costumes. Les *ch'unchos*, ou « sauvages », sont coiffés d'une cascade de plumes multicolores qui leur descend jusqu'à la taille. Ils brandissent une lance.



De notre envoyée spéciale
Nicole Bonnet

Lire la suite page 13

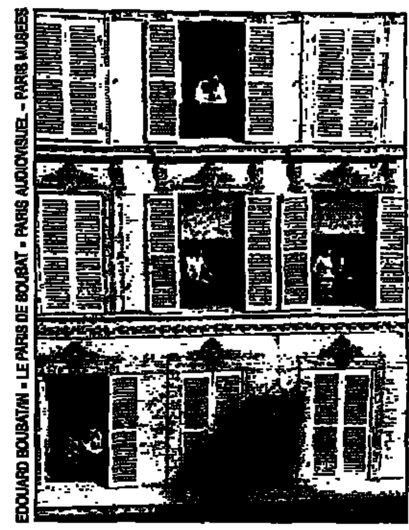
EN VILLE

Pour l'amateur de villes, rien ne saurait remplacer le temps qui a passé, les événements qui ont marqué avec éclat ou en secret les lieux qu'il arpente, les bouleversements et les disparitions physiques de tel ou tel bâtiment, de tel ou tel fragment de rue, les ajouts, les collages, les rapprochements inopinés, les superpositions inattendues, dont l'épaisseur, le croisement, nourrissent la personnalité, le charisme puissant de la cité. Paris – comme Londres, Rome, Prague ou New-York – est de ces personnes urbaines dont on n'a jamais fini d'élucider le caractère, de subir le charme, ou d'explorer l'histoire, une histoire intime qui a fait d'elle ce qu'elle est et qui nous enchante. On ne se lasse pas de Paris, on n'en a jamais fait le tour. Jamais l'ennui ne guette, ni le désamour.

D'où vient la capitale, où va la capitale ?

Parfois, Paris se lève, se soulève, dresse des barricades, comme il va être question de s'en souvenir et de le commémorer dans quelques jours quand la rue parisienne redeviendra –

Généalogie de Paris


EDOUARD BOUBAT - LE PARIS DE BOUBAT - PARIS AUDIOVISUEL - PARIS MUSÉES

théâtralement – la scène de l'histoire. Parfois, Paris gronde, part en bataille, quand de funestes modes urbanistiques mises en œuvre par des édiles privés de mémoire veulent balafrer son territoire (une autoroute à la place du canal Saint-Martin) ou reconstruire en faisant du passé table rase. Avec le tour violent qu'ils purent avoir dans les années 70, ces débats prirent souvent pour référence l'« haussmannisation » du territoire parisien. La formidable et irréversible transformation du paysage de la ville et de son fonctionnement, et les redoutables déplacements de population qu'elle rendit inévitables. Dans le même temps, les historiens rendaient justice au préfet de Napoléon III qui avait su faire de la capitale une cité prête pour le vingtième siècle.

A ceux qui voudraient en savoir plus sur le Paris ancien, ce Paris d'avant Haussmann que connut Balzac et qui arrachait des soupirs à Baudelaire, à ceux qui voudraient connaître la généalogie des rues et des avenues, des monuments et des institutions, faire l'inventaire des disparitions, élucider le mystère des appellations, un ouvrage vient de paraître qui répond à leur curiosité. Brillamment préfacée par Michel Fleury, vice-président de la commission du Vieux-Paris, qui raconte l'histoire de ses auteurs, Félix et Louis Lazare, c'est la réédition en fac-similé d'un monument éditorial : le *Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*. C'est-à-dire l'état exact de la capitale en 1855 alors que le préfet fameux n'a encore qu'amorcé son entreprise de modernisation. C'est l'inventaire des rues et des édifices, leur histoire grande et petite, celle des propriétaires lotisseurs, le rappel des noms, les liens avec l'usage antérieur du site, couvents et monastères, jardins, nobles demeures ou passages dangereux et mal famés... Le roman de Paris.

Roman aussi que la vie de ces deux hommes, l'un archiviste à la ville, l'autre éditeur d'un journal *la Revue municipale*, tous deux assez favorables aux débuts de l'entreprise haussmannienne, puis farouchement hostiles aux excès qu'elle engendrera. Au point d'entrer gravement en polémique avec les autorités... et de risquer la prison, que seule une grâce impériale leur épargnera. Un ouvrage qui, pour avoir été à la pointe de l'actualité de son époque, offre aux vadrouilleurs de l'histoire une promenade dans le passé.

Michèle Champenois

▶ ***Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*** **(1855), de Félix et Louis Lazare, préface de Michel Fleury. Editions Maisonneuve et Larose, Paris, 1994. 796 pages, 795 F. Présenté sous coffret, accompagné du plan édité par Garnier la même année.**

Rendez-vous

ILE-DE-FRANCE

Revoir la tour aux Figures

Commandée par l'Etat en 1983, construite en 1985, inaugurée en 1988 : la tour aux Figures, sculpture-monument de Jean Dubuffet, est visible dans le parc départemental de l'île Saint-Germain, à Issy-les-Moulineaux. Le public put y avoir accès lors de l'exposition consacrée à l'artiste, en 1991, à l'ouverture de la galerie du Jeu de paume, puis de mai à octobre 1993. C'est à nouveau le cas cette année, jusqu'au 30 octobre. Haut de 24 mètres, l'édifice fait partie d'un ensemble de sept, conçus par Dubuffet en 1967-1968 comme l'un des développements des figures de *l'Hourloupe*. Le parcours intérieur, long de 117 mètres, est un cheminement ascendant coupé de paliers, de rampes et de marches d'escalier. Il a été décrit par l'artiste comme figurant *« une promenade en montagne »*, mais il était pour lui *« hors de question que l'aspect des lieux évoque celui de rochers ou de grottes »*. Devait y régner au contraire *« le même esprit que celui des polychromies externes (...), découpes saugrenues et graphismes méandreux au caractère strictement mental »*. Les visites (après inscription auprès de l'office de tourisme de la ville d'Issy-les-Moulineaux, tél. : 40-95-65-43) ont


SABINE WEISS

lieu le mercredi et le dimanche entre 15 heures et 17 heures. Prix : 30 F, tarif réduit, 20 F.

Le Louvre pense aux enfants

L'auditorium du Louvre ne reprendra son programme de projections, conférences et concerts qu'en septembre. En revanche, les activités d'atelier ouvertes aux enfants continuent tous les jours pendant les vacances scolaires. On peut réserver le matin pour l'après-midi même (tél. : 40-20-52-63. Tarif 28 F. Rendez-vous à 14 h 15). Pour les huit-douze ans, lundi 22 août (Coutumes funéraires) ; jeudi 25 août (Le Parthénon) ; lundi 29 août (Le costume grec). Pour les cinq-huit ans, mercredi 24 août et vendredi 26 août (Récits de l'Egypte ancienne) ; mercredi 31 août (L'expression des sentiments). En outre, des visites des antiquités grecques et romaines ou égyptiennes sont régulièrement organisées pour les cinq-huit ans (les lundis et jeudis à 14 h 15) et pour les huit-treize ans (les mercredis et vendredis à 14 h 15). Tarif, 22 F. Tél. : 40-20-52-63.

Rock and roll à La Villette

Jusqu'au 4 septembre, le samedi et le dimanche, de 18 heures à 21 heures, la Folie, café du parc de la Villette, accueille, en plein air, à l'heure de l'apéritif, une vingtaine de groupes de musiciens d'Ile-de-France représentant diverses tendances : groove, rap, raï, rock trash, hardcore, chanson de faubourg et musique africaine. Sans doute saisi par la sonorité anglo-moderne de ces appellations, les responsables du parc ont allègrement francisé le titre de leur festival, intitulé « Roc et roulez sur l'herbe »... L'entrée est libre (211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, métro Porte-de-Pantin), la programmation artistique est due à Ahmed Merghoub et Jean-François Le Poul. Renseignements : 40-03-75-00.

Noir c'est noir

Dîner dans le noir... Ecouter, marcher, parler, vivre les yeux grand ouverts dans la nuit absolue : c'est l'expérience proposée par les organisateurs de « Dark/noir » (jusqu'au 17 septembre) à la Vidéothèque de Paris, porte Saint-Eustache du forum des Halles. Les dîners (120 F) affichent complet (liste d'attente), mais on peut encore participer aux parcours dans le noir, sous la conduite d'un aveugle (80 F, tarif réduit 40 F, départ toutes les dix minutes, réservation : 44-76-62-12). Celui qui choisit – momentanément – la cécité volontaire pourra, au long d'un parcours plongé dans l'obscurité, se promener dans un jardin, visiter une exposition (de sculptures), traverser une rue, se cogner aux voitures en stationnement, trébucher dans le caniveau, et finalement prendre un verre au bar. Présenté au Festival d'Avignon en 1993, ce parcours, intitulé *Dialogue dans le noir*, a été conçu par Andreas Heinecke. La manifestation, soutenue par plusieurs institutions, et notamment l'association Valentin-Haüy pour le bien des aveugles, est complétée par une exposition et des ateliers de Braille. Du 20 au 24 août (sauf lundi), sont proposés des « concerts dans le noir » (à 21 heures, 80 F) avec la conteuse Claire Bartoli, accompagnée par Nelly Lacoste, de l'Opéra de Nice. La Vidéothèque de Paris est ouverte – tout l'été – du mardi au dimanche, de 12 h 30 à 20 h 30 (nocture le mardi jusqu'à 22 h 30). Renseignements : 44-76-62-00. Abonnement à la revue : 50 F pour six numéros par an. Vidéothèque de Paris, porte Saint-Eustache, Forum des Halles, 75001 Paris.


D.R.

« Les Lumières de la ville », de Charlie Chaplin.

RÉGIONS

« Hirondelles de Rio » à Douarnenez

Dans les années 1850, les océans sont sillonnés par de rapides et robustes long-courriers en bois qui rivalisent avec leurs homologues américains et anglais. Drôles de « volatiles » que ces clippers français baptisés « Hirondelles » (en raison de leur coque noire) sur la ligne de Rio et « Pigeons » (en raison de leur coque blanche) sur celle du Cap. « Hirondelles de Rio et Pigeons du Cap », tel est d'ailleurs l'intitulé de la première exposition temporaire du Port-Musée de Douarnenez (place de l'Enfer, 29177 Douarnenez), installée en bordure de la place de l'Enfer où se dresse le chantier de construction d'un clipper du type « Paulista », du nom d'un navire lancé en 1853 au Havre. Un chantier ambitieux qui progresse régulièrement et auquel l'exposition apporte jusqu'en octobre 1995 un complément informatif précieux.

Une visite à accompagner de la lecture de *Clippers français* (Editions du Chasse-Marée), ouvrage que Jacqueline et Claude Briot ont consacré à ces extraordinaires trois-mâts. Le billet d'entrée au Port-Musée (60 F pour les adultes, 25 F pour les moins de seize ans) donne accès à l'ensemble du site, y compris au chantier et à l'exposition. Renseignements au (16) 98-92-65-20.

Emaux de Briare : le musée

C'est en 1851 que Jean-Félix Bapterosses se porte acquéreur de l'usine de faïencerie fine de Briare, dans le Loiret. L'homme, un véritable capitaine d'industrie, a été séduit par un potentiel (fours à houille modernes, vastes entrepôts, proximité d'un canal et d'une gare) qui va lui permettre de répondre à la demande croissante de boutons en émail et de perles de porcelaine. Avec une production de près de 1,5 million de boutons par jour et de 500 tonnes de perles par an, Briare va ainsi devenir « la cité des perles », perles dont la plus célèbre, de couleur bleue, servira pendant longtemps de monnaie locale, en Afrique noire, sous le nom de Bapterosses.

A la fin du XIXe siècle, la manufacture (plus de mille cinq cents personnes travaillent et vivent dans un ensemble intégrant usine, école, hospice et logements) se lance dans la mosaïque, en collaboration avec les plus grands artistes de l'époque qui assureront la gloire des émaux de Briare. Parmi eux, Eugène Grasset, auteur d'un ensemble de fresques dont les célèbres *Saint Michel* et *les Quatre Saisons*, fleurons d'une sélection d'œuvres présentées dans le cadre du musée installé dans le pavillon d'honneur de l'usine au 1, boulevard Loreau. Six salles où sont rassemblées une multitude de pièces rares ou uniques illustrant la variété des styles (de l'urne de faïence à la fresque de Vasarely) et un savoir-faire qui se perpétue depuis plus d'un siècle. Ouvert tous les jours, de 10 heures à 18 h 30 jusqu'au 30 septembre et de 14 heures à 18 heures jusqu'en décembre. Entrée : de 12 à 25 F. Renseignements au (16) 38-31-20-51.

« Velox » de légende

Navire de course sorti des chantiers du Havre en 1875, cette goélette – la plus grande jamais construite en France – commandée par un comte polonais de vingt-trois ans fut rachetée quatre ans plus tard par un baron niçois qui lui donna son nom de légende : *Velox*. Déjà auteurs de deux ouvrages sur l'histoire du yachting, François Chevalier et Jacques Taglang viennent de consacrer une monographie à ce voilier d'exception, conçu par Jacques-Augustin Normand, un yacht « mythique » qui pouvait doubler les transatlantiques mais ne participa jamais à aucune régate et que le Musée maritime de La Rochelle envisage de reconstruire. *Velox, 1875-1914*, 200 pages avec 30 plans, 152 illustrations, index et bibliographie, format à l'italienne. 290 F (plus 35 F de frais d'envoi) chez les auteurs-éditeurs : 104, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris. Tél : 43-07-05-11.


D.R.

L'exotisme au jardin

A l'occasion de la campagne 1994 « Visitez un jardin en France ! » et de la prochaine inauguration de l'Ecole méditerranéenne des jardins et du paysage (06332 La Bastide-du-Peyrard), *les Carnets de l'exotisme* publient, sous la direction de Nadine Beauthéac et d'Alain Quella-Villéger, un numéro spécial illustré, *les Jardins du retour*, consacré à l'histoire des plantes et des parcs exotiques en France. Des kiosques chinois aux espaces nippons, des serres de l'exposition de 1867 vues par Théophile Gautier à la Bambouseraie du Gard, une livraison d'une qualité exceptionnelle, avec une trentaine de signatures de nos meilleurs « jardinologues ». Le numéro se termine par un cahier de clichés en couleurs dus à François-Xavier Bouchart, photographe d'architectures et de paysages mort en 1993 à quarante-sept ans, en plein épanouissement professionnel et auquel *les Carnets de l'exotisme* rendent un hommage mérité. Numéro 13/1994, 170 pages illustrées noir et blanc et couleurs, 150 F. Editions le Torii. BP 93, 86003 Poitiers.

ETRANGER

Design africain au Musée Vitra

Avant d'être accueillie à Paris en octobre, une exposition de « Sièges africains », du simple tabouret aux trônes les plus ornés, est présentée, jusqu'au 25 septembre, au Vitra Design Museum, à Weil-am-Rhein (Allemagne), entre Bâle (Suisse) et Mulhouse (France). Elle a été conçue par Sandro Bocola, et réalisée avec l'Africa Museum de Tervuren (en Belgique). C'est la première fois que le Vitra Design Museum se penche sur une culture non européenne : sous la direction d'Alexander von Vegesack, la collection du musée est vouée aux créateurs des XIXe et XXe siècles – de Mies Van der Robe à Starck, d'Aalto à Jean Prouvé et de Thonet à Charles Eames. Installé dans un bâtiment dessiné par le Californien Frank Gehry, ce musée a été créé à proximité de ses usines par Rolf Fehlbaum, président de la société Vitra, qui fabrique des sièges de bureau, grand amateur d'art et d'architecture moderne. Ouvert jusqu'au 25 septembre, du mardi au vendredi de 14 heures à 18 heures, le samedi et le dimanche de 11 heures à 17 heures : Charles-Eames Strasse 1, D-79576 Weil-am-Rhein. Tél. : (19-49) 7621-70-22-00.

Grottes slovènes

Jambon séché, petit vin noir et chevaux blancs. Entre Autriche et Italie, la Slovénie est d'abord un art de vivre. Avec pour décor des collines déchiquetées où le gris du calcaire se détache sur le rouge du sol, et des rivières (simples filets d'eau l'été, torrents l'hiver) qui se faufilent au fond d'une gorge avant de plonger dans les entrailles de la terre.

On est, ici, dans le « Karst d'origine », terme de référence pour les géologues du monde entier. Inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO, les grottes de Skocjan sont la perle de ces lieux. Que l'on file vers les Alpes ou vers l'Adriatique, impossible de passer outre. Impossible et impensable. Car même pour qui n'entend rien aux subtilités de l'ère glaciaire, cette descente de 2,5 kilomètres, à 150 mètres de profondeur, est une expérience à couper le souffle. En fait, on entre par la sortie, c'est-à-dire par la grotte du silence, qui ne fut découverte qu'en 1904 alors que les premiers spéléologues avaient, eux, dès 1861 remonté, par l'autre extrémité, le cours mystérieux de la rivière Reka.

Aujourd'hui comme hier, le visiteur découvre, ébahi, toute la gamme des formes telluriques : colonnes, chapiteaux, vierges gothiques et entrelacs de hallebardes. Les plus imaginatifs y verront même des ours, des géants ou des poissons tapis au pied des colonnes d'un temple englouti. Une dernière salle, vaste comme une cathédrale, suivi d'un étroit corridor, et le spectacle se fait sonore avec, au pied d'une falaise, 120 mètres plus bas, la rivière, qui poursuit en rugissant son inexorable travail d'érosion. Taillé à flanc de paroi, un sentier permet de remonter des à-pics romantiques avant le grand frisson : une fragile passerelle jetée au-dessus du vide. Ici, vous rappelle-t-on, dévissa l'un des premiers explorateurs des lieux... Encore des rocailles et des fontaines asséchées puis, au détour d'une faille, la Reka retrouve la lumière. La visite dure une heure trente.

Les grottes de Skocjan se trouvent à 100 kilomètres à l'ouest de la capitale, Ljubljana, desservie, depuis Paris et conjointement avec Air France, par quatre vols directs hebdomadaires de la compagnie Adria (tél. : (1) 47-42-95-00), auprès de laquelle on peut obtenir tous les renseignements nécessaires à la découverte de cette destination encore méconnue.

« But alors, you are French... »

« Il pleut des cordes » (it is raining cats and dogs), « ils sont copains comme cochons » (they are thick as thieves), « ça te va comme un gant » (it fits you like a glove)... On peut avoir appris l'anglais et ne pas savoir *Comment le dire en anglais*... Sous ce titre, un ouvrage (Editions Alistair, 264 p., 130 F, diffusion Nouveau Quartier latin, tél. : (1)43-26-42-70) propose deux mille expressions courantes et leur traduction en anglais. Un index permet de les retrouver avec plusieurs entrées et de se familiariser avec la langue telle que la pratiquent les *natives* (les gens du cru).

VENTES

Les « faux » de l'été

Dans les brocantes, l'abondance des tables de ferme démontre le goût constant du public pour ces meubles pratiques et sans prétention. Mais attention aux faux, remontages et bidouillages dont ils font l'objet.

Au contraire de ce que soutiennent de nombreux antiquaires, ces grandes tables construites pour le repas familial prennent place dans les fermes à la toute fin du XVIIIe siècle, voire au XIXe. La table de salle à manger dont elles s'inspirent apparaît sous Louis XVI. Construite sur le même type dans la plupart des régions, sauf quelques variantes dans les proportions et les piétements, la table de ferme classique présente un grand tiroir à chaque bout, l'un pour le pain, l'autre pour les restes de fromage, avec souvent un tiroir latéral pour les couverts et les couteaux.

La longueur du plateau varie de 1,70 m à 2,40 m sur 80 cm à un mètre de large ; son épaisseur mesure de 5 à 8 cm. Sur les plus belles, il est d'un seul tenant alors que les modèles courants offrent un assemblage de deux ou trois planches. La façade de grand tiroir est parfois sculptée de motifs géométriques, mais le plateau reste généralement brut. Carrés et massifs, les pieds sont reliés par des entretoises [illegible] appui la longue barre transversale, appelée « barre à chat » (*trot cat* en Normandie)...

Les beaux modèles deviennent de plus en plus rares sur le marché. Et comme le savent tous les professionnels, *« quand les vrais font défaut, les malins font des faux »*. D'où une invasion de tables neuves, artificiellement vieillies ou remontées avec des planches anciennes pour mieux tromper. Heureusement, certains indices permettent aux amateurs de différencier le vrai du faux. Tout d'abord l'épaisseur du plateau : une copie à l'identique augmenterait de beaucoup le prix de revient d'un meuble. Les défauts accidentels, plus ou moins effacés ou repatinés, restent tout de même apparents : brûlures de bougies ou taches noires, stries provoquées par les couteaux. Les pieds, exposés aux coups de sabots ou de lourdes chaussures cloutées en portent les marques, comme les bouts de pieds gardent le souvenir de lavages à grande eau ou encore de l'humidité des sols en terre battue ; souvent rongés, ils ont été raccourcis ou réparés. La barre à chat doit présenter une usure irrégulière.

La rareté des authentiques tables régionales explique leurs prix élevés : selon les dimensions, la qualité du plateau et l'état de conservation. Elles se vendent entre 8 000 francs et 15 000 francs. Mieux vaut s'adresser à un antiquaire de confiance que d'acquérir un modèle trompeur qui ne conserve pratiquement aucune valeur de revente.

Catherine Bedel

▶ Foires et Salons. Villefranche-du-Périgord (24), Gien (45), Barfleur (50) : 19 au 21 août ; Deauville (14) : 19 au 28 août ; Salis-de-Béarn (64) : 19 au 22 août ; Joyeuse (07), Fouras (17), Montesquieu-Volvestre (31), Beauville (47), Castillones (47), Sainte-Suzanne (53), Aigueperse (63), Mont-Dauphin (77), La Tour-d'Aigues (84) : à partir du 21 août.





Pérou : les neiges de l'Éternel

Suite de la page 11

L'*ukuku*, l'ours du seigneur, l'esprit de la fête, revêtu d'une pelisse marron, d'un passe-montagne et d'une longue perruque de laine, gesticule tout en proférant des cris aigus, le fouet dans une main, la *wawacha* (une petite poupée à son effigie) dans l'autre. Ils est l'homme-orchestre de ce rite de la fécondité.

Aux abords de la chapelle du Seigneur de l'étoile des neiges, la pampa de pierre ressemble à un champ de foire. Des volutes de fumée s'échappent des feux sur lesquels cuisent les pommes de terre et les patates gelées, nourriture de circonstance pour faire pénitence. Il n'empêche ! Daubes odorantes et grillades d'abats sont aussi au rendez-vous. Sous des bâches montées comme des tentes, les commerçants installent de véritables bazars bien fournis en biscuits, bois, sardines, lait, papier hygiénique et alcool... et aussi en objets de plastique représentant des villas, des camions, des bus... Car si la grande majorité des pèlerins est d'origine indienne, l'affluence des métis va croissant, et ceux-ci convoitent d'autres types de biens. La représentation symbolique des petites pierres ne les fait pas rêver. Avec du faux papier-monnaie, ils achètent un tracteur, un bus, un brevet ou un titre universitaire, une mine d'or ou un siège au Parlement... Et tout le monde participe dans un esprit bon enfant à ce commerce des illusions.

Le fouet à la main, les membres de la confrérie du Seigneur de Qoyllur-Rit'i veillent sur cette foule bigarrée où se côtoient ponchos et jupes multicolores, jeans et blousons de cuir, capes ornées de verroterie et brodées de fils dorés, ailes de condor et peaux de mouton, masques de faïence et passe-montagnes de laine, bottes et nu-pieds taillés dans de vieux pneus. Les instruments de musique sont tout aussi hétéroclites : violons, flûtes, harpes, clochettes, tambourins en grand nombre, mais les fanfares composées de cuivres et de percussions n'ont aucune peine à couvrir leur voix. Le claquement des pétards et les sifflets dans lesquels s'époumonent les danseurs ajoutent à la cacophonie. Et celle-ci va durer toute la nuit...

Dès que les premiers rayons du soleil apparaissent entre les glaciers, les pèlerins se pressent vers le sanctuaire de Qoyllur-Rit'i. Chaque délégation des communautés veut avoir le privilège de danser à son tour sur le parvis puis de se prosterner, dans l'église, devant le Seigneur de l'étoile des neiges. Pendant une semaine, la chapelle ne désemplit pas. Des milliers de bougies partent en fumée chaque jour. L'atmosphère devient irrespirable, mais personne ne s'en plaint, bien que les yeux soient également rougis par le froid et le manque de sommeil : toute la nuit, les musiciens et les danseurs ont animé la fête, la pétarade n'a pas cessé un seul instant. Dehors, elle continue, mais dans l'enceinte de la chapelle on n'entend que les prières de la foule des dévots.

A la lueur de la lune et des Pléiades, les *ukukus* sont partis escalader les cimes enneigées où règnent les *Apus*, bravant le froid et les précipices – l'accident mortel de l'un d'entre eux sera interprété comme un signe favorable des dieux. Dotés de pouvoirs surnaturels, ils ont pour mission d'intercéder auprès des *Apus* et de faire pénitence au nom des leurs. Pour ne pas mourir gelés, ils font des cabrioles dans la neige, luttent entre eux à coups de fouet sur les mollets pour prouver leur force quasi surnaturelle. Ils font ainsi pénitence de leurs péchés.

Avant de rejoindre le sanctuaire, ils accomplissent la cérémonie de *pago* aux *Apus* et enterrent dans la neige leurs offrandes de coca, de bouts de laine, de craies multicolores et cette graisse de mouton qui représente leurs troupeaux. Puis ils taillent des blocs dans la glace des cimes, les arriment sur leur dos et s'engagent sur le chemin de retour vers Qoyllur Rit'i. Cette eau miraculeuse leur permettra de se purifier et éventuellement de guérir les maladies du corps et de l'âme dont souffrent les membres de leur communauté...

De notre envoyée spéciale
Nicole Bonnet

Aux premiers rayons du soleil les pèlerins se pressent vers le sanctuaire de Qoyllur-Rit'i.



SYNCRÉTISME

L'Eglise et l'Inca

La vénération du seigneur de Qoyllur Rit'i a commencé en 1785. La légende rapporte que Marianucha Mayta, un jeune pasteur indien qui gardait ses troupeaux au pied du Qolquepunku, fit la connaissance d'un étrange adolescent aux cheveux blonds qui lui dit s'appeler Manuelito (nom donné à l'enfant Jésus dans les Andes) et venir de Tayankani. Un jour, Marianucha partit pour Cuzco afin d'offrir une tunique de rechange à son ami. Mais seules les statues de la cathédrale étaient parées d'aussi fins brocarts.

Soucieux d'élucider ce sacrilège, l'archevêque de Cuzco, Mgr Moscoso, ordonna aux autorités d'Ocongate de suivre le berger. Au pied de la montagne, près d'un énorme rocher, celles-ci aperçurent la silhouette de Manuel enveloppée d'une lumière éclatante. Lorsque le curé essaya de s'en approcher et de la saisir, l'apparition se transforma en une branche d'arbre en forme de croix sur laquelle était crucifié l'enfant. Marianucha mourut sous le choc. Il fut enterré au pied du rocher. Le sanctuaire de Qoyllur-Rit'i a été édifié à proximité. La branche en forme de croix est vénérée dans l'église d'Ocongate : c'est le seigneur de Tayankani.

La légende du Nino Manuel n'a-t-elle pas été inventée sur mesure pour déguiser les rites précolombiens ? Divulguée à un moment critique de l'époque de la vice-royauté, lorsque l'insurrection de Tupac Amaru II remettait en cause la domination culturelle et religieuse de l'Espagne, elle apparaît à la fin du XVIIIe siècle : plus de deux cents ans après les implacables campagnes de l'Eglise pour exorciser l'idolâtrie, les cultes panthéistes avaient survécu et résisté.

Pourtant, dès le concile de 1551, le premier évêque de Cuzco, le dominicain Vicente de Valverde (qui fit la conquête du Pérou en compagnie de Francisco Pizarro, l'un avec la croix et la Bible, l'autre avec l'épée), avait édicté nombre de consignes pour éliminer les rites panthéistes : il fallait planter des croix aux abords des *apachetas* et des *huacas* – ce qui explique que le sentier menant à *Qoyllur-Rit'i* en soit ponctué –, construire des chapelles là où sont vénérés les Apus – d'où le sanctuaire du Seigneur de l'étoile des neiges –, interdire les sacrifices d'animaux et les offrandes à la Pachamama (la déesse Terre) et empêcher les Indiens de réaliser des rites païens sous le couvert de fêtes religieuses, comme enterrer les morts avec de la nourriture, de la coca et de l'alcool ou bénir les champs, les maisons avec la *chicha*, la bière de maïs...

La superstition religieuse a laissé son empreinte jusque dans l'architecture de Cuzco : la cathédrale a été construite sur le palais de Wiraqocha (le dieu créateur), l'église et le couvent de Santo-Domingo sur Qoricancha (le temple du Soleil), l'église de la Compagnie de Jésus occupe le palais de l'Inca Huayna Qhapaq et la paroisse de San-Cristobal se trouve sur le palais de Manco Qhapaq.

Après quatre cent cinquante ans de christianisation, la cosmovision des indigènes est toujours vécue dans les Andes en cette fin du XXe siècle, et même dans les zones urbaines marginales peuplées de migrants. Ceux-ci trinquent toujours avec leurs morts et aussi avec la Pachamama, bénissent à l'eau-de-vie les esprits des sources, des rochers et des anciens et offrent des sacrifices à leurs dieux.

N. B.



PHOTOS ETTORE MALANCA

Dès 1551 des consignes pour éliminer les rites panthéistes.

CARNET DE ROUTE

★ De Lima, on prend l'avion pour Cuzco : plusieurs vols chaque jour (800 F environ aller-retour). La légendaire capitale de l'empire inca étant située à 3 360 mètres, il est conseillé, pour s'habituer à l'altitude, de passer quarante-huit heures à découvrir tranquillement la ville et ses alentours : un forfait (pour 55 F environ) permet de visiter monuments, musées et sites archéologiques. Diverses agences de tourisme proposent des visites guidées. Eventuellement, à la demande d'un petit groupe, celles-ci peuvent organiser l'excursion à Qoyllur Rit'i, assurant le transport, l'hébergement sous tente, et les repas. Les tarifs sont à négocier. Il faut compter environ 270 F par jour et par personne.

★ L'alternative, si l'on est équipé pour les excursions en montagne (sac à dos, tente légère, duvet), est de prendre un taxi à Cuzco jusqu'au point de départ des bus en partance pour Ocongate. Le voyage dure environ sept heures et coûte 10 F. A Ocongate, le mieux est de planter la tente au bord du fleuve pour y passer la nuit. Le lendemain, il suffit de suivre la foule qui monte au sanctuaire. Pour atteindre Qoyllur Rit'i, situé à près de 5 000 mètres, il faut compter quatre à cinq heures de grimpée, ponctuée de haltes. Là, il faut dresser le campement et se préparer à affronter une nuit bruyante et glaciale. Il n'est pas nécessaire d'emporter des provisions, on trouve tout sur place.

★ Entre avril et octobre, c'est la saison sèche dans les Andes. Les écarts de température sont importants entre le jour (certains touristes se promènent en short et débardeur et l'usage d'un protecteur solaire est recommandé) et la nuit. Sur place, les artisans vendent tout le nécessaire pour affronter le froid. On trouve à bas prix de bons pulls d'alpaga, des gants, des chaussettes, des passe-montagne.

★ La capacité hôtelière de Cuzco permet de satisfaire toutes les bourses. A partir de 55 F la nuit, on trouve une chambre propre avec salle de bains et eau chaude.

★ Pour éviter le *soroche*, le mal d'altitude, qui provoque éventuellement des maux de tête, des vertiges et des nausées, il est recommandé de boire des infusions de feuilles de coca et de s'allonger aux premiers symptômes de malaise. Un médicament contre les migraines peut être le bienvenu.

★ La fête de Qoyllur Rit'i précède de quelques jours celle du Corpus Christi, début juin.

Saveurs de Venise

Le commerce des épices et l'autonomie vénitienne ont marqué l'identité des inventions culinaires de la Sérénissime. Où retrouver aujourd'hui le goût de Venise ?

Les régions italiennes ont toutes gardé la spécificité des origines car l'unité italienne est récente. La Vénétie revendique l'invention du *figà a'la venessiana,* foie et oignons poêlés à l'huile et au beurre ; de la *polenta,* qui n'est pas jaune, mais blanche et fine, pour accompagner le poisson ; du *risi e bisi,* riz aux petits pois, plat favori du grand Chirico, avec les petits pois de San-Erasmo, bien sûr. La morue séchée, reliquat de l'Histoire, sert au *stoccafisso,* c'est l'estoquefiche, peuchère ! Le risotto est le roi de la table, *riso ai gamberi, risotto all'onda* (« comme la vague », tout un programme !). Essayez le *risotto nero* (1), *risotto con le sepie,* à l'encre de seiche : c'est noir, peu ragoûtant et pourtant délicieux. Préférerez-vous les *fiori di zucca,* délicieux beignets de fleurs de courge ?

La table à Venise est au centre des deux festins que peignit Véronèse au XVIe siècle : *les Noces de Cana,* qui sont au Louvre, *le Repas chez Levi,* qui est à l'Academia. Au milieu de bouffons, de nains, de grotesques et de chiens s'affiche le prestige de la Sérénissime. Verres, vaisselle, broderies, nappes, étoffes époustouflantes des parures des femmes, un luxe de table que vient rehausser la présence de Maures, de Turcs, qui affirment dans l'ombre l'omniprésence de la Sublime Porte dans la vie vénitienne, c'est-à-dire de l'Orient et du commerce des épices, qui a fait la fortune des familles patriciennes. Le *Repas chez Levi* valut à Véronèse de comparaître devant l'Inquisition. Il s'en tira par une pirouette en réclamant la *« liberté qu'on accorde aux poètes et aux fous ».* Le plus grand festin du siècle fut donné lors de la réception d'Henri III, roi de France. Il y apprit l'usage de la fourchette.

Au temps de Soliman le Magnifique, les Vénitiens sont les clients privilégiés du marché aux épices, situé près du Bazar. Le poivre, la cannelle, le gingembre, le safran, la coriandre, le macis, la noix de muscade transitaient par Venise, pour le plaisir de l'Europe, littéralement assoiffée de ces potions du diable, naturellement attirée par ces plantes à usages multiples comme le safran, qui sont à la fois médicinales, gustatives et tinctoriales. Voilà pour l'éclat et les scintillements de la table à Venise, que quelques rares bonnes maisons, de grands hôtels, tels le Cipriani ou le Gritti, ou le Caffé Quadri, ont su traduire et perpétuer. Mais ailleurs, qu'en est-il vraiment dans l'assiette ? Le constat se doit d'être nuancé.

Les « spaghetti à la bolognaise », la « pizza », sinon le « hamburger », sont devenus des « spécialités locales » à la faveur du tourisme de masse, que l'on trouvera sur les Zattere. Pourtant, quelques restaurateurs connus des Vénitiens maintiennent la tradition des plats de riz et de poissons, dans le quartier de l'Arsenal. Beaucoup, avec Alvise Zorzi (2), fustigent la tentation de *« cuisine créative »,* qui vient de France : *« Des plats d'antique et de robuste tradition, de noble origine et avant tout d'honnête et agréable goût sont, jour après jour, sacrifiés sur l'autel d'une alchimie qui n'a pas grand-chose à voir avec les délices du palais. »* Et Arrigo Cipriani (le fils, propriétaire du Harry's Bar) de renchérir : *« La cuisine italienne traditionnelle ne tire pas ses origines de l'expérience des chefs, mais de celle d'une multitude de femmes qui, depuis des siècles, consacrent leur vie à leur maison, leur famille, et... à leurs hommes* (3). *»*

En 1985, Venise ne comptait pas moins de sept tables étoilées au guide Michelin d'Italie. Deux seulement aujourd'hui : le Harry's Bar et La Caravella. Une ville qui tenait de Byzance le goût du raffinement et de l'opulence pouvait-elle, sans réagir, voir sombrer dans la lagune une réputation de bonne chère si anciennement établie ? Le sursaut est venu récemment de l'un des plus prestigieux fleurons de l'hôtellerie vénitienne – l'Hôtel Cipriani –, propriété d'un groupe international, mais solidement dirigé par un homme de goût, le Dr Natale Rusconi. Pensez donc, il ne tolère pour accompagnement d'une tomate correctement mondée et epépinée qu'un filet d'huile d'olive d'Ardoino – jamais de vinaigre ! – et ne saurait apprécier les *trenette* – al dente – qu'avec un accompagnement de tomates et de basilic !

La carte de Renato Piccolotto, le chef du Cipriani (Gindecca 10. Tél. : 041-520-77-44) est un enchantement de saveurs et de couleurs, bien enraciné dans la tradition vénitienne. Une tradition vivante qui sait s'enrichir de nouveautés sans sacrifier aux modes. Les filet de soles marinés en aigre-doux, avec oignons et vinaigre (*sfogi in saor*), appréciés à Venise depuis le XIVe siècle, voisinent sur la carte avec le célèbre *carpaccio* de filet de bœuf cru, du nom du peintre, inventé par Guiseppe Cipriani pour une comtesse, servi avec une mayonnaise tomatée et crémée, rehaussée de sauce anglaise et de moutarde. Créé en 1963, ce plat a fait le tour du monde. Il a parfois été mis à toutes les sauces ! On l'appréciera, ici, avec un somptueux chardonnay Gli Archetipi du Frioul (Pulatti 1991). La terrasse de l'Hôtel Cipriani, lorsque la lagune est animée sous une faible brise, offre un rare moment de douceur. Les Français y sont peu nombreux ; le taux de change de la lire rend cette table désormais plus accessible (buffet à déjeuner au bord de l'unique piscine vénitienne). A partir de 1995, l'hôtel sera ouvert toute l'année, comme son annexe de grand luxe, le Palais Vendramin, qui dresse son élégante façade sur la Gindecca, face au palais des Doges. On pourra solliciter le conseil de Sandro Fabris, le jeune directeur du Cipriani, passionné de cuisine vénitienne : il connaît les bons endroits où apprécier un *cichetto* (un mâchon) de *baccala alle erbe,* nécessairement arrosé d'un verre de *prosecco !*

Deux autres tables où les additions restent modestes (250 F environ), font le même effort de qualité et de simplicité. Chez Al Covo (Castello 3968, Campiello della Pescheria. Tél. : 522-38-12. Fermé mercredi et jeudi), il faut se régaler de couteaux (*cape'longhe a scotadeo)* ouverts au four, arrosés d'un filet d'huile d'olive et de citron, avant de conclure, comme le fait le patron, par une solide *pasta e fasioi,* soupe de haricots et tagliatelles. L'autre bonne table, dans le quartier du Rialto, est Ai Mercanti (S. Polo 1588, Pescheria Rialto. Tél. : 524-02-82. Fermé dimanche) qui offre tous les poissons et coquillages de l'Adriatique. A noter aussi, en Vénétie euganéenne, les délicieux spaghetti aux anchois de l'Hôtel Helvetia (Tél. : 866-91-28) à Abano-Terme, ville thermale située à proximité de la tombe de Pétrarque.

Aux Aldes (Alde Manuce), la plus fameuse imprimerie humaniste, fut imprimé en 1475 *De honestate voluptate* de Platine, bibliothécaire de Sixte IV. Venise était alors un centre de l'humanisme en Europe, et cependant se préoccupait de cuisine ! Voltaire, vociférateur peu amène à l'encontre de Venise qu'il nomme la *« pieuvre de l'Adriatique »,* reconnaît la nécessité du « luxe » pour les grandes entreprises humaines. La méfiance actuelle contre la « haute cuisine », jugée trop dispendieuse en temps de crise, peut trouver dans ce trait de culture sa réfutation. A moins que « du passé, l'on ne fasse table rase » ou bien que quelques grandes tables, comme à Venise, acceptent de faire leur « aggiornamento » ! Garçon, un « espresso » pour conclure. Mais le café, c'est toute une histoire à Venise. Ici, on a inventé « les cafés », sans lesquels la littérature, la civilisation galante, ne seraient pas ce qu'elles sont. Ecoutons Stendhal : *« Au Florian, à 5 heures », dit la Contessa... »*

Jean-Claude Ribaut

(1) Le meilleur *risotto nero* et d'autres plats vénitiens se font à Paris chez l'excellent Paolo Petrini (9, rue d'Argenteuil, 75001 Paris. Tél. : 42-60-56-22. Fermé samedi et dimanche).

(2) *La Table des Doges,* de Piero Agostini et Alvise Zorzi Casterman, 1991.

(3) *Je mange et j'aime ça : cent recettes du terroir italien,* de Leda Vigliardi Paravia, préface de Arrigo Cipriani, Editions Assouline, 1994.

▶ **Lire aussi :** ***En observant Venise,*** **de Mary McCarthy, Salvi 1994. A paraître :** ***Cuisine vénitienne,*** **d'Adam Tihany, Francesco Antonnuci et Florence Fabricant, Ed. Abbeville, automne 1994, 295 F.**

TOQUES EN POINTE

La Ferme Saint-Hubert

L'on finissait par ne plus y croire. Henry Voy, le bon fromager de la rue Vignon, nous promettait l'ouverture d'un restaurant, *« son restaurant »* ! Le voici, flambant neuf, dans une rue calme près de l'Opéra ; peu de voitures et des tables en terrasse. Les fromages affinés sont là, le robuste munster, les camemberts fermiers, fromages d'alpage et diverses tommes. Un plateau signé Voy est une référence, et ses vins de producteur sont bien choisis, à prix mesurés souvent. Plats classiques de brasserie. De 150 à 200 F.

▶ **Paris. 19, rue d'Antin (75002). Tél. : 42-65-42-74. Fermé le dimanche.**

Au Pactole

« J'ai du mal à concilier le nom de mon restaurant avec la conjoncture », dit Roland Magne, qui est aussi le président du Syndicat des restaurateurs et fit, ici même, ses premières armes, il y a vingt-cinq ans, aux côtés de Jacques Manière. Ouvert presque sept jours sur sept, pas de vacances, personnel réduit, c'est le lot commun de ceux qui veulent pérenniser leur entreprise, et faire bon tout de même.

Le menu « affaires » (149 F) porte bien son nom : salade à la compote de lapereau, fricassée de cuisse de canard aux olives, fromage ou dessert. J'ai goûté la salade d'artichaut et haricots verts au foie gras ; un marbré de poisson aux algues accompagné d'une fine crème à la laitue de mer. Un plat qui requiert une sérieuse mise en place ; il est, ici, parfaitement « envoyé » ; le tout avec un modeste et généreux château-labégude, rouge 1991, côteaux d'Aix, de J. Lefèvre.

Accueil d'un personnel attentif sous l'œil de Noëlle Magne. Menu gourmand à 279 F. A la carte, comptez 350 F.

▶ **Paris. 44, boulevard Saint-Germain (75005). Tél. : 43-26-92-28. Fermé le samedi midi.**

Chez Jacky

A la condition d'éviter le homard, grillé certes, mais aussi flambé au cognac et arrosé de crème fraîche (hélas !), on fera Chez Jacky le plus exquis repas de coquillages et crustacés à l'embouchure du Belon. Les creuses seront préférées aux huîtres plates, grasses en cette saison, avec les tourteaux et les araignées qui gambadent dans les viviers. Vins de Loire de Pascal Jolivet pour mieux contempler l'admirable carte postale qui s'inscrit dans l'une des baies de la salle de restaurant, face au petit port. Plateau de fruits de mer pour deux : 390 F.

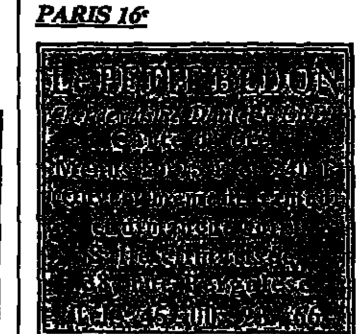
▶ **Riec-sur-Belon (29340). Tél. : 98-06-90-32. Fermé le lundi.**

ECHO GOURMAND

Cigares

La Casa del Habano (169, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, tél. : 45-49-24-30) est désormais ouverte. On y trouve un bon choix de *vitoles* courantes ; on y boit, on y fume. Et le premier numéro de *l'Amateur de cigare,* dont la vocation est de devenir un trimestriel, est paru. La rédaction – qui est celle de *l'Amateur de Bordeaux,* revue de haute tenue, – est dirigée par Jean-Paul Kauffmann. En kiosque : 35 F. Abonnement pour quatre numéros : 100 F. (22, rue des Reculettes, 75013 Paris. Tél. : 43-31-44-99.)

J.-C. Rt



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11.
Index - Microfilms : (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction : Dominique Aldny
133, avenue des Champs-Elysées
75409 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-00
Télefax : 44-43-77-30
Société filiale de la SARL le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
TÉL. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvement mensuels. Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N. Y. 12919 - 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA, INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ______ ☐

6 mois ______ ☐

1 an ______ ☐

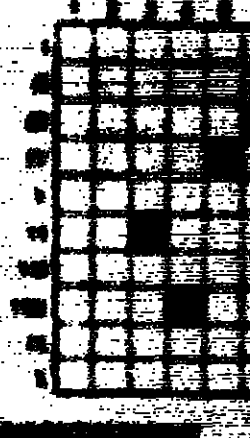
Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______

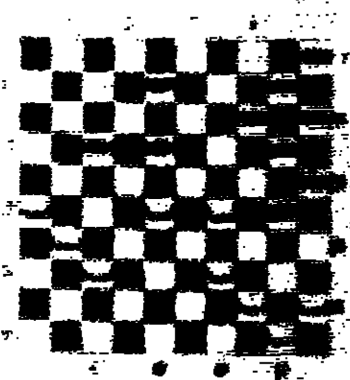
Code postal : ______
Localité : ______

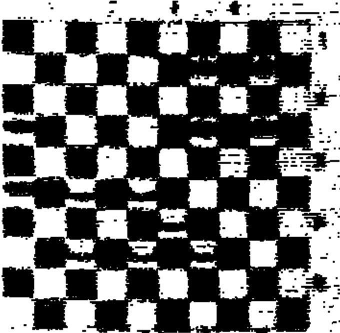
Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

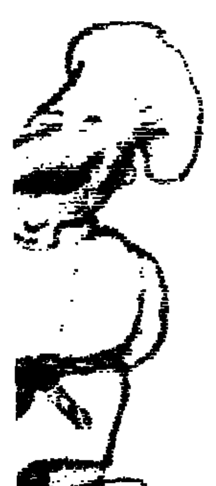
401 MQ 01 PP. Paris RP













JEUX

PHILATÉLIE

Coupons-réponse

Les « coupons-réponse » sont destinés à payer aux correspondants résidant dans un pays étranger le port d'une lettre ordinaire jusqu'à 10 grammes, expédiée par avion à destination de la zone pour laquelle la surtaxe aérienne est la plus élevée, à savoir l'Océanie. Le coupon-réponse règle le problème du « timbre pour la réponse » dans le cadre de relations internationales puisqu'il permet à l'usager de l'échanger en timbres-poste sur place.

En France, il existe deux modèles de coupons : le modèle « E » concerne les relations réciproques de la France, les territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Saint-Pierre-et-Miquelon, TAAF et Wallis-et-Futuna), Andorre et Monaco. Le coupon-réponse international (CRI) concerne les autres pays. Aujourd'hui, le coupon-réponse « E » est vendu 4 F pour une valeur d'échange en timbres de 2,80 F ; le CRI 6,80 F pour une valeur d'échange de 5,10 F. Sur tous les coupons-réponse figurent deux cadres, réservés aux marques postales des bureaux de vente et d'échange. Ces marques (cachet à date, griffe) annulent leur valeur et permettent d'établir ensuite l'état des comptes entre les administrations.

Ce système fut mis en place dès octobre 1907 dans une soixantaine de pays. Différents modèles de coupons se succédèrent enfin au fil des ans, recherchés des philatélistes désireux de sortir des sentiers battus (1)...

P. J.

(1) Une encyclopédie intitulée *les Coupons-Réponse*, signée Jean-François Brun et André Hurtré, de l'Académie de philatélie, en neuf volumes, est actuellement en souscription jusqu'au 30 août. Les trois premiers, à paraître le 15 septembre après une présentation générale, font le tour de la collection des coupons-réponse de France et de ses colonies, à l'aide d'une abondante documentation (488 F au lieu de 588 F port compris, auprès de J.-F. Brun, 85, galerie Beaujolais, Palais-Royal, 75001 Paris).

En filigrane

• **Saint-Exupéry en Slovaquie.** – Après la France et la Hongrie, la Slovaquie a émis, le 25 mai, un timbre de 9 couronnes à l'effigie de Saint-Exupéry.



• **Médaille en souscription.** – Trois cents exemplaires, c'est le nombre minimum total de réservations exigées par la Monnaie de Paris pour procéder au tirage de la médaille consacrée à l'histoire de la carte postale illustrée, ancienne et moderne, réalisée par Yvette Dubois de la Frémondière. S'inscrire (sans adresser d'argent) pour le nombre de médailles désiré à la Monnaie de Paris, 11, quai Conti, 75220 Paris Cedex (tél. : (1) 40-46-58-39) ; au choix, bronze : 205 F, supplément de 47 F pour médaille en argenture (frais de port 20 F en sus).

• **Première pour François Mitterrand.** – Le président François Mitterrand apparaît au côté de Lech Walesa sur une flamme d'oblitération sur le 50e anniversaire du débarquement, mise en service le 6 juin à Grainville-Langannerie (Calvados) jusqu'au 6 septembre. Une première, car par tradition la poste n'encourage pas la représentation de personnalités vivantes sur timbres et oblitérations.

Mots croisés

nº 828

HORIZONTALEMENT

I. Il met en pratique le prosélytisme sous toutes ses formes. – II. Lui a-t-on administré un remontant ? Nobel. – III. Elle n'a pas goût de noisette. Donna situation ou chagrin. – IV. Pile. Rodrigue ? – V. Stérilise. C'est en trop. C'est en nacre. – VI. Participe. Abris. Tranche dans le vif. – VII. Vampire ? Pour l'avion comme pour l'aigle. – VIII. Dans l'auxiliaire. Chevalière. Tournée et retournée. – IX. Viendra en son temps. Possessif. – X. Furent consolants.

VERTICALEMENT

1. Devance l'avant-garde elle-même. – 2. Refit les comptes. – 3. Forme de rugby. Mettaient le lion dans tous ses états. – 4. Ecraserai. Préposition. – 5. Y en eut-il vraiment un en or ? Il ne reste plus qu'à assimiler. – 6. Jeu. De solides fondations sont nécessaires pour y parvenir. – 7. Dénudée. A pris forme. – 8. Sur les armes parisiennes il n'y en a qu'une. Possessif. Article. – 9. Vit dans la satisfaction. Vit dans le bonheur. – 10. Imprévu. – 11. Forcément stériles. Endémie disparue. – 12. Sucette. Possessif. – 13. Aspiration mystique.

SOLUTION DU Nº 827

Horizontalement

I. Mystificateur. – II. Apéro. Dolente. – III. Cruels. Métros. – IV. Helvétie. Reps. – V. Iasi. Av. Magie. – VI. Na. Serra. Gien – VII. Les. Endos. – VIII. Sée. Sustentai. – IX. Tussor. Anerie. – X. Extériorisées.

Verticalement

1. Machiniste. – 2. Ypréau. Eux. – 3. Seuls. Lest. – 4. Trévise. Se. – 5. Iole. Essor. – 6. Star. Uri. – 7. Id. Ivres. – 8. Côme. Antar. – 9. Ale. Déni. – 10. Tétragones. – 11. Enregistre. – 12. Utopie. Aie. – 13. Ressenties.

François Dorlet

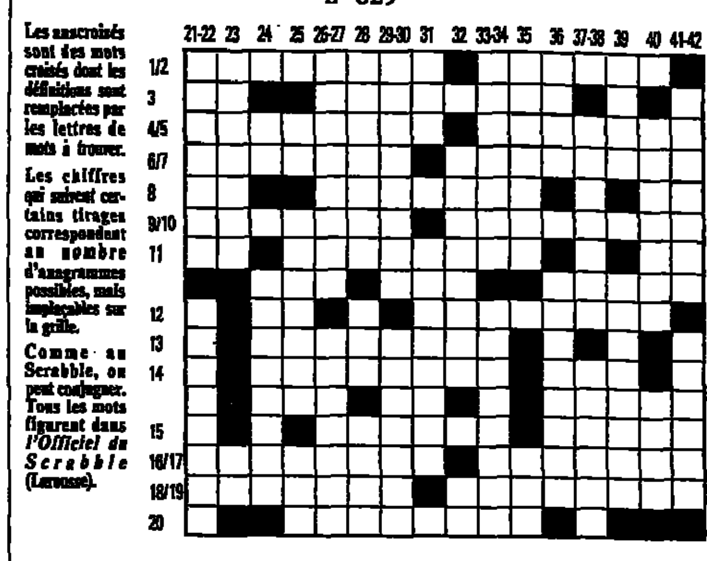
Anacroisés (R)

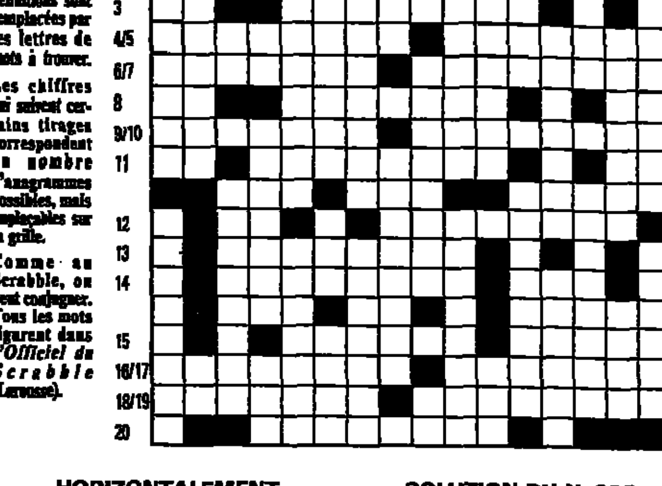
nº 829

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres des mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).





HORIZONTALEMENT

1. ACDEFITU. – 2. BLMOOT. – 3. AEEINSSU. – 4. EEILMSUV. – 5. AANNOTT (+ 1). – 6. CEEIORT (+ 1). – 7. DEEISSTT. – 8. IINORRS. – 9. EIILLST. – 10. ADEEFIIR (+ 3). – 11. EEIIRRSZ (+ 2). – 12. DEEINNST (+ 2). – 13. EEENNPRR. – 14. DEEIRRST (+ 1). – 15. EINSTU (+ 2). – 16. AACEILMN. – 17. EILNSUU. – 18. AEEGILT (+ 1). – 19. EGOSSSTU. – 20. AENNOSSS (+ 1).

VERTICALEMENT

21. CEEFIJT. – 22. CCEILRTY. – 23. ADELMOU. – 24. ABDEELPR. – 25. EEIIRSS. – 26. AEFIRSST (+ 1). – 27. AEMPSSU (+ 1). – 28. AEIIRTZ. – 29. EEINRRSV (+ 3). – 30. EEEINRT (+ 1). – 31. EIINRSTU. – 32. DEEINNOR. – 33. EEIMNTU (+ 1). – 34. DEIINORS. – 35. AEOSSSS. – 36. CINNNOSU. – 37. AEINOTT. – 38. AEILSS (+ 5). – 39. ADEEMQSU (+ 1). – 40. EEINRST (+ 11). – 41. AAENSUX. – 42. DEEILS (+ 5).

SOLUTION DU Nº 828

1. SANGLANT. – 2. DARTRES (RETARDS, TRADERS). – 3. ULULERA. – 4. PECHEUR. – 5. OSSIFIEE. – 6. PENNONS. – 7. OTIDIDE, oiseau type outarde. – 8. ALIQUOTE (LOQUETAI). – 9. ALESAGE. – 10. AERERA. – 11. EVACUEE. – 12. IMPRECIS. – 13. EPANNEES. – 14. ODONATE. – 15. PIQUETTE. – 16. NOTOIRE. – 17. GRISBIS. – 18. NIERAIT (IRAIENT, RENIAIT, RIAIENT). – 19. ATERMOYA. – 20. DENOIENT. – 21. SNOREAUX, espiègles. – 22. SUBPOENA, assignation. – 23. EPANDUE (PENAUDE). – 24. ALUETTE (TALUTEE). – 25. OPILIONS, araignées (POILIONS). – 26. OURAQUES, cordons ombilicaux (SOUQUERA). – 27. GLANDANT. – 28. INEGALE (ALIGNÉE, GENIALE). – 29. ARONDES (SONDERA). – 30. METRIONS (MISERONT, MITERONS, MERITONS, TRINOMES). – 31. NASSES (SENSAS). – 32. PETITION. – 33. AVERSES (REVASSE VESSERA). – 34. DEFILE (FELIDE, FIDELE). – 35. ACONIT (ACTION, CATION, CONTAI, NOCAIT). – 36. ACIDOSE. – 37. QUEUSOT (TOUQUES). – 38. NORMAUX. – 39. TOREERAI. – 40. ERGOTER. – 41. TROYENS. – 42. AGREERAS (GARERAS).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

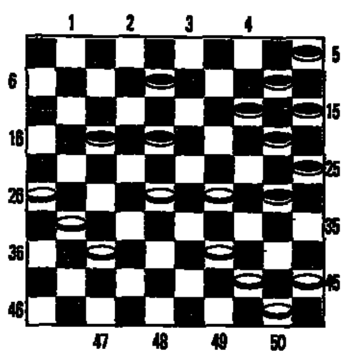
nº 488

LE COIN DU DÉBUTANT

Les grands classiques

– COUP DE RAPPEL (ou d'aller et retour) : consiste à faire effectuer à une pièce adverse un aller et retour par un double sacrifice dégageant le terrain pour exécuter une combinaison.

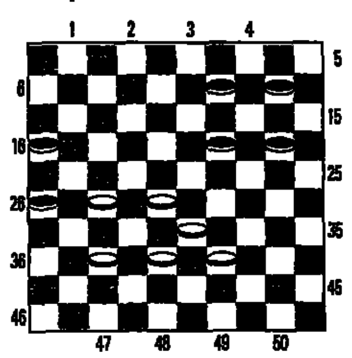
MANOURY (1770)



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 29-23 (18×29) 28-23 (29×18) 26-21 (17×26) 37-32 (26×28) 39-34 (30×39) 44×2 !, +.

– COUP DE L'EXPRESS. Dans ce thème, on donne à prendre quatre pièces, une à une, à deux pièces adverses.



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 37-31 (26×37) 27-21 (16×27) 28-22 (27×18) 38-32 (37×28) 33×13 !, rafle tout, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Coup de dame en neuf temps exécuté par Demarne, avec les Blancs, au championnat de Nancy, 1962.

B+ comme suit : 35-30 ! (24×35) 34-29 (23×34) 39×30 (35×24) 25-20 (14×25) 27-22 (18×27) 32×12 (8×17) 28-22 (17×28) 36-31 (26×37) 41×5 !, + sur ce coup de dame bien connu des initiés.

SOLUTION DU PROBLÈME Nº 487 ROMON (1994)

Blancs : pions à 11, 16, 17, 19, 20, 21, 24, 29, 30, 34, 35, 36, 41, 45, 50.

Noirs : pions à 4, 6, 8, 9, 12, 13, 18, 26, 27, 28, 32, 37, 39, 42, 43.

20-15 !! (37×46) 24-20 (13×33) 30-24 (39×19) 15-10 (4×24) 35-30 (24×35) 45-40 (35×44) 50×37 avant le final en apothéose (32×41) 21×3 ! [à suivre maintenant le travail de la dame] (12×21) 3×47 !! 16×27 (26-31, forcé) 27-21 ! (17×26) 36×27 !!, + sur cet étonnant motif final, à notre connaissance inédit.

PROBLÈME nº 488 POUGNON (Dakar)

Les Blancs jouent et gagnent.

Ce fidèle lecteur nous propose lui aussi une sélection de ses récentes compositions.

SOLUTION dans la prochaine chronique. A noter que 27-22 serait réfuté par (7-11) puis (19-23), etc.

Jean Chaze

La chronique de Scrabble nº 453 a été publiée dans nos éditions datées samedi 13 août. La prochaine chronique paraîtra samedi 27 août.

Echecs

nº 1601

CHAMPIONNAT DE SUISSE

Lucerne, 1994.
Blancs : L. Vogt.
Noirs : B. Zuger.
Partie française.
Système classique.

1. é4	é6	15. Ch2 (g)	Ch4!
2. d4	d5	16. a3	a5! (h)
3. Cç3	Cf6	17. Cg4 (i)	Fa4! (j)
4. Fg5	Fé7 (a)	18. Fd3	Cç4!
5. é5	Cf-d7 (b)	19. Fxç4 (k)	Dxç4
6. Fxé7 (ç)	Dxé7	20. Cf6 + (l)	Rh8
7. f4	0-0	21. axb4 (m)	axb4
8. Cf3	ç5	22. Cxa4	Txa4
9. Dd2 (d)	Cç6	23. Dd3 (n)	Dxf4+!
10. dxç5 (é)	Dxç5	24. Rb1	Tc-a8 (o)
11. 0-0-0	Cb6	25. ç4	Df2! (p)
12. h4 (f)	Fd7	26. Dd2 (q)	h3! (r)
13. h5	Tf-ç8	27. abandon.	
14. h6	g6		

NOTES

a) Un système défensif aussi vieux que le jeu d'échecs lui-même.

b) 5..., Cg8 et 5..., Cé4 sont peu courants mais jouables.

c) Ou 6. h4, célèbre gambit de Chatard, ç5 (l'acceptation 6..., Fxg5 ; 7. hxg5, Dxg5 donne aux Blancs une dangereuse initiative après 8. Ch3, Dé7 ; 9. Cf4.

d) Après 9. Fd3 les Noirs doivent être prudents et ne pas se précipiter sur le pion d4 par 9..., çxd4 à cause de 10. Fxh7+ !, Rxg7 ; 11. Cg5+, Dxg5 ! afin d'éviter le mat ; 12. fxg5, dxç3. Maintenant les Noirs ont obtenu trois pièces pour la D, mais l'attaque ennemie ne fait que commencer ! 13. Dh5+, Rg8 ; 14. 0-0, Cxé5 ; 15. Ta-é1, Cg6 (ou 15..., Cb-ç6 ; 16. Té3, Td8 ; 17. Th3, Rf8 ; 18. Dh8+, Ré7 ; 19. Dxg7) ; 16. Té3, é5 ; 17. g4 !, Td8 ; 18. Th3, Td6 ; 19. Dh7+, Rf8 ; 20. Th!, Tf6 ; 21. Txf6 !, abandon. – Szilagi-Harding, par corr. 1988. Donc, 9. Fd3, f5 !

é) Ou 10. 0-0-0, Cb6 ; 11. dxç5.

f) 12. Rb1 est aussi à examiner : 12..., Fd7 (ou 12..., Cç4 ; 13. Fxç4, Dxç4 ; 14. Cd4, Fd7 ; 15. b3 avec un petit avantage aux Blancs. La partie Van der Wiel - Korchnoï (Amsterdam, 1991) se poursuivit ainsi : 12. Fd3, Fd7 ; 13. Fxh7+ !, Rxh7 ; 14. Cg5+, Rg8 ; 15. Dd3, Tf-é8 ; 16. Dh7+, Rf8 ; 17. Th-é1 et les Noirs, après une défense précise, finirent par l'emporter.

g) Le C-R se dirige vers f6. Le plan d'attaque h4-h5-h6-Ch2-Cg4-Cf6+ est bien lent et a permis aux Noirs d'accumuler leurs forces sur l'aile-D.

h) Bien sûr. Les Noirs ne craignent pas de sacrifier un C pour ouvrir la colonne a. Par exemple, si 17. axb4, axb4 ; 18. Cb1, Fa4 ; 19. Fd3, Fxç2 ! ; 20. Fxç2, b3 ; 21. Cç3, Ta1+ ; 22. Fb1, Cç4 ; 23. Dd4, Da5 menaçant, entre autres possibilités, 24..., Cxb2.

i) 17. Rb1 semble nécessaire.

j) Très dangereux. Si 18. Cxa4, Dxç2+ ; 19. Dxç2, Txç2+ ; 20. Rb1, Cxa4 ; 21. axb4, Txb2+ ; 22. Ra1, axb4. Après 18. Cé3, la réplique 18..., Cç6 est gênante.

k) 19. Cxa4 est perdant à cause de 19..., Ca2+ ; 20. Rb1, Cxd2+.

l) 20. Cxa4 est réfuté par 20..., Da2 ! et si 20. Cé3, Ca2+ !

m) Que faire d'autre pour défendre le pion ç2 ?

n) La partie des Blancs est déjà sérieusement compromise, et la prise du Fa4 ne fait qu'aggraver la vulnérabilité du R blanc. La seule défense, 23. Th3, permettait peut-être aux Blancs de tenir quelque temps : si 23..., bxç3 ; 24. Txç3, Da2 ; 25. Dd4 !

o) Menace mat en un coup.

p) Menace toujours mat au coup suivant.

q) Ou 26. Td2, b3 !

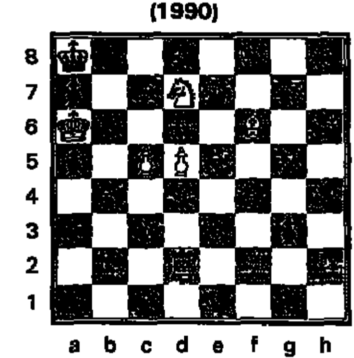
r) Otant au R blanc sa seule case de fuite.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1600 L.A. MITROFANOV (1969)

(Blancs : Rh5, Da2, Pd6 et f5. Noirs : Rh7, Dd8, Té8, Pé7.)

1. Df7+, Rh8 ; 2. f6 !, Da5+ (et non 2..., éxf6 ; 3. Rh6, Té7 ; 4. Dxé7) ; 3. Rg6 !, Tg8+ ; 4. Dxg8+ !, Rxg8 ; 5. dxé7 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE Nº 1601 L.-A. MITROFANOV (1990)



Blancs (5) : Ra6, Cd7, Ff6, Pç5, d5.
Noirs (5) : Ra8, Td2, Pa7 et a5, g3.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

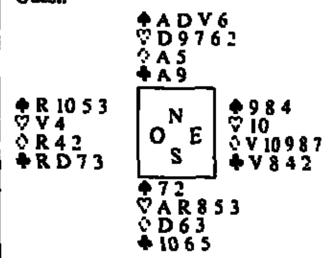
Bridge

nº 1597

« SUNDAY TIMES » 94

Créé dans les années 50, le tournoi sur invitation du *Sunday Times* est une véritable institution car les plus grands champions y sont invités pour que les paires disputent les unes contre les autres toute une série de matches.

Les plus grands noms figurent au palmarès, et les plus jolis coups sont aussitôt publiés. Voici par exemple le chelem que Mahmood Zia a réussi quand il a rencontré les fameux Américains Rodwell et Meckstroth en Est-Ouest.



Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest Meck'th	Nord Martel	Est Rodwell	Sud Zia
1♢	contre	2	2♡
3♣	3♢	contre	4♣
passe	4♢	passe	5♡
passe	6♡	passe	passe...

Ouest ayant entamé le Roi de Trèfle, *comment Zia a-t-il gagné* ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Réponse

Zia a pris l'entame avec l'As de Trèfle, puis il a rejoué Trèfle. Est a pris et a contre-attaqué Carreau pour le 3 et l'As. Sud a repris la main à l'atout et a coupé son dernier Trèfle. Il est revenu dans sa main à l'atout et a fait l'impasse au Roi de Pique. Ensuite il a tiré tous ses atouts, et, sur le cinquième atout (pour la défausse du 5 de Carreau), *Ouest a été squeezé :*

♠ R 10 5 ♢ R — ♠ A D 6 ♢ 5 / ♠ 7 ♡ 8 ♢ D 6

Sur le 8 de Cœur la défausse d'Ouest libère le 6 de Cœur ou la Dame de Carreau...

SIMULTANÉ MONDIAL

Comme chaque année en juin, un tournoi par paires se déroule simultanément à travers le monde. Grâce à des liaisons satellites assurées par France Télécom, on a su très vite que les vainqueurs, sur les cent mille participants, étaient deux habitants de la Nouvelle-Zélande. La moyenne d'âge des joueurs des quatre-vingt-dix pays est très variable, mais il y a quelques années une donne avait fait le bonheur des journalistes car elle avait été brillamment jouée par un jeune de dix-sept ans, le Polonais Mariusz Puczinski.

♠ 10 7 3
♡ A R 4
♢ 9 3 2
♣ R D 10 4

♠ R V 8 6 4
♡ 8
♢ R 7 6 5 4
♣ 8 3

♠ 5 2
♡ D 10 7 6 5 3
♢ A D V
♣ 9 2

♠ A D 9
♡ V 9 2
♢ 10 8
♣ A V 7 6 5

Ann. : O. don. N.-S. vuln.

Ouest X...	Nord Tom	Est Y...	Sud Mariusz
–	–	2♡	passe
passe	contre	passe	3♣
passe	passe	passe	

Il semblait y avoir deux Piques, un Cœur et deux Carreaux à perdre, or Mariusz, sur l'entame du singleton à Cœur d'Ouest, gagna TROIS TRÈFLES contre toute défense. *Comment a-t-il joué ?*

Note sur les enchères

L'ouverture de « 2 Cœurs » était un Deux faible qui garantissait une couleur sixième et une main de 6 à 10 points d'honneur. En Nord, il était normal de « réveiller » les enchères en contrant.

DEUX TRÈFLES BOUSSOLE

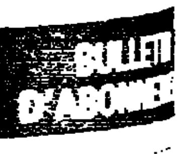
« Jouez-vous le 2 Trèfles Boussole ? », m'a demandé mon partenaire, écrit R. M...

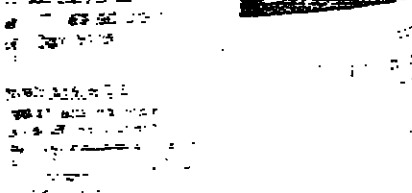
– Non, je joue le 2 Trèfles Albarran.

– Mais ça n'a rien à voir, c'est une convention utilisée *quand l'adversaire est intervenu à 1 SA* sur l'ouverture de votre partenaire : S : 1 Carreau ; O : 1 SA ; N : 2 Trèfles. La surenchère de 2 Trèfles est un appel aux majeures. Si l'ouverture est 1 Cœur et si Ouest déclare 1 SA, l'enchère de 2 Trèfles promet cette fois l'autre majeure et une mineure cinquième et non pas simplement une couleur à Trèfle... »

Comme le précise Lebel, c'est *« une enchère compétitive particulièrement efficace en tournoi par paires »*. A condition de savoir bien... la manier.

Philippe Brugnon





La philosophie sur le comptoir

Derniers bistrots où l'on cause, des cafés parisiens, – comme à Toulouse et à Strasbourg – accueillent des rendez-vous autour d'un thème philosophique animés par des professeurs à l'écoute de leurs contemporains et de leur besoin : communiquer.



GÉRARD RONDEAU

A Paris, un dimanche « philosophé » au café des Phares.

Place de la Bastille, entre la rue Saint-Antoine et le boulevard Beaumarchais, il est un petit rade qui fait salle et terrasse combles, tous les dimanches matins à 11 heures. Hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, élégantes arborant lunettes de soleil et collier de perles, ménagères à cabas de retour du marché d'Aligre : au matin du septième jour, tout Paris se retrouve dans ce petit bistrot qui ne paie pas de mine avec ses banquettes en moleskine rouge, son vieux ventilateur et ses photos noir et blanc sur les murs. Mais qu'importe le décor... pourvu qu'on parle philosophie !

A l'heure de la messe, ils sont plus d'une centaine à ressusciter Descartes, fidèles au rendez-vous hebdomadaire du Café des Phares, assis au coude à coude à siroter un café ou un verre de limonade, sans compter les retardataires qui font le pied de grue devant le zinc ! *« Ca va du SDF au notaire »*, résume le patron du café.

Plus ou moins philosophiques, les débats sont dirigés par un docteur en philosophie de quarante-sept ans, Marc Sautet, physique de baroudeur, look jean-baskets qui cite Epicure en mâchant du chewing-gum. Se définissant comme un *« médiateur, mais pas médium pour autant »*, l'heureux inventeur des séances, accessoirement maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (*« Ça paye mon loyer ! »*), domine l'assemblée, perché sur le dossier de sa chaise. Micro en main (*« Nous avons fait la quête pour nous offrir les trois micros nécessaires à nos rencontres »*) Marc Sautet ouvre la séance, légèrement ironique : *« Vous feriez mieux d'aller profiter du soleil ! »*, avant de choisir le sujet du jour.

« Bien gérer l'indignation pour cesser de haïr. » « La pensée philosophique est-elle un signe d'intelligence ? » « Suis-je un homme libre d'allumer mon joint ? » « Y-a-t-il une imbécillité heureuse ou une libre lucidité ? » : plus ou moins sérieux, les sujets fusent. Arguant qu'il *« penche pour celui qu'il comprend le moins »*, Marc Sautet opte pour un intitulé très hermétique : *« Il y a perte dans l'amitié. Le désir nous sépare. »* Accoudé au zinc, l'auteur de la formule, un homme à foulard entre deux âges, affirme sans rire : *« J'ai trouvé ça cette nuit ! »*, aussitôt interrompu par le maître de cérémonie : *« Pas besoin de justifier ! »*

Tintement des cuillers au fond des tasses, grondement du percolateur, commandes lancées par le garçon : *« Un express ! Un Perrier ! Un demi ! »*... Les débats s'engagent mollement, autour de quelques lieux communs. Lorsqu'une belle blonde aux cheveux longs, tee-shirt frappé de l'inscription « Idiot », s'empare du micro : *« Votre sujet a un côté homosexuel ! »*, accuse-t-elle, avant de raconter l'histoire de *« deux amis, deux hommes qui avaient du désir l'un pour l'autre et dont le désir a tué l'amitié ! »* Jamais à court de références, Marc Sautet appelle à la rescousse Epicure *« pour qui il n'y a pas mieux qu'un ami dans l'existence ! »*. Quelques instants plus tard, surgie du fond de la salle, une voix masculine se lamente : *« Les hommes aimeraient bien garder une relation amicale avec celle qu'ils ont aimée. Mais les femmes ne veulent jamais !. »* Hilarité générale. *« Je l'ai lu chez Simone de Beauvoir ! »*, tente de justifier le malheureux.

Deux heures et demie durant – *« le temps de creuser, de se comprendre ou de se détester »*, ironise le maître des débats –, se poursuivent les échanges dont il faut bien reconnaître qu'ils relèvent davantage de la conversation de Café du Commerce que de la maïeutique socratique. Quoi qu'il en dise, Marc Sautet semble plus à l'aise pour jouer les Monsieur Loyal que pour *« accoucher »* les esprits. La formule a les défauts de ses qualités : à trop laisser la parole aux philosophes du dimanche, le débat louvoie entre les banalités d'usage, au risque de se fourvoyer. D'autant que le *« maître de cérémonie »* manie trop parcimonieusement les références philosophiques pourtant indispensables. Rançon de l'improvisation... Les caméras en moins, l'ambiance rappelle celle de feu « Droit de réponse ». Sur les coups de 13 h 30, les plus mordus cassent la croûte. Le cafetier se frotte les mains, même s'il déplore que tous ces beaux parleurs soient un peu chiches sur les consommations !

Besoin de parler, d'écouter, de réfléchir ensemble : les initiés ne font pas mystère de leur engouement pour cette liturgie dominicale très laïque. *« Je viens pour me décaper l'esprit »*, indique Annick, psychologue. Sans parler de cette professeur de lettres, cheveux blonds noyés sous une casquette, partie prendre l'air en terrasse tant *« le sujet du jour me trouble émotionnellement »* ! Plus sérieusement, un distingué quinquagénaire s'interroge : *« Pourquoi est-ce que les gens ne se parlent plus ? Aujourd'hui, lorsqu'on adresse la parole à quelqu'un qu'on ne connaît pas, on passe soit pour un drogué, soit pour un dragueur ! »*

« Je sens un besoin énorme de paroles », confirme Marc Sautet, qui a su faire du *« malaise communicationnel »* de cette fin de siècle un vrai fonds de commerce ! Spécialiste de Nietzsche, l'homme a aussi le sens des affaires. *« Je suis le premier à avoir ouvert la rubrique « Conseils en philo » à l'URSSAF ! »*, annonce-t-il en expliquant qu'il a ouvert il y a deux ans un cabinet de philosophie dans le Marais. A 300 francs la séance d'une heure, les *« patients »* ont droit à une lecture commentée de Platon, la genèse, Descartes, Sartre... *« J'ai fait lire* Candide *à deux nanas qui vendent du son. Mais elles n'ont pas beaucoup mordu ! Alors, on s'est mis à Leibniz... »*, raconte Marc Sautet », qui a de la suite dans les idées.

Lettre de philosophie (18 francs le numéro, quatre cents abonnés) en dépôt-vente au Café des Phares, voyages *« sur les traces des grands philosophes »* (il paraît qu'il est *« plus facile d'accéder aux textes de Platon au cours d'un voyage que tout seul dans son antre ! »*), séminaires d'entreprise sur *« l'authenticité »* (2 400 francs par personne pour deux jours) : l'homme ne regrette pas ses *« années de lycée »* parce qu'avec *« quarante copies à corriger par semaine, c'est la fin des haricots : on n'a plus le temps d'écrire ni de lire, on perd la flamme ! »* Dans le Landernau philosophique, les affaires du professeur du café des Phares font jaser. Les belles âmes ne manquent pas pour rappeler que dans la Grèce antique, Socrate, lui, ne se faisait pas payer pour *« accoucher »* les esprits ! Réponse du berger à la bergère : *« Je gagne nettement moins bien ma vie qu'un professeur de lycée dont il ne faudrait pas oublier qu'il est payé par l'Etat. »*

Effet de mode ou phénomène plus durable, l'expérience se développe aussi en province. A Strasbourg, Eugénie Végléris, docteur et agrégée en philosophie, brouillée elle aussi avec les tableaux noirs, ressuscite la tradition du *Stammtisch* (littéralement *« table des habitués »*) philosophique, avec une trentaine de participants, chaque lundi au restaurant de la Victoire. Revendiquant *« l'exercice de la philosophie en libéral »*, après dix-neuf ans d'enseignement au lycée, Mme le professeur a ouvert en 1993 un cabinet de philosophie. Son credo ? *« La philo est née dans la rue. Il est temps qu'elle y revienne, qu'elle sorte des écoles et des ghettos universitaires pour retrouver sa place dans la cité. »* Et de mentionner l'exemple des disciples d'Aristote, les péripatéticiens, qui se promenaient en dialoguant.

Pionnière, Toulouse a d'ores et déjà trouvé son agora, place des Tiercerettes, où chaque jeudi pendant la belle saison, les citoyens sont invités à des *« conversations socratiques »*. Autour d'un spécialiste, ils sont parfois une bonne cinquantaine à réfléchir à des thèmes aussi variés que « Socrate et la démocratie dans la Cité», « Tocqueville et sa vision de la démocratie en Amérique », « Diogène et la parole dans la rue »... Un rendez-vous que les amateurs doivent au président de l'association culturelle du quartier Arnaud-Bernard, Claude Sicre, qui a enseigné la philosophie au lycée avant de devenir chanteur du groupe des Fabulous Trobadors, sous le nom de scène de Docteur Cachou. A signaler également, dans un genre moins philosophique mais tout aussi civique, les repas de quartier organisés tous les mardis soirs sur la même place, pour *« parler de la vie de la cité et faire connaissance entre voisins »*. Nostalgie de la philosophie ou retour à une forme de convivialité que l'on croyait à jamais disparue de nos grands centres urbains ?

Philippe Baverel

POÈTE ITINÉRANT

Rime et raison

« Jacasseur de fleurs, explorateur en bistrots et extracteur d'idées », ou... *« épicier en poésie »* ! Ainsi se présente, selon son humeur, Vincent Jarry, infatigable baroudeur, de la race de ces *« drôles de types qui vivent de leur plume ou qui ne vivent pas, c'est selon la saison ! »*, comme disait Léo Ferré.

Cheveux ébouriffés poivre et sel, casquette de marin (*« instrument de travail indispensable pour la quête,* achetée à Belleville), chemise rouge (NewMan quand même...) largement ouverte sur la poitrine, pantalon de velours, Vincent Jarry perpétue à sa façon la tradition médiévale des trouvères et des troubadours. Voguant de terrasses de café en salles de restaurant, la musette pleine de rimes, il s'en va déclamant ses vers, en quête perpétuelle d'une oreille attentive. Pas facile de débiter ses poèmes dans les gargotes : *« Je viole les gens car je casse les conversations. Mais si le viol est agréable, ils écoutent et se mettent à applaudir ! »* Passez la monnaie !

« Je me suis promené dans toute l'Europe francophone ! », confie le poète de rue, qui jongle depuis plus de vingt ans entre les vers et les villes. Sète, Toulouse, Bordeaux, Cannes, Liège, Genève sont ses cités de prédilection. Et Paris, bien sûr, dont il apprécie particulièrement les onzième et vingtième arrondissements parce que *« c'est là où il y a le plus d'ethnies et d'artistes au monde par tête d'habitant ! »* Pour dégoter les bonnes adresses, l'homme recourt toujours à la même tactique : *« Quand j'arrive dans une ville que je ne connais pas, je commence par aller dans le bistrot le plus proche de la gare : en discutant avec le patron, j'en apprends bien plus que dans n'importe quel syndicat d'initiative ! »* Inutile d'aller tenter sa chance dans les maisons de jeunes : *« Ils vont réfléchir six mois avant de savoir si je peux rentrer dans leur programmation ! »*

Né à Sceaux en 1942, *« une époque où il y avait beaucoup de touristes allemands en France ! »*, d'une mère qui *« écrivait des poèmes érotiques »* et d'un père ingénieur des Mines, diplômé de Langues'O, qui *« nous réunissait autour du piano les soirs de fêtes avec mes sept frères et sœurs, pour chanter »*, Vincent Jarry a connu *« toutes les boîtes d'intérim du boulevard Magenta »* et fait tous les métiers : étudiant en philosphie le temps de *« redoubler ma propédeutique et de décrocher deux ou trois certificats »*, valet de ferme au Danemark, monteur-électricien chez Renault, bûcheron, rempailleur, programmeur-analyste en informatique, lecteur et traducteur en allemand aux éditions du Seuil, magazinier-emballeur... Il a même manié le marteau-piqueur ! Las de se faire rembarrer par les éditeurs, sur l'air du « Si tu étais connu, on pourrait t'éditer ! », il a créé sa propre maison d'édition : *« Poèmes en gros et demi-gros. »* Histoire de publier ses poèmes et ceux de ses copains (en livres et cassettes), *« souvent à perte »*.

Vivre avec les muses qui l'inspirent à toute heure du jour et de la nuit, *« au lit, devant mon lutrin, dans le métro, en train, partout... »*, n'est pas de tout repos : *« Si je racontais ma vie au cardiologue, il en serait malade ! »* Mais les médecins ne connaissent rien aux remèdes des poètes : *« Pour reprendre mon souffle,* confie Vincent Jarry, *je récite des alexandrins ! »*

P. Ba.

TROUVER À QUI PARLER

A Paris

● **Café des Phares,** 7, place de la Bastille. Tous les dimanches de 11 heures à 13 h 30. Le plus couru des « bistrots où l'on cause », le seul équipé de micros ! Sous la houlette de Marc Sautet. Recommandé aux adeptes de la « philosophie de comptoir ». Maniaques de la maïeutique, s'abstenir. Ambiance, ambiance !

● **Café Le Mazet,** 61, rue Saint-André-des-Arts. Tous les vendredis à 18 heures. Rendez-vous fixé par des *« insatisfaits »* du café des Phares où *« on nous donne la parole un quart d'heure après l'avoir demandée : forcément, on tombe en porte-à-faux ! »* Beaucoup plus intimiste que le précédent (une dizaine de personnes). Atmosphère un peu désuète. Conversation menée par un autodidacte.

● **Café de Cluny,** 20, boulevard Saint-Michel. Tous les mercredis à 18 h 30. Le plus récent. Marina anime les échanges, convaincue qu'*« il ne faut pas laisser la philosophie aux philosophes »*.

● **Café « Créa »,** 29, rue du Faubourg-Saint-Antoine. Au fond de la cour. Tous les samedis, « dînerie » à 19 heures (menu à 35 francs) suivie d'un débat à 20 h 30. Philosophie, psychologie, science, médecine, économie... : toujours précédés de l'exposé d'un spécialiste, les débats de l'association steinerienne Créa (Chercher, ressentir et advenir) portent sur *« tout ce qui touche l'être humain »*. Ce sont aussi les plus sérieux. Une vingtaine de personnes, dont beaucoup d'étudiants qui prennent des notes. Relâche pendant l'été.

● **Au petit Centre,** 26, rue Moret. Tous les premiers mardis du mois à 20 h 30. Au diable la philosophie. Vincent Jarry, président de l'association « Les fous du vocal », fait de la poésie et invite tous les poètes à déclamer leurs vers, *« jusqu'à 25 heures ! »* Si le cœur vous en dit, vous pouvez aussi chanter. Une trentaine d'habitués.

A Arcueil

● **Café de la Paix,** 32, place de la République. Tous les premiers samedis du mois à 21 h 15.

A Toulouse

● **Place des Tiercerettes,** *« conversations socratiques »* tous les jeudis à 18 h 30. Au programme par exemple : « Comment définir l'intérêt général » ? avec Jean-Marc Gabaude, ex-doyen de la faculté de philosophie de Toulouse. Relâche en août. En septembre : « maïeutique de la Nation » ; « la guerre d'Algérie»...

A Strasbourg

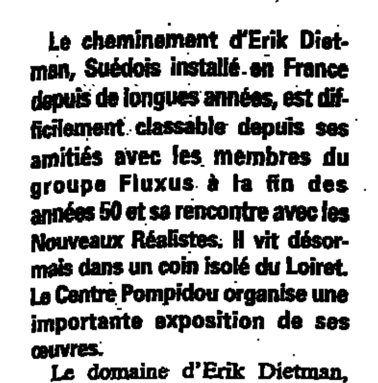
● **Restaurant de la Victoire,** 2, boulevard de la Victoire. *Stammtisch* philosophique tous les lundis de 18 heures à 20 heures (reprise le 12 septembre). Sous la férule d'Eugénie Végléris, philosophe d'origine grecque. Possibilité de dîner ensuite.

PORTRAIT

ERIK DIETMAN au Centre Pompidou

Le ventre du sculpteur

Le cheminement d'Erik Dietman, Suédois installé en France depuis de longues années, est difficilement classable depuis ses amitiés avec les membres du groupe Fluxus à la fin des années 50 et sa rencontre avec les Nouveaux Réalistes. Il vit désormais dans un coin isolé du Loiret. Le Centre Pompidou organise une importante exposition de ses œuvres.



PIERRE-OLIVIER DESCHAMPS/VU

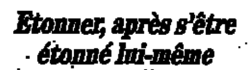
Erik Dietman dans son atelier.

Le domaine d'Erik Dietman, dans le Loiret, est difficile à trouver. Il y vit en compagnie de neuf ou dix chats, dont il cultive l'état sauvage. Pour en signaler l'entrée, aucune barrière, mais de drôles d'animaux en ferraille rouillée, avec des chaînes dans le nez. Le chemin, irrégulier, conduit à trois maisons qui n'ont rien de seigneurial. L'une porte une pancarte urbaine – boulevard Dietman, – mais aussi un trophée de chasse et une plaque émaillée Ricard. Elle sert d'atelier. Dietman la quitte sur les coups de 4 heures de l'après-midi pour aller faire la cuisine en face, dans l'autre maison, même s'il est seul à dîner. *« La cuisine, c'est comme l'art, on la fait pour soi »*, constate le sculpteur. Casserole en main, il vous confie que *« ce serait son métier s'il n'était pas artiste »*. Et plus précisément, pour le moment, sculpteur. On le remarque à sa façon d'environner ses fourneaux d'objets en fer, mâts funéraires africains ou chandeliers bretons, à une distance raisonnable pour ne pas être gêné dans la préparation des petits oignons.

La troisième maison, petite grange d'une seule pièce, est le trait d'union entre les deux autres constructions, entre l'art et la vie. Aussi abrite-t-elle de petites sculptures et quelques objets récupérés : un assemblage combinant une pierre polie, un os et une dent, ou un bronze modelé en patte griffue sur une vraie paire d'espadrilles à côté d'un vieux jeu d'adresse – la grenouille. Un traîneau espagnol incrusté de silex tranchants sert de manteau à la cheminée. Dans le foyer, deux crânes humains bien blancs et des os entrecroisés ont remplacé la marmite. Sur les étagères de pierre, de petits modelages qui ont tout de sombres crottes mijotent dans des assiettes. Rien n'est ici au hasard, ou alors de ce hasard auquel l'artiste *« croit beaucoup »*, un hasard *« très logique »*. Dietman est un grand manipulateur de petites images, qui peuvent finir en grandes métaphores de sa création. Comme sa maison.

Il n'y habite pas, mais l'habite. Tout à la fois ogre accouchant d'un souris et Petit Poucet qui pourrait commettre une montagne, il en utilise tout naturellement l'espace pour faire le point sur son travail en cours, en dressant la table des matières qu'il cultive et transforme : du petit tas de terre informe à l'outil, de l'excrément à l'objet d'art. Il y confirme sa conception culinaire et organique de la sculpture ; il y prépare la défense de sa langue verte et cuite, en illustrant au pied de la lettre cette déclaration faite un jour à un critique (Bernard Lamarche-Vadel), et que bien des artistes pourraient signer, s'ils étaient moins bégueules : *« Pour moi, toute la sculpture est entre le morceau de pain que j'avale et ce que je chie. »* Soit la conception de la création la plus franchement naturaliste : Dietman est un cannibale réfléchi beaucoup plus sérieux qu'il n'y paraît.

On qualifierait bien de chapelle cette troisième maison, y voyant, sous le couvert de l'humour grave (et surtout pas graveleux), maints gestes de recueillement et beaucoup de signes eucharistiques piratés. Mais son propriétaire ne tient pas à ce nom. Pour lui, c'est simplement « la petite maison ». D'ailleurs, est-elle qualifiable ? Ce n'est plus l'atelier, mais pas un musée. Le lieu reste intime et familier, tout en n'étant plus tout à fait privé. La porte est grande ouverte – peut-être même est-elle absente. Et si Dietman, exhibitionniste pudique, n'a pas particulièrement cherché à attirer l'attention sur elle, il n'est pas forcément mécontent qu'on s'y attarde un peu. Ne serait-ce que pour faire remarquer deux ou trois choses parmi les petits reliefs sombres de la cheminée. Ceux qui sont devenus les bronzes géants que l'artiste expose au Centre Pompidou : certains de ces monstres très personnalisés vont chercher dans les 4 mètres de haut.



Etonner, après s'être étonné lui-même

Grand-mère Colombe est là, mais sans le canotier qui, au musée, coiffe ses rondeurs. Dietman, ayant sa hiérarchie des valeurs sculptées, ne change en général pas l'échelle des objets usuels qu'il utilise. Il se contente de les couler tels quels. Il en résulte des disproportions qui font un drôle d'effet. On retrouve également deux morceaux aux titres provocateurs : *Pénus sur l'herbe*, et le *Char de l'armée du cul*. Le premier est une sorte d'hybride tenant de la larve géante et du lapin en papillotte, que Dietman sert sur un lit de bicyclettes accompagné de quelques ossements. Quant au *« Char »* exposé sur un carré entouré d'un fil de fer barbelé, sa masse sombre, chahutée, ressemble fort à un cheval tombé dont le flanc creusé serait encore traversé de soubresauts. Il donne à penser que Dietman, connaissant ses classiques, est fort capable d'avoir cherché, avec ce monument aux morts, à concocter un consommé de Rodin, Degas, Boccioni et Duchamp-Villon.

Dietman aime bien étonner, après s'être étonné lui-même. Il y réussit avec ces pièces qui, de l'assiette – une manière provisoire de régler la question du support – au musée, n'ont pas subi de très grandes retouches lors des opérations d'agrandissement. Comment s'y prend-il ? *« Je commence toujours avec de petites choses. Je prends un pain de terre, de la cire, du plâtre... J'ai des gestes à ma façon. »* Et de mimer comment il y va à pleines mains, plie le pain en serrant les poings, en pressant avec les pouces. *« Il m'arrive de faire une centaine d'essais avant de m'arrêter. Quelquefois c'est trop tard, c'est mauvais, je jette. Je suis pour un minimum de gestes, quatre ou cinq, pas plus. »* Il ajoute, au cas où on y verrait la dextérité du pâtissier : *« C'est comme dans l'art oriental, il faut beaucoup de préparation. »* Et il insiste sur la nécessité de savoir faire quelque chose de ses mains. L'occasion de critiquer cette génération qui ne sait pas dessiner, ne va pas au musée, aborde une carrière artistique comme on tente une carrière dans une agence de publicité : *« Ce que je dis a l'air réactionnaire. Mais pour pouvoir écrire, il faut connaître la grammaire. »*

Dietman, qui a souffert avec le français – il est d'origine suédoise –, a beaucoup pratiqué l'écrit et le dessin avant de se lancer dans la sculpture, en dur et en grand. Et il continue. Sur le mur de l'atelier sont accrochés de très grands dessins en cours ; il a sous le coude *Opus, Opus, Opus*, un album qu'il prépare pour Flammarion ; sur des étagères, une quantité des carnets remplis depuis plus de vingt ans, au jour le jour, au fil de ses voyages et du cheminement de ses idées. Il en prend un, le feuillette : mélange de photos et de dessins, de paysages retouchés, de gribouillis, de taches, de points et de traits qui, d'une page à l'autre, se transforment en verre de vin, toison de femme ou phallus. Là, justement, c'est *Pénus*, mais à l'époque il mangeait les bicyclettes. Avec ces cascades d'images, Dietman a des vivres pour trois vies au moins.

Mais pourquoi viser le monumental ? *« En petit, ça ne ne me paraît pas fini. Je n'ai pas envie de me confronter avec le monumental. Ce qui m'intéresse, c'est d'être à l'échelle de la nature, des arbres – des sculptures naturelles. »* Au passage, il cite Henry Moore, le sculpteur des pelouses anglaises, qui tirait ses formes d'os de mouton et de galets troués ramassés sur la plage. Dietman, pour le moment, voit pousser de la sculpture partout, ou presque. Et il aimerait bien encore multiplier par 25 la hauteur de ce semblant de tête de rat qui est en attente sur un tabouret de son atelier. Cela dépendra de l'état de ses finances. Il a beaucoup investi dans l'exposition de Beaubourg. De toute façon, il a quantité d'autres choses à faire : la cuisine, encore du dessin – il a envie de paysages – et, maintenant qu'il a goûté à la céramique et au verre (en soufflant très argotiquement des « bulles ») au Centre international du verre et des arts plastiques de Marseille, il va attaquer la mosaïque. Les pigments sont dans des boîtes de cigares empilées dans le garage. C'est ainsi : *« Pour l'instant, ça m'amuse de faire des grands bronzes. Mais, si je me m'ennuie, je passe à autre chose. La stratégie en art ? Je ne comprends pas ça. L'art, c'est très égoïste, c'est fait pour soi, je le fais pour moi »*, ose-t-il avouer, au moment où les artistes ont plutôt mauvaise conscience et s'interrogent sur leur rôle dans la société.

Dietman a fait son choix depuis longtemps : *« Je n'aime pas l'être humain : il est trop méchant. Alors, je fais des choses avec des petites têtes animales, gentilles, très humaines »*, affirme-t-il, donnant ainsi raison au portrait « grandeur nature » accroché à l'entrée des galeries contemporaines de Beaubourg. Jean-Olivier Hucleux lui a plombé un regard de jugement dernier, à faire perdre de vue le ventre substantiel du sculpteur. Ceux qui croient la jovialité inhérente aux « gros » pourraient avoir tort. Si Dietman est effectivement gros – pas gras, gros – et l'a toujours été, à force d'avaler de tout, même des revers, il s'est maintenant sculpté un ventre à la Boullée.

Dans sa jeunesse, Dietman se nourrissait d'écrits, de livres, de papiers, et d'objets récupérés dans les poubelles. C'était en Suède, où il est né en 1937, puis à Paris, où il a débarqué à la fin des années 50, y poursuivant ce qu'il appelait ses *« études au comptoir »*. Il fréquentait les bars et les bistrots, buvait, mangeait les mots, ravalait son suédois, que place de la Contrescarpe, son QG, on ne comprenait pas. Pour faire passer le tout, blessures de la vie et coupures d'exilé volontaire – objecteur de conscience, il avait refusé de partir sous les drapeaux, – il respirait de la colle ou, pis, avalait de la gaze (5 mètres arrosés à la bière) au temps des happenings Fluxus. Il colmatait les brèches, se pansait l'intérieur, avant de penser autrement que les Nouveaux Réalistes. Il soignait les objets de la vie courante en les enveloppant délicatement d'assez de sparadrap pour leur donner une autre chance de vie. *« J'ai toujours fait de la sculpture »*, assure-t-il. Et de remarquer qu'il n'y a pas tellement de différence entre ses coiffeuses rose chair d'hier et ses bronzes d'aujourd'hui, puisque dans les deux cas *« il s'agit d'enrichir les objets, de leur donner une autre valeur »*.

Le succès de l'insuccès

Si la démarche est la même, il s'est passé pas mal de temps entre l'âge du sparadrap et celui du bronze. Une bonne décennie, pendant laquelle l'artiste s'est promené un peu partout, quittant Paris pour Venise, Nice pour Prague, le Tessin ou Düsseldorf, avant de revenir sur la Côte d'Azur, puis de se fixer dans le Loiret, où il a fini par récupérer la propriété d'un compagnon d'agapes, Daniel Spoerri. Des années de vie rebelle, en marge, en solitaire, se suffisant toujours plus à lui-même, par goût et par nécessité. Pour dialoguer commodément, il s'est inventé deux alter ego, dont il a établi la biographie, l'un se nommant F.T. Bidlake, l'autre Outil O'Tool. Avec eux, il peut s'analyser, commenter ses semblables, ses frères et ses ennemis, et devenir un expert en écritures, bavures, dessins, gribouillis, rébus, canulards et autres jeux. Il peut brasser, coller, recoller les images et les mots perdus ou trouvés dans son labyrinthe liguistique. Et vanter toujours plus fort ses objets-poèmes, qui allaient se colorer à la fin des années 70 avant de prendre du volume.

Après tant d'années d'écrits, de recettes de mode de vie, d'hommages à Arthur Cravan ou à Dali, de rapprochements entre Tatlin et Tatin (la tarte), de rimes entre Chagall et rasoir, de charges, de surcharges et de légèretés, Dietman, fier de connaître *« le succès de l'insuccès »* dont avait bénéficié Picabia, pouvait se présenter, cette fois, en *« poète raté »*. Sans oublier de souligner qu'*« un artiste, c'est justement celui qui sait rendre intéressants les ratages »*. Son ouvrage éclaté en milliers d'images, *Livre Sterling*, rébus sur les vicissitudes d'une vie auquel il avait travaillé pendant dix ans, pouvait le prouver.

C'est en s'enracinant dans le Loiret que l'artiste semble avoir voulu se mettre sous la dent quelque tranche de vie plus consistante, et chercher un peu comme Courbet à *« faire quelque chose qui ressemble à l'art des musées »*. Le bronze fera l'affaire, sûrement mieux que prévu. Au début, la matière est nouvelle pour lui, et il l'aborde avec modestie, tâtant, testant, se contentant de parer pelles, bassines, brouettes ou fauteuils, assemblés en devinettes, maximes et proverbes, en les accompagnant de menus modelages de son cru. Y prenant goût, il ne va plus y aller de main morte : il entreprend de digérer tout le bronze, ou presque, si ce n'est tout l'art de sculpter.

Un des premiers auxquels il a pensé, c'est Rodin, dont il a hissé le « béret » sur un piédestal. « Béret de Rodin » ou faluche de l'élève Dietman ? Ce dernier s'entoure d'une quantité de nouveaux maîtres – façon de n'en avoir aucun. Parmi les sculpteurs, Giacometti en ferait partie s'il n'était de la famille des maigres ; chez les écrivains, Joyce, lu dans tous les sens par l'étudiant de Malmö, Roussel, Jarry et bien d'autres. Rabelais étant devenu le compagnon de ses *Hénaurmités* et le contemporain de ses *Gardiens de fûts*, habituellement logés dans les caves du lycée agricole de Château-Dillon et présentés à Beaubourg : vingt et un très gros nez en pierre, en bronze, en marbre, en verre soufflé, en noir et en couleur, tous différents, alignés sur leur présentoir de bois comme une assemblée de moines dans leurs stalles, chacun veillant sur son tonneau – de vrais fûts.

Dans la foulée de cette pièce branchée sur les délices de la vie, que Breughel a pu tout aussi bien inspirer, Dietman mettait la mort en relief dans une autre composition, qui est aussi une réflexion sur l'art. Car cette assemblée de crânes humains installés presque au ras du sol sur des colonnes branlantes, tous dotés d'un coin noir fiché dans l'orbite ou la nuque, tous regardant vers un tableau vide, est titrée : *L'art mol et raide ou l'épilepsisme-sismographe pour têtes épilées : minimâle head coiffée du grand mal laid comme aide minimale...* A ceux qui l'observent de jouer avec quelques squelettes de l'art d'aujourd'hui. Pour l'instant, Dietman, imprévisible, dit qu'il verrait bien chez lui deux tableaux : un petit Barnett Newmann et un grand Topor (Topor est un grand ami). Si le sculpteur manifeste plus que jamais, avec ses bronzes, un besoin de restauration, pas plus qu'avant ses critères ne sont conventionnels. Il reste un ennemi du « Grand Art », au sens où l'entendaient non seulement Dubuffet (il a des accointances avec l'art des enfants, les arts populaires, et sûrement une dette envers Cobra) mais aussi les dadaïstes. Aussi préfère-t-il l'« art grand », à grande échelle, hors les normes, loin de ce *« que font les puritains américains et les pathétiques européens »*. Sa nouvelle crise de croissance s'accompagne d'une légère angoisse de ne pas se survivre – il a cinquante-sept ans, trente-cinq ans de carrière fluctuante derrière lui – et ajoute, ennuyé, qu'il ne fêtera pas le centenaire du cèdre qu'il a planté dans son jardin.

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ « Sans titre. Pas un mot. Silence. » Rétrospective des sculptures d'Erik Dietman. Galerie sud du Centre Pompidou. Jusqu'au 12 septembre.

▶ Erik Dietman (céramiques et œuvres sur papiers). Fonds régional d'art contemporain, Le Collège, 1, place Museux, Reims. Tél. : 26-05-78-32. Jusqu'au 28 août.

MUSIQUES

DE BOUCHE A OREILLE, à Parthenay

Binious et bombardes

Défendre une musique traditionnelle en évolution : tel est l'objectif du festival « De bouche à oreille », qui a commencé le 18 août en Gâtine, au centre des Deux-Sèvres, pour se poursuivre à Parthenay avec les Poitevins de Buff'Grol, les violoneux du Limousin, les chanteurs de la Soule, mais aussi les Albanais de Permet et les bergers-violonistes turcs. Les échanges inter-régionaux et les rencontres font de ce festival modeste un pionnier dans un secteur trop souvent jugé figé. Se considérant comme des militants des cultures populaires, les organisateurs de la manifestation travaillent également au sein de la Métive, à la Maison des cultures de pays, inaugurée à Parthenay en 1993.

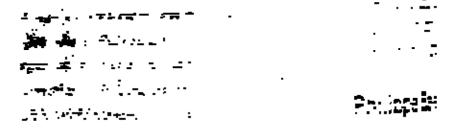
La faiblesse des moyens accordés à l'équipe est difficilement compensée par son activisme. Métive se contente en effet d'une subvention d'Etat d'environ 2,6 millions de francs, soit 30 % de son budget. Il semble, dit-on là-bas, encore difficile de faire accepter l'idée que la culture est plurielle dans un vieux pays centralisé comme la France. Métive est pourtant le plus important des huit centres de musiques traditionnelles déjà existants en région, qui se sont regroupés au sein de la Fédération des associations de musique et de danse traditionnelles, également domiciliée à Parthenay.

La tâche est lourde

Ces centres assurent en principe la formation des musiciens, la recherche et la diffusion musicales. Stages, concerts, collectes, livres, disques, mise à disposition de salles ou de matériel, la tâche est lourde. Ces activités sont en majeure partie financées par des crédits de l'Etat, auxquels s'ajoutent les subventions régionales, départementales et municipales. Leur budget total pour 1993 a été de 8,2 millions de francs. Entre le centre le plus important, la Métive, et celui du Limousin, le plus faiblement doté et le plus récent (500 000 francs de subventions, pour le moment), le budget moyen d'un centre se situe entre 1 et 2 millions de francs.

Trois nouveaux centres en région sont en préfiguration : en Languedoc-Roussillon, ou Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Corse. A ce dispositif régional, s'ajoute, à Paris, le Centre d'information sur les musiques traditionnelles IRMA (Information et ressources pour les musiques actuelles), qui dépend du ministère de la culture. L'insuffisance de leurs moyens, en regard de l'ampleur de la mission qui leur est confiée, donne l'impression que les efforts accomplis sont encore dérisoires. Un manque de cohésion nationale se fait, en outre, ressentir dans le domaine de la collecte du patrimoine, effectuée de façon anarchique, et rend difficile la consultation des informations, dispersées entre les divers centres.

▶ « De bouche à oreille. » Festival de musiques traditionnelles et métissées de Parthenay. Renseignement et réservation : Métive, Maison des cultures de pays, 1, rue de la Vau-Saint-Jacques. BP 03. 79201 Parthenay cedex. Tél. : 49-94-90-70. Jusqu'au 28 août.



MUSIQUES

17e UZESTE MUSICAL

A la mémoire d'Alban Lubat

Un des derniers grands festivals de jazz de la saison. Toujours aussi atypique en dépit de sa renommée, qui a largement dépassé les limites de sa région. Cette année, il rend hommage à Alban Lubat, son fondateur.

UZESTE

de notre envoyé spécial

L'échange a eu lieu le mercredi 17 août, juste avant la moitié du festival, vers 22 heures. Au moment d'entrer sur scène pour *« le grand match d'improvisation libre musicale et dérivés »*, Bernard Lubat a lancé à Michel Portal : *« Qu'est-ce qu'on joue ? »* Portal aurait répondu : *« Joue ce que tu vaux. »*

Au pied du lavoir, le lendemain, sous un crachin bien incapable de dissuader 150 pékins d'assister, de participer, aux entretiens d'Uzeste (thème : « Oralité, écriture et improvisation musicale : quels rapports, quels conflits ? – création musicale et industrie musicale : quelle dialectique, quel avenir ? »), Lubat s'est expliqué.

Ici on s'explique. On s'explique avec mauvaise foi, avec passion, en détournant les questions, mais on s'explique. Les rencontres annuelles fomentées par Bernard Lubat dans son village natal sont un lieu d'explication. A la loyale ou pas. Ici, on ne joue pas le jeu, on affronte. Si le *« grand match d'improvisation libre »* tourne court, sans la moindre préparation, sans code préétabli, avec son équipe de rêve (il y a Portal et Lubat, mais aussi Jacques Di Donato et Vinko Globokar, et les sélectionnés permanents de la Compagnie Lubat), si cette improvisation collective tourne à l'expansion égoïste, ne prend pas, on ne prend pas de gants, on s'explique devant le lavoir. Lubat : *« Ce que vous avez vu, ce sont des compositeurs – nous sommes tous plus ou moins compositeurs – décomposés. Voilà. Voilà pourquoi je vais sur scène. Je suis incapable de m'imaginer dans la position du public. J'ai réussi, à force, à venir sur scène pour échapper à la place du public. Je l'ai échappé belle. Hier, si j'avais été le public de ce qu'on a fait, je ne sais pas, j'aurais insulté, je serais monté sur scène, j'aurais tout cassé... D'un autre côté, si on ne joue pas à ça, je ne joue plus. Ça ne m'intéresse pas. Je ne veux pas jouer pour ceux que j'appelle les purs de la feuille. »*

Tous les festivals sont peu ou prou des lieux de consommation culturelle, plus ou moins des branches du tourisme ou des cartes de promotion régionale. Tous. Certains, les plus cyniques, le sont et veulent passer pour ce qu'ils ne sont pas. Ils voudraient en prime qu'on croie à leur vocation, à leur artisterie, à leur idée du jazz. Lubat : *« J'ai arrêté la vie de tournées de musicien professionnel quand j'ai compris qu'on me volait ma vie de musicien. Je n'avais pas aimé le jazz pour ça. Je ne veux plus jouer au* « jazz français » *simplement parce qu'il y a un petit marché du disque. Je veux aller à ma mesure au bout du jeu ; donc, si l'improvisation tourne court un soir, ça m'intéresse. Hier, au lieu d'une rencontre, j'ai vu une collection d'êtres juxtaposés – l'être total, celui qui ne peut avancer sa vérité que s'il n'a pas son double à 2 centimètres à côté de lui. En réalité, cette question d'improvisation libre se heurte au droit, aux droits d'auteur, mais aussi aux devoirs des auteurs, au droit du public. Hier j'ai raté des passes, je n'ai pas fait circuler la musique, les autres non plus. »*

C'est par une espèce d'honnêteté que l'improvisation libre a tourné court. Les onze musiciens sur scène avaient tous les capacités de récupérer l'affaire : avec un final éclatant par exemple, ou un coup de bandonéon, une salsa du démon, un rock-acide-jazz-danse gascon, ou dans un simple accès de lyrisme. Ils n'ont pas pu. Ils n'ont pas voulu. C'est Uzeste. C'est un épisode d'Uzeste. C'est un épisode d'une journée d'Uzeste – il y en a sept cette année et beaucoup tout au long de l'année.

Entre l'impréparation et le génie spontané

Ce même mercredi, Lubat et André Minvielle ont donné une lecture lumineuse des grands thèmes du be-bop. Une lecture drôle, exacte, savante et décontractée, où la langue gasconne trouve des ressources que le français n'a pas. Bernard Lubat va bientôt publier ses concerts en solo (piano). Il est le seul à prendre le be-bop de l'intérieur. Les jeunes pianistes aujourd'hui le jouent comme un style ou un répertoire. Lubat est encore dans la proximité de Kenny Clarke, qu'il a connu.

Un peu plus tard dans l'après-midi, Jacques Di Donato, professeur au conservatoire de Lyon, soliste international, improvisateur délivré de tout scrupule, et Michel Portal interprètent très librement, très strictement, avec une gaieté très juvénile, Mozart, Mendelssohn, Stravinski et au rappel, de manière très inattendue, Hermeto Pascoal. Une heure après, c'est Vinko Globokar à L'*Estaminet*, le bistrot que tenait Alban Lubat, le père, qui se lance dans un solo théâtral : *« Mon corps est devenu un trombone. »*

Deux fois par jour l'orchestre local Lous Pinhadas est rejoint par Lubat à la batterie (il rappelle à chaque fois qu'il est l'un des meilleurs batteurs européens) et par tous ceux qui veulent donner un *« apéro swing agricole, rural et gascon »*. Nocturnement, Laure Dutilheul, directrice artistique de la fête, comédienne, dit Artaud par les fenêtres de l'école. Les éclairages, les feux, les lampions, les fusées (Patrick Auzier) sont une réussite. Le match annoncé a peut-être tourné court. Jamais concert discutable n'aura été l'occasion d'une telle discussion. On en parle encore.

Uzeste est un lieu de parole. On y remet tout en question, le rôle du public, la place des musiciens, le prix des places, et l'on y danse au milieu de la nuit. Spectacle dédié à Jacques Prévert ici, improvisation gasconne de Manciet là, la parole circule sous les pins. La question se pose. Le public ? Il est dedans-dehors. Celui qui ne fait que passer paie le prix fort. Uzeste musical est allergique au consumérisme plat. *« L'en-chantier transe danse musiques »* va ressusciter, avec la présence de danseurs, les questions de fond, comme le match de la veille ou, l'an passé, une évocation de John Cage qui a laissé des traces... Entre l'impréparation et le génie spontané, ça tangue. Au milieu des turbulences, beaucoup de plages : les sols sauvages que l'on rencontre dans la forêt au pas du promeneur, le quartette irrésistible de Di Donato, évacuation totale des états d'âme et du malheur du musicien, bientôt Eric Lelann, Louis Sclavis, le Massilia Sound System, la transartistique d'Uzeste (*« spectacle baroque »* dimanche) sur fond d'accordéon – Marc Perrone, ce magicien – ou des chants basques (Achiary).

Uzeste musical est indiscutable. C'est pourquoi on ne cesse d'y discuter. La dispute au sens philosophique est une de ces formes de vie. Sa date a l'air chaque année choisie pour mettre en perspective tous les autres festivals de l'été, ces fêtes souvent serviles. Ici au moins on se refuse à jouer candidement le jeu, à jouer le jeu sans le savoir, à se laisser prendre sans comprendre, à se laisser aller sans jouir. Probablement y a-t-il là un piège supplémentaire. On le sait. *« Le beau n'est pas notre territoire*, dit Achiary, *on est au-delà. »* On pourrait appliquer la phrase à l'émotion. Uzeste musical est au-delà et en tout cas jamais dans l'émotionnel. Par pudeur sans doute, ce qui fait qu'on n'y parle jamais d'amitié, au sens philosophique toujours, alors qu'on y vient des six coins de l'Hexagone pour cela. Par pudeur certainement, comme Lous Pinhadas évoque sous les chênes un midi pluvieux la silhouette d'Alban Lubat le père, accordéoniste de bistrot, militant, sincère, disparu cet hiver sans qu'Uzeste disparaisse avec lui.

FRANCIS MARMANDE

▶ 17e Uzeste musical. 33 730 Uzeste. Tél. : 56-25-38-46. Jusqu'au 21 août.

ARTS

LE CERCLE DE GAUGUIN EN BRETAGNE

Les palettes de Pont-Aven

PONT-AVEN

de notre envoyé spécial

Comment faire cohabiter dans la même exposition des tableaux épatants et d'autres ridicules ? Il suffit de prendre un pari, risqué il est vrai : marquer le centenaire du dernier passage de Gauguin en Bretagne en ne retenant que les toiles exécutées par lui ou ses amis durant l'année 1894. Cela donne le meilleur parfois, et le pire le plus souvent.

Gauguin avait séjourné à Pont-Aven en 1886, puis en 1888 et 1889. Les autres peintres habitués du lieu le considéraient, à juste titre, comme un révolutionnaire, et il y fit école. Les jeunes artistes parisiens, Sérusier en tête, y venaient comme en pèlerinage, suivre les conseils du maître, qui fut pour beaucoup dans la naissance du mouvement nabi.

En 1894, la situation a changé, le voyage de Gauguin à Tahiti l'a rempli de visions nouvelles et a exacerbé son refus de toutes les conventions. Surtout, les débutants se sont affirmés pendant son absence et ne sont pas prêts à accepter la nouvelle manière de leur ancien mentor. C'est cette rupture qu'on prétend mettre en évidence en juxtaposant soixante-dix œuvres exécutées pour la plupart (les organisateurs ont pris parfois quelques libertés avec la règle qu'ils s'étaient fixées) durant cette seule année. Le résultat entérine, sans qu'il soit possible de la discuter, la thèse d'une absence totale d'influence de Gauguin à cette époque. Il révèle en tout cas l'absurdité consistant à réunir tous les barbouilleurs des côtes du Finistère sous la même bannière : si Gauguin fit école à Pont-Aven, il eut de bien mauvais élèves.

L'exposition montre enfin – mais qui en doutait ? – à quel point sa peinture se détache de celle de ses disciples, qu'elle domine de cent coudées. Hors le talent, son goût des horizons lointains y est pour beaucoup. L'Océanie imprègne ses toiles, fussent-elles bretonnantes. Ses paysannes ont de faux airs de vahinés, sa *Jeune chrétienne*, native – croit-on – de Concarneau, porte le modèle de robe dont les missionnaires de Tahiti couvraient la nudité des indigènes. Le choc des cultures est encore plus net dans sa *Nuit de Noël*, qui superpose une vue de l'église de Pont-Aven et celle d'un calvaire imaginaire aux sculptures inspirées par le Bouddha du temple de Borobudur.

Un égal manque d'intérêt

Au sein du « cercle de Gauguin en Bretagne », comme on a choisi de titrer l'exposition, Sérusier est peut être le plus proche de cette préoccupation. A ce détail près que son exotisme trouve refuge dans un Moyen âge de pacotille : l'*Hommage à la duchesse Anne dans la forêt de Brocéliande* est un morceau pathétique avec duchesse en sabots et chapeautée d'un hennin, et des petits Bretons vêtus de peaux de bête. Hilarant, hélas !

Pour le reste, il est difficile de trouver un point commun entre les dessins de Bevan, les aquarelles de Chamaillard, les toiles de Chaudet, de Loiseau, de Moret ou de Delvallée, les gravures de Dezaunay, si ce n'est, le premier mis à part, un égal manque d'intérêt. Certains tableaux sont si mauvais qu'on se surprend à apprécier l'accrochage beaucoup trop dense (il faut dire à la décharge des responsables qu'on a rarement vu un lieu d'exposition aussi ingrat que le musée de Pont-Aven) et uniforme. L'amas de ces peintres qui, s'ils n'avaient croisé fortuitement Gauguin, seraient retombés fort justement dans l'oubli est d'un tel ennui qu'il fait ressortir naturellement les plus réjouissants d'entre eux, comme Puigaudeau, un amoureux des effets de lumière nocturnes, dont la fenêtre éclairée du *Calvaire de Rochefort-en-Terre* construit un espace remarquable. Son *Feu d'artifice*, rendu dans une touche étonnante, fine et dynamique, aux antipodes de la manière plombée de ses confrères, est un autre morceau de bravoure. Il y d'autres heureuses surprises, des Maurice Denis biens jolis, des Maufra vigoureux, et les toiles éclatantes de Wladyslaw Slewinski et de Roderic O'Conor, qui confirment que le goût des contrastes violents de couleurs complémentaires n'a pas été l'apanage des Fauves, et que Gauguin ne perdait pas son temps lorsqu'il enseignait aux jeunes à choisir dans leur palette les tons les plus intenses. Tant pis pour ceux qui ne l'ont pas entendu.

HARRY BELLET

▶ « Le Cercle de Gauguin en Bretagne. » Musée de Pont-Aven, Place de l'Hôtel-de-Ville, 29930 Pont-Aven. Tél. : 98-06-14-43. Jusqu'au 26 septembre. Le catalogue est à l'image de l'exposition : disparate. 104 pages, 160 francs.

ART MODERNE FLAMAND à L'Isle-sur-la-Sorgue

Les métamorphoses du réalisme

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

de notre correspondant

Des bords de l'Escaut sont descendues jusqu'aux rives de la Sorgue trois expositions successives d'art flamand. La dernière en date, après l'art ancien et l'art contemporain, couvre la période 1880-1940, soit en gros du réalisme à l'expressionnisme et à l'art abstrait : période féconde où les artistes flamands, tout en participant des avant-gardes européennes, ont affirmé néanmoins leur particularisme. Dès le hall de l'hôtel Campredon, une œuvre d'Eugène Laermans, datée de 1907, des baigneuses d'une robustesse paysanne et vraies comme le quotidien, donne le ton général d'un art qui prend d'abord en charge la réalité, même quand il s'agit comme ici de composer une sorte d'allégorie. Ainsi, les deux sculptures réalistes de Constantin Meunier, la *Femme du peuple* et *le Faucheur* ne sont-elles pas si éloignées du mystique *Agenouillé de la fontaine* de Georges Minne, ce sculpteur qui fit partie du groupe de Laethem Saint-Martin, du nom du village près de Gand où quelques artistes s'étaient retirés pour y méditer et travailler comme dans un monastère.

Une angoisse sans issue

D'ailleurs, les hommes de cette époque, engagés dans les révolutions plastiques accélérées, échappent aux définitions d'école trop précises. On repère *« l'impressionnisme autochtone »* de Guillaume Vogels, avec sa plage de sable clair sous un ciel d'orage. Mais James Ensor aussi l'illustra, dont la singularité ne se laisse pas réduire à cette étiquette. Il n'y a pas ici, de lui, une de ces précieuses mers du Nord enfiévrées de personnages de kermesse mais de lourds portraits largement brossés dans une pâte sombre et des cocasseries postérieures, aux couleurs claires, comme un beau masque de Pierrot entouré de crânes. Son génie burlesque a droit à un cabinet particulier pour une suite de dessins et de gravures grouillant de caricatures ou concentrés sur le mystère d'un seul objet.

L'exposition éclaire d'œuvres significatives des parcours individuels : Emile Claus passant d'un réalisme figé dans *le Pique-nique* au néo-impressionnisme de *la Journée ensoleillée* ; Théo van Rysselberghe évoluant du symbolisme – un admirable portrait de jeune fille en rouge, – au pointillisme délicat dont il use pour son *Campement près d'une ville marocaine*. Ou encore Rick Wouters sculptant une épouse aimée comme une bacchante de Rodin ou la peignant dans son rôle maternel avec un fauvisme attendri.

Un peintre moins « historique », Adrien Heyman, trouve une modulation sensible au néo-impressionnisme en juxtaposant des touches horizontales et obliques pour faire surgir du tableau la lumière d'un sous-bois.

Dans la part du symbolisme, qui a largement inspiré les artistes belges, les organisateurs, tout en montrant Fernand Khnopff et les maîtres de Laethem Saint-Martin – Albert Servaes, Valerius de Saedeler, Gustav van de Woestijne, – ont voulu privilégier Léon Spilliaert. Le plus étrange, le plus solitaire, le plus hanté. Dans une série d'œuvres au noir dont l'angoisse est sans issue, l'*Autoportrait au miroir* témoigne d'un effroi sans nom devant l'assaut des ténèbres.

Pourtant, c'est la participation expressionniste qui marque le plus profondément l'exposition de L'Isle-sur-la-Sorgue, sans doute par le nombre et la qualité des pièces rassemblées mais aussi parce que l'identité flamande y démontre, dans la déformation énorme et dans le rêve même, son implantation obstinée dans le réel. Constant Permeke domine la puissante fanfare expressionniste avec des œuvres majeures, d'un petit paysage du Devonshire aux somptueux empâtements – le peintre, grièvement blessé durant la Grande Guerre, avait été transporté en Angleterre, – jusqu'aux compositions monumentales : *l'Homme au panier*, *la Scarleuse* et *la Maternité*, dont les formes démesurément amplifiées sont traitées dans une couleur élémentaire.

Gustave de Smet accommodant à sa façon les leçons du cubisme, Fritz van den Berghe « mécanisant » ses personnages, Edgard Tytgat célébrant Chagall avec une naïveté feinte, Frans Masereel gravant sur bois les horreurs de la guerre ou le lyrisme des cheminées d'usine, l'accompagnent avec plus ou moins de violence. Cette exposition s'achève sur les toiles emblématiques de Victor Servranckx et sur les compositions typographiques de Jozef Peeters, des linos de 1921 évoquant les recherches semblables des constructivistes russes.

JEAN-JACQUES LERRANT

▶ Des bords de l'Escaut aux rives de la Sorgue : Les modernes, du réalisme à l'expressionnisme, 1880-1940, Hôtel Campredon, L'Isle-sur-la-Sorgue, jusqu'au 30 octobre. Tél. : 90-38-17-41.

AFFICHES

SAVIGNAC à Bellac

Un artiste militant

BELLAC

de notre envoyé spécial

Le lot du graphiste publicitaire, c'est la célébrité anonyme. Raymond Savignace est un de ces inconnus fameux. L'exposition de Bellac qui lui est consacrée s'ouvre sur l'affiche Monsavon (1949) qui mit sur orbite le dessinateur relativement âgé (il avait quarante-deux ans) jusqu'alors voué aux seconds rôles chez les affichistes Cassandre ou Villemot. Elle se poursuit sur d'autres images – le zèbre Cinzano (1951), le basset noué Bic (1956), le demi-bœuf Maggi (1960) – aussi présents dans les mémoires. Suivent une centaine d'œuvres, esquisses, dessins, photos, et aphorismes sur le langage de la publicité. *« Savignac use d'un lexique simple qu'on pourrait appeler le langage quotidien de l'image »*, disait Roland Barthes.

Ses réussites publicitaires ont fait oublier qu'il fut l'affichiste de Maurice Baquet et Raymond Devos, celui aussi des films d'Yves Robert (ce qui paraît logique) et de Robert Bresson (ce qui est plus inattendu). L'exposition de Bellac présente aussi un Savignac inconnu : l'artiste militant. Ecologiste, contre la voie sur berge Pompidou (1972, Notre-Dame naufragée dans un flot de voitures grises et noires), ou pour la protection du littoral (1986), il est surtout, vigoureusement et obstinément antisocialiste (des projets d'affiches pour le PR et le CNI). Cette démarche du « citoyen affichiste », il la voit tout aussi directe que le reste de son travail : *« Il* [le dessinateur] *dédaigne les sentiers cahoteux de la polémique et s'engage résolument dans la voie express du pamphlet. »*

GEORGES CHATAIN

▶ Savignac. Entrepôts Giraud, 87300 Bellac. Tlj de 10 h à 12 h et de 15 h à 19 h. Fermé le lundi matin. Jusqu'au 4 septembre.

En s'abstenant de modifier le loyer de l'argent

La Bundesbank déçoit les marchés financiers

En laissant inchangés ses taux d'intérêt, jeudi 18 août, la Bundesbank a fortement déçu les marchés financiers. Après la hausse des taux américains mardi, ils espéraient une baisse en Allemagne. Les taux de long terme sont remontés, les Bourses ont piqué du nez et le dollar s'est affaibli.

■ ENTRETIENS. Trois économistes français, allemand et américain nous déclarent que le calme devrait néanmoins revenir sur les marchés financiers cet automne. Mais les taux longs vont rester élevés. La question principale pour la reprise provient des déficits budgétaires trop élevés.

Double joie ou bien aucune. La Bundesbank a fortement déçu les marchés financiers en décidant, jeudi 18 août, de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés et d'accorder ses deux prochaines prises en pension au taux fixe de 4,85 % (taux dit Repo). Le taux Lombard reste donc à 6 % et le taux d'escompte à 4,50 %, taux en vigueur depuis le 13 mai dernier. Les opérateurs sont déçus, car ils ne voulaient pas se contenter de la hausse des coûts de l'argent aux Etats-Unis que leur avait accordée la Réserve fédérale mardi. Ils voulaient, en complément, une baisse en Allemagne, c'est-à-dire en Europe. Par un geste, même petit, la Bundesbank devait leur confirmer qu'elle ne préparait pas une inversion de tendance, mais qu'elle allait poursuivre le desserrement monétaire en Europe.

Ce geste n'est pas venu. Les analystes en sont d'autant plus marris que les dernières rumeurs provenant de Francfort l'avaient laissé espérer. Les statistiques allemandes, en effet, confirment la mise sous contrôle de l'inflation. La masse monétaire en particulier s'approche, enfin, de son corridor autorisé (4 % à 6 %), avec une hausse revenue à 9,9 % en juillet après 11,4 % en juin. Un chiffre plutôt meilleur que celui attendu.

La Bundesbank n'a pas commenté sa décision, mais on peut penser que la vigueur de la reprise allemande, si elle n'est pas porteuse encore d'inflation, la pousse néanmoins à temporiser (lire les déclarations ci-contre du Dr Siedenberg). En outre, on sait combien la gardienne du mark aime se faire attendre et déteste faire ce qu'on attend, trop visiblement, d'elle.

Partie remise donc, peut-être lors de la prochaine réunion du conseil central le 1er septembre. D'ici là, les marchés risquent tout de même de tanguer. Pour marquer leur déception, les marchés obligataires ont piqué vers le bas, et les taux d'intérêt se sont retendus. Jeudi, à New-York, les taux des bons du Trésor à trente ans sont remontés à 7,50 % contre 7,40 % la veille, et 7,36 % mardi. A Paris l'OAT dix ans repartait à 7,86 % contre 7,74 % mercredi.

Les Bourses ont reculé jeudi : Paris de 1,20 %, Londres de 0,20 %, Francfort de 0,40 % et New-York de 0,56 %. Le repli pourrait s'accélérer si les autres places font comme Tokyo, qui a perdu, vendredi matin, 1,68 %.

Autre conséquence : le dollar reflue malgré les espoirs de beaucoup de le voir monter. Il n'était d'ailleurs – assez curieusement – pas remonté vraiment mercredi après la décision de la Fed. Sa fragilité est telle que le billet vert semble bloqué sous les 100 yens et les 1,55 DM. Jeudi, il reperdait encore 1,25 yen à 98,63 yens et 1 pfennig à 1,54 DM. A Paris, il revenait à 5,29 contre 5,3088 francs.

Toutefois, à plus long terme, les économistes ne s'attendent pas à un automne financier autant perturbé que le printemps. La Fed a fait son travail, et la Bundesbank, personne n'en doute, poursuivra sa politique actuelle de détente des taux. Mais tous considèrent néanmoins que les taux longs ne vont pas véritablement baisser d'ici à la fin de l'année. L'argent restera cher pour l'investissement et ce, durablement. La reprise s'en ressentira forcément.

ÉRIC LE BOUCHER

DOMINIQUE GRABER, directrice adjointe des études à la banque Paribas

« Une période défavorable s'ouvre pour la France »

« Pensez-vous que les marchés financiers vont retrouver leur calme dans les semaines à venir ?

– La banque centrale américaine a fait son travail. Certains estiment qu'en rehaussant les taux d'un demi-point, la Fed a exagéré et qu'elle est passée d'une politique de neutralité à une véritable politique de resserrement monétaire. Je ne le crois pas. Si vous ôtez l'inflation de 2,8 %, au taux des fonds fédéraux (le loyer de l'argent au jour-le-jour aux Etats-Unis) de 4,75 % qui sont actuellement pratiqués sur le marché américain, vous obtenez un prix d'intérêt réel de 1,95 %, qui reste dans la fourchette de 1,5 % à 2 % dans laquelle je considère que la politique monétaire est neutre.

» La Bundesbank, elle, n'a pas bougé, mais nous pensons que la baisse des taux n'est pas achevée en Allemagne. Les risques d'inflation y sont faibles. Les négociations salariales, qui en sont le facteur principal, devraient se conclure pour 1995 autour d'une hausse des salaires de 2,5 % après 2 % en 1994 parce que les syndicats tiennent compte d'un chômage qui reste fort. » La Bundesbank a donc encore de la marge.

Au total, les marchés devraient donc rentrer doucement dans l'ordre. On devrait observer une reprise sur le marché obligataire américain.

– Quelles sont vos estimations du niveau des taux à la fin de l'année ?

– Aux Etats-Unis, les taux de long terme devraient revenir des 7,20 % actuels à 6,60 % ou 6,80 % à la fin de 1994. En Europe, l'amélioration sera moins forte car les non-résidents continuent de bouder les Bunds allemands. Ils hésitent à cause du mark qui reste surévalué et qui risque donc de baisser un peu. Toutefois les ménages allemands vont revenir sur le marché des obligations allemandes contribuant à détendre les rendements. Les taux allemands pourraient donc redescendre des 7,15 % actuels vers 6,80 %. Pour les taux de court terme, nous tablons sur des fed funds américains à 5,25 % en fin 1994 et à un taux de l'escompte allemand à 4 % contre 4,50 % aujourd'hui. Autrement dit, on observera un découplage croissant des taux courts entre l'Europe, où ils vont baisser, et les Etats-Unis, où il vont monter encore. Mais les taux longs vont plus ou moins s'égaliser. Ils resteront en tout cas élevés en Europe.

– En 1995 et après, pourront-ils redescendre ?

– Il y a peu de chance. La concurrence mondiale pour l'épargne va au contraire rendre le coût de l'argent durablement plus élevé. Les pays du Nord comme les pays en développement et ceux de l'Est ont besoin de financement. Il n'y a plus, comme dans les années 80, une zone qui servait de source nette d'épargne pour le monde entier. Dès 1995, les taux devraient se tendre, en tendance.

– Et en France ?

– Le plus inquiétant est que le décalage avec l'Allemagne va nettement se renforcer. Le chancelier Kohl a toutes les chances d'être réélu en octobre alors que l'élection présidentielle française n'aura lieu qu'en mai 1995 et qu'elle est incertaine. Les investisseurs vont comparer les deux pays et risquent de trouver le tableau allemand meilleur. Une période défavorable à la France s'ouvre donc. On devrait voir le franc se fragiliser à 3,45 francs pour 1 mark et le différentiel de taux avec l'Allemagne se creuser de 0,50 % actuel à 0,80 %.

– Quel est le principal frein à la reprise en Europe ?

– La reprise est finalement plus précoce et plus rapide que prévu. Le danger, pour les marchés financiers, est qu'elle soit trop forte ! Car elle serait porteuse alors de menaces inflationnistes qui inquiéteraient les investisseurs. Ces derniers pousseraient les taux d'intérêt de long terme à nouveau à la hausse. L'existence de déficits budgétaires très élevés en Europe est un facteur aggravant. Les gouvernements seront soumis à une pression forte pour les réduire, et les marchés seront impitoyables à juger leur capacité à le faire. Ils distingueront les bons élèves comme l'Irlande ou l'Allemagne des mauvais comme la Suède, la Belgique ou l'Italie, qui paient déjà l'argent encore plus cher qu'ailleurs. La France se situe pour l'instant au milieu, dans l'incertain.

Propos recueillis par
E. L. B.

Dr AXEL SIEDENBERG, directeur de la Deutsche Bank Research (Francfort)

« Pas de baisse des taux allemands dans l'immédiat »

« Par sa décision de ne pas abaisser ses taux le jeudi 18 août, la Bundesbank a déçu les marchés. Faut-il craindre une nouvelle période de nervosité ?

– La Réserve fédérale avait contribué, mardi, à calmer le jeu. Si elle n'avait rehaussé les taux des Federal Funds que d'un quart de point, ou pis, si elle les avait laissés inchangés, on aurait pu craindre le pire. Les opérateurs s'inquiètent en effet de la persistance du rythme élevé de la croissance américaine et des risques d'inflation. En Allemagne les choses sont plus compliquées. L'économie allemande a besoin d'un abaissement du coût de l'argent. La descente des taux pratiquée par la Bundesbank a été trop lente, compte tenu du recul de l'inflation. Les taux d'intérêt de long terme sont également élevés à cause de la nervosité, que vous soulignez, depuis le début de cette année. Mais la vigueur inattendue de la croissance allemande inquiète les investisseurs. Certains, notamment à Londres, évoquent un retour des tensions sur les prix dès 1995. Telle n'est pas notre analyse à la Deutsche Bank. Nous ne voyons pas de risque inflationniste avant 1996. Mais la Bundesbank connaît ces craintes et elle est obligée d'en tenir compte.

» Encore une fois, l'Allemagne a besoin d'une baisse du coût de l'argent, mais je considère que la Bundesbank a eu raison de laisser ses taux inchangés jeudi et de vouloir attendre la publication de nouvelles statistiques qui écartent clairement tout risque inflationniste aux yeux des opérateurs. Au second semestre, le rythme de la reprise va se ralentir et, les taux à long terme vont se détendre. Le climat sera meilleur pour reprendre la baisse des taux allemands.

– Mais les marchés seront-ils patients ?

– Il faut faire entrer en ligne de compte les élections au Bundestag, le 19 octobre. La Bundesbank s'interdira de bouger lors de la campagne électorale pour préserver son indépendance. Dès lors, il est peu probable qu'elle décide de bouger ses taux au-delà de sa prochaine réunion bimensuelle, qui se tiendra le 1er septembre. A mon avis, il sera encore trop tôt pour abaisser les taux à cette date. La baisse est donc repoussée à la fin octobre. Bien entendu, le climat va se tendre d'ici au 1er septembre, d'autant que le taux Repo [des prises en pension] a été laissé inchangé à 4,85 %. La pression sera forte.

– A la fin de 1994, où en serons-nous ?

– Nous prévoyons des taux courts stables aux Etats-Unis et en petite baisse en Europe. Le taux de l'escompte allemand devrait passer des 4,50 % actuels à 4,25 % ou 4 %. Les taux longs devraient être stables à 7,30 % aux Etats-Unis et en recul à 6,75 % en Allemagne.

– Quel frein voyez-vous à la croissance en Europe ?

– Le principal est la hauteur des déficits publics. Les marchés punissent déjà les monnaies des pays dont les gouvernements ne leur paraissent pas déterminés à les réduire. Ils subissent des taux d'intérêt plus élevés qui vont ralentir leur croissance. »

Propos recueillis par
E.L.B.

JOHN LIPSKY, économiste en chef chez Salomon Brothers (New-York)

« Le dollar devrait se renforcer sur une longue période »

« Pensez-vous que la récente décision de la Réserve fédérale de relever d'un demi-point son taux d'escompte et celui des fonds fédéraux est susceptible de calmer durablement les marchés financiers ?

– Je pense que oui car les marchés devraient prendre en compte l'effet limité de la menace inflationniste et l'amélioration générale de la conjoncture en Europe.

– La plupart des spécialistes tablaient sur un relèvement d'un quart de point. La Fed a finalement opté pour un demi-point. Avez-vous été surpris par cette décision ?

– Non, car ce relèvement des taux est destiné à avoir un effet sur les marchés obligataires, sur le long terme, mais aussi sur le dollar, qui devrait s'en trouver renforcé. Il fallait que la hausse soit significative.

– Pour le moment, on ne peut pas dire que la monnaie américaine s'en trouve véritablement renforcée. Le dollar continue à s'affaiblir sur les marchés...

– Sans doute. Mais c'est sur une plus longue période qu'il faudra juger les effets de la politique monétaire de la banque centrale américaine. Les effets à court terme ne sont pas nécessairement significatifs. D'autant que la Fed devra sans doute relever à nouveau ses taux d'intérêt...

– A brève échéance ?

– Certainement avant la fin de l'année dans la mesure où la croissance de l'économie américaine est suffisamment assurée pour ne pas avoir à pâtir d'un éventuel relèvement des taux à court terme...

– ... Qui serait aussi d'un demi-point ?

– Je pense que la Fed peut effectivement aller jusqu'à 50 points de base.

– Voilà pour les taux courts. Quelles sont vos prévisions pour les taux à long terme pour la fin de l'année ?

– Ils devraient baisser, mais avec un plus-haut autour de 7,5 % à 8 %.

– Au-delà des questions monétaires, quels sont les problèmes qui, selon vous, risquent encore de peser sur l'économie américaine et, par ricochet, sur le dollar et sur les marchés financiers ?

– Pour l'instant, nous connaissons une situation exceptionnellement positive. La croissance est bien repartie, l'investissement croît rapidement, la productivité est en hausse sensible, et le chômage diminue. Le développement sans doute exagéré des marchés de produits dérivés (marchés à terme et d'options, swaps...) est un motif de préoccupation en raison de leur caractère spéculatif, mais on ne peut pas dire que ce problème menace réellement la santé du système financier. A mon sens, la principale difficulté à laquelle nous serons prochainement confrontés est la question de la politique fiscale de l'administration. A tort ou à raison, les marchés sont convaincus que les projets actuellement déposés sur le bureau du Congrès, à l'initiative du président Clinton, pour comprimer les dépenses de santé, comporteront un coût significatif à court terme pour le budget de l'Etat, avant de faire éventuellement sentir leurs effets bénéfiques sur une plus longue période. Or toute aggravation du déficit budgétaire américain a des effets sur le comportement des marchés financiers. C'est là un véritable sujet de préoccupation. »

Propos recueillis par
SERGE MARTI

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ **Commerce extérieur : déficit de 9,37 milliards de dollars en juin.** – Le commerce extérieur des Etats-Unis a été déficiataire de 9,37 milliards de dollars en juin contre 9,52 milliards en mai (chiffre révisé). Sur la base des chiffres de la balance des paiements, les exportations (58,17 milliards de dollars) ont augmenté de 3,6 % en un mois grâce surtout à l'aéronautique, aux télécommunications et aux équipements informatiques. Les importations (67,54 milliards de dollars) ont progressé de 2,8 % par rapport à mai. Près de la moitié de la hausse des achats à l'étranger est d'origine pétrolière. Sur un an (juin 1994 comparé à juin 1993) les exportations progressent de 12,8 % et les importations de 13,5 %. Depuis le début de l'année, le déficit commercial cumulé des Etats-Unis atteint 51,7 milliards de dollars soit nettement plus que pendant la même période de 1993 (33,5 milliards de dollars). Le déficit bilatéral avec le Japon a atteint 5,5 milliards de dollars (– 59,3 milliards pour l'ensemble de 1993), celui avec l'Union européennne 1,3 milliards de dollars (– 1,94 milliard de dollars en 1993).

GRANDE-BRETAGNE

■ **Ventes de détail : + 0,4 % en juillet.** – Les ventes de détail ont progressé de 0,4 % en juillet par rapport à juin après correction des variations saisonnières. Par rapport à juillet 1993, la progression est de 3,8 % (+ 3,3 % en juin). En juillet, les ventes de produits alimentaires ont augmenté de 1,4 % par rapport à juin et de 6,9 % par rapport à juillet 1993, tandis que les ventes d'habillement et de chaussures progressaient de 0,2 % et de 5,6 %. Les ventes de biens ménagers ont au contraire baissé de 0,7 % par rapport à juin, en dépit de fortes réductions de prix pendant les soldes d'été. Elles ont augmenté de 2,3 % sur un an. Pour les trois mois clos en juillet, les ventes de détail ont augmenté de 0,9 % par rapport aux trois mois précédents et de 3,7 % par rapport à la période correspondante de 1993.

SUÈDE

■ **Le chômage touchait 8,8 % de la population active en juillet.** – Le taux de chômage en Suède s'est établi en juillet à 8,8 % de la population active contre 8,5 % en juin, selon des données publiées, jeudi 18 août, par l'Office national des Statistiques (SCB). Le nombre de sans-emploi a atteint le mois dernier 395 000 personnes, contre 375 000 recensées en juin. En juillet 1993, le nombre de chômeurs en Suède était de 435 000.

THOMSON SA : Standard & Poor's-ADEF abaisse les notes du groupe. – L'agence d'évaluation financière Standard & Poor's-ADEF a annoncé, jeudi 18 août, une baisse des notes attribuées à la dette émise ou garantie par le groupe Thomson SA : celle pour la dette à long terme passe de A à A - et celle pour la dette à court terme de A-1 à A-2. SP-ADEF justifie ces baisses par les déboires du Crédit lyonnais, dont Thomson-CSF, filiale de Thomson SA, est actionnaire, ainsi que par les perspectives réduites de désendettement du groupe public.

ÉCONOMIE

Le débat sur la privatisation partielle du constructeur automobile

Renault, « symbole national » malgré lui

Il faut se rendre à l'évidence : Renault est un cas particulier, une exception. Depuis l'arrivée d'Edouard Balladur à Matignon, jamais un projet de privatisation n'a suscité autant de réactions hostiles, syndicales ou politiques.

Alors que les précédentes opérations de cession d'entreprises publiques n'avaient guère provoqué de remous, l'éventuelle privatisation partielle de Renault attise les passions. Prudent, le gouvernement temporise et se voit contraint de procéder à des manœuvres d'approche exceptionnellement précautionneuses. Ce n'est que *« courant septembre »* que Renault sera fixé sur son sort (*le Monde* daté 7-8 août).

Le premier constructeur automobile français représente, il est vrai, bien davantage que ses 170 milliards de francs de chiffre d'affaires ou 1,8 million de véhicules vendus chaque année. Edouard Balladur le reconnaît ; Renault est *« une sorte de symbole national »*. Nationalisé en 1945 pour cause de collaboration, le groupe évoque pêle-mêle un bel exemple de réussite d'une entreprise publique, un vecteur d'accession à l'automobile dans les années d'après-guerre, un élément essentiel de l'image de l'industrie française à l'étranger mais aussi et peut-être surtout une certaine conception des relations du travail.

Longtemps, Renault a joué un rôle de *« vitrine sociale »* en avance sur son temps. Obtenue en 1955 à Billancourt, la troisième semaine de congés payés ne fut-elle pas votée par le Parlement l'année suivante alors que la quatrième semaine, conquise par le personnel de la Régie en 1962, ne sera généralisée que sept ans plus tard ? Renault, dont la politique salariale était l'une des plus favorables de la métallurgie, sera également pionnier pour la mensualisation. Sans compter quelques grandes grèves, dirigées de main de maître par la CGT qui, relais efficace du Parti communiste, régnait sans partage sur l'usine de Billancourt, consacrée « forteresse ouvrière » et capitale de la France sociale des années 60 et 70.

D'autant plus attachée à la défense de ces valeurs qu'elle a perdu depuis trois ans la majorité au sein du comité d'entreprise, la CGT voit dans une éventuelle privatisation un moyen de reconquérir le terrain perdu. Le Parti communiste, de son côté, tend la main à des socialistes disposés, si l'on en croit leur premier secrétaire, à *« rencontrer l'ensemble des forces progressistes »* pour faire échec au projet du gouvernement. Une attitude qui tranche singulièrement avec l'obstination que mirent les socialistes à obtenir, en 1990, la transformation de la régie Renault en société anonyme, ouvrant ainsi la voie à la fusion avec Volvo, c'est-à-dire au retour dans le secteur privé. Et qui, accessoirement, met en situation délicate Louis Schweitzer. Le PDG de Renault ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon, est en effet un partisan déterminé de la privatisation de son entreprise. Tout comme d'autres anciens hauts fonctionnaires socialistes présents au sein de la direction du groupe automobile.

Jouer serré

Redoutant des réactions du personnel et inquiet de devoir s'engager sur le terrain des *« acquis »*, le gouvernement, qui a déjà connu bien des déboires lorsqu'il a abordé les questions sociales, sait qu'il devra jouer serré. Pourtant, il n'est pas sûr que la réalité sociale actuelle de Renault corresponde encore à la légende. Pour tout dire, le symbole n'est plus ce qu'il était... Les 60 000 salariés de la firme au losange ne disposent d'aucun statut spécifique. Comme s'ils appartenaient à une société privée, ils dépendent des conventions signées dans la métallurgie et des accords propres à l'entreprise.

N'en déplaise à une conception très française, les *« acquis sociaux »* du personnel de Renault – globalement comparables à ceux dont bénéficie celui des très grandes entreprises – ne tiennent pas à la bienveillance de l'Etat mais à la négociation et, *in fine*, à la santé économique de l'entreprise. Si, en dépit du conflit de 1991 à l'usine de Cléon (Seine-Maritime), la qualité des relations sociales qui prévalent chez le constructeur est régulièrement citée en exemple, c'est que celles-ci ont fortement évolué.

Depuis le milieu des années 80, les cégétistes ne sont plus l'interlocuteur privilégié de la direction. Les temps de l'expression *« La CGT fabrique les voitures et Renault les vend »* sont bien révolus. L'« Accord à vivre », signé en 1989 avec tous les syndicats (hormis la CGT) introduit une flexibilité négociée tout en s'efforçant d'accorder des contreparties aux salariés et en développant la formation des moins qualifiés afin de *« construire l'entreprise de demain avec les hommes d'aujourd'hui »*. Renault a innové avec les préretraites à mi-temps, ce qui permet d'embaucher des jeunes, et procédé sans heurts à la fermeture de l'usine de Billancourt en acceptant d'associer les syndicats au suivi du reclassement des salariés licenciés. Par ailleurs, les rémunérations des cadres sont entièrement individualisées, ce qui serait proprement inimaginable dans une entité placée sous l'autorité de l'Etat-patron. Enfin, le statut d'entreprise publique n'a pas vraiment – c'est le moins que l'on puisse dire – contribué à assouplir la politique de gestion des effectifs qui s'est soldée par la suppression de 40 000 emplois en dix ans (départs volontaires et préretraites). *« Au fond, ce qui nous importe, c'est que Renault n'adopte pas les relations sociales de PSA et que nous obtenions des garanties sur le non-démantèlement de l'entreprise »*, souligne un syndicaliste CFDT.

Bien qu'il répète que la privatisation ne modifiera en rien les règles du jeu social d'une firme gérée *de facto* comme une entreprise privée, Louis Schweitzer devrait accepter de conclure avec les syndicats un *« accord sur la continuité des dispositions contractuelles »* sur le modèle de celui signé en octobre 1993 dans la perspective de la fusion Renault-Volvo. Jusqu'à présent, aucune entreprise privatisée n'a jugé nécessaire de confirmer de la sorte ce qui est déjà garanti par la loi.

Reste à rassurer au-delà de Renault, dernière grande firme automobile contrôlée par des fonds publics. Au sein du gouvernement, certains rêvent déjà de prendre à témoin les petits épargnants et *« d'opposer au symbole de la nationalisation celui de l'actionnariat populaire »*. Visiblement, Renault n'est pas près de devenir une entreprise comme une autre.

JEAN-MICHEL NORMAND

La lutte contre la dénationalisation rapproche les socialistes et les communistes

Après l'appel à *« l'union la plus large »* lancé, symboliquement, le 10 août, devant la porte des anciennes usines Renault de Billancourt, par Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste français, Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste, a affirmé, jeudi 18 août, sur RTL, qu'il espère rencontrer, dans la lutte contre la privatisation de Renault, *« l'ensemble des forces progressistes »*.

Le projet de dénationalisation, dévoilé par le ministère de l'économie au début du mois d'août, mais pour lequel le premier ministre demeure prudent, peut-il rapprocher les deux anciens partenaires de feu l'union de la gauche ? Le terrain est favorable à l'opposition. En chaque occasion, M. Hue ne manque pas de rappeler que, cinquante ans après la Libération, Edouard Balladur s'apprête à *« défaire ce qu'avait fait le général de Gaulle »*.

« Cette privatisation ne répond qu'à la nécessité de combler les trous du budget, qu'à la nécessité idéologique de faire passer une entreprise publique symbole dans le secteur privé, où elle sera vraisemblablement dans les mains des amis de M. Balladur », estime, de son côté, M. Emmanuelli. *« Le Parti socialiste s'opposera de toutes ses forces à la privatisation de Renault »*, a promis l'ancien président de l'Assemblée nationale. Au sein du PS, deux fabiusiens, Claude Bartolone et Daniel Percheron, ont même réclamé la démission de Louis Schweitzer, PDG de Renault et ancien directeur de cabinet de... Laurent Fabius (*le Monde* du 19 août).

Pétition de « rassemblement »

Le calendrier est également favorable à la gauche. Sur le plan économique, en raison des accords passés avec Volvo, le noyau dur des futurs actionnaires doit impérativement être constitué avant le 30 novembre prochain (*le Monde* du 10 août). Sur le plan social, le gouvernement a tout lieu de redouter une mobilisation syndicale à quelques mois de l'élection présidentielle. *« Renault est une sorte de symbole. Ce n'est pas uniquement un symbole politique et social, c'est aussi une sorte de symbole national »*, a reconnu prudemment M. Balladur, le 14 août, sur RMC.

Convaincu qu'après l'échec de Michel Rocard aux élections européennes, le Parti socialiste est désireux de mieux afficher son ancrage à gauche, M. Hue rêve déjà de voir le gouvernement une nouvelle fois *« reculer »*, comme il l'avait fait, au début de l'année, pour la réforme de la loi Falloux et l'institution du contrat d'insertion professionnelle. Avec l'appui du bureau national du PCF, réuni le matin même, il a pu ainsi « enfoncer le clou » en annonçant, jeudi, au journal de 20 heures de TF 1, le lancement d'une pétition nationale, *« qui vise au plus grand rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas que l'on brade le patrimoine national »*.

En butte à des résistances au sein de son propre parti, le dirigeant communiste se sert du projet de privatisation de Renault pour relancer la mise en œuvre du « pacte unitaire pour le progrès » qu'il avait proposé au mois d'avril dernier. Sans le dire, il prépare, aussi, la campagne présidentielle du Parti communiste, que, selon toute vraisemblance, il conduira lui-même.

JEAN-LOUIS SAUX

REPÈRES

COSMÉTIQUES

L'Oréal : feu vert à la reprise de Cosmair

Le conseil d'administration de L'Oréal a autorisé le groupe, jeudi 18 août, à prendre le contrôle de ses agents américain et canadien (Cosmair Etats-Unis et Cosmair Canada), suisse (Lorsa-Fagel) et espagnol (Procasa). Ces quatre agents exclusifs réalisent ensemble 8,4 milliards de francs de chiffre d'affaires (*le Monde* du 16 avril). La reprise par L'Oréal de son agent américain intervient alors que deux membres de la Chambre des représentants à Washington ont lancé un appel au boycott des produits du groupe français. Les deux représentants accusent L'Oréal, malgré toutes les dénégations du groupe, d'avoir boycotté Israël au cours des années 80, à la demande de la Ligue arabe.

PHARMACIE

Le dentifrice Email Diamant passe sous le contrôle du groupe américain Carter Wallace

Sofibel, filiale française du groupe pharmaceutique et cosmétique américain Carter Wallace, a annoncé, le 17 août, le rachat du dentifrice Email Diamant et d'autres produits grand public à Cofival, société liée au laboratoire français Pierre Fabre. Outre Email Diamant, Carter Wallace prend le contrôle de Santé Beauté, qui commercialise les amincissants Linéance, les pains dermatologiques Evoderm, les shampooings Evolane, les produits cosmétiques Hélène Curtis et les préservatifs Manix. Santé Beauté représente un chiffre d'affaires de 95 millions de francs et emploie soixante-dix salariés. Le groupe américain possède déjà les produits de toilette pour bébé Poupina, la solution nasale Stérimar et le baume dentaire pédiatrique Delabarre.

EN BREF

BASF : progression de 41,4 % des résultats semestriels. – Le chimiste allemand BASF a annoncé jeudi 18 août une hausse de 41,4 % de son bénéfice semestriel consolidé avant impôts, à 683 millions de DM (2,3 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires en augmentation de 7 %, à 23 085 milliards de deutschemarks. L'augmentation du chiffre d'affaires est due essentiellement à une hausse des volumes écoulés, car les prix restent pour la plupart *« au niveau insatisfaisant de 1993 »*.

ERICSSON : bénéfice avant impôts en hausse de 78 % au premier semestre. – Le groupe suédois de télécommunications Ericsson a réalisé un bénéfice avant impôt de 2,29 milliards de couronnes suédoises (1,56 milliard de francs) au premier semestre (+ 78 %) pour un chiffre d'affaires de 36,5 milliards de couronnes (+ 33 %). Ces hausses sont dues à la téléphonie mobile dont les ventes ont progressé de 80 %.

SONY : baisse de 49 % du bénéfice net trimestriel à 23,6 milliards de yen. – Le géant japonais d'électronique grand public Sony a enregistré au premier trimestre de son exercice 1994-1995 (avril-juin) une baisse de 49 % de son bénéfice net trimestriel, à 3,9 milliards de yens (1,26 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires consolidé de 864 milliards de yens (+ 4 %). Selon le groupe, la hausse du yen lui aurait fait perdre 43 milliards de yens de ventes. – *(AFP.)*

VOLKSWAGEN : pertes nettes divisées par huit au premier semestre. – Le constructeur automobile allemand Volkswagen a enregistré une perte nette consolidée de 209 millions de deutschemarks (– 716 millions de francs) au premier semestre, contre une perte de 1,6 milliard de deutschemarks pour la même période de l'année précédente. Le chiffre d'affaires semestriel a augmenté de 6,4 %, à 40,9 milliards de deutschemarks, croissant fortement à l'étranger (+ 14,8 %) mais baissant en Allemagne (– 3,2 %).

TRANSPORTS : reprise du trafic passagers pour les compagnies aériennes françaises. – Le trafic passagers des compagnies aériennes françaises marque une nette reprise depuis le début de l'année. Mardi 16 août, Air France et Air Inter ont annoncé une progression sensible de leurs performances. Pour Air France, entre janvier et juillet, le trafic kilométrique a enregistré une progression de 16 %. La reprise a été plus marquée sur les 4 premiers mois de l'année (+ 19 %) mais pour juillet, la hausse est de 11,7 %. Cette embellie a permis à la compagnie d'améliorer le coefficient de remplissage de ses avions qui est passé de 66,5 % à 73,5 % entre juillet 1993 et juillet 1994. Air Inter a enregistré quant à elle une hausse de 2,25 % de son trafic sur les sept premiers mois de l'année avec un total de 10,036 millions de personnes transportées.

MARCHÉS FINANCIERS

La tendance était très hésitante vendredi à la Bourse de Paris dans le courant de la séance à quelques jours de la liquidation mensuelle prévue mercredi 24 août. En repli de 0,18 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait vers 13 heures un gain de 0,14 % à 2 013,33 points. Un peu plus tôt, cet indice était en hausse de 0,50 % environ. Le marché était encore très calme, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs sur le marché à règlement mensuel.

Le MATIF, qui était en baisse au cours des premiers échanges, était en légère hausse de 0,08 % à 113,40.

Les opérateurs hésitent à s'engager dans un marché qui reste très volatil en raison de l'évolution des taux d'intérêt à long terme.

Parmi les titres en hausse sensible, on relevait Centrest + 4,5 %, CGIP + 4,2 % et Filipacchi + 3 %. Le groupe d'emballage franco-britannique Carnaud-Metalbox et la banque Demachy Worms et Cie ont déposé jeudi un projet d'offre de retrait (OPR) suivi d'un retrait obligatoire des actions de la filiale AMS Packaging, a indiqué jeudi un communiqué de Carnaud-Metalbox. Le groupe avait procédé en fin d'année dernière à une offre publique d'échange (OPE) sur sa filiale, dans le but de la retirer de la cote du second marché de la Bourse de Paris et d'améliorer la liquidité du titre Carnaud-Metalbox. A l'issue de l'OPE et du transfert sur le marché hors cote des titres AMS Packaging, en mars 1994, le volume des transactions a été très réduit, note le communiqué.

Soumise aux autorités boursières, l'OPR s'effectuerait sur la base de 42 FF par action AMS Packaging, et porte sur 0,27 % du capital (29 777 actions).

NEW-YORK, 18 août ▼ Désillusion

Wall Street a accéléré ses pertes jeudi, sous l'influence d'une remontée des taux d'intérêt à long terme sur le marché obligataire.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 755,43, en baisse de 21,05 points (– 0,56 %). Quelque 285 millions de titres ont été échangés.

Les baisses ont été plus nombreuses que les hausses : 1 287 contre 846, et 716 actions ont fini inchangées.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor a grimpé de nouveau à 7,50 % contre 7,40 % la veille au soir. Il avait reculé à 7,36 % mardi en clôture après le relèvement des taux de la Réserve fédérale. Du côté des valeurs, les firmes minières ont progressé grâce à la hausse du prix du métal jaune. L'once d'or a clôturé en hausse de 3,70 dollars, à 390,80 dollars, par rapport à la veille au soir. Devant ce raffermissement, des mines comme Newmont Mining ou Placer Dome ont été recherchées.

VALEURS	Cours du 17 août	Cours du 18 août
Alcoa	77 1/4	77 1/8
Allied Signal Inc.	35 1/2	35
American Express	27 5/8	27 1/4
ATT	53 1/8	52 7/8
Bethlehem Steel	20 1/2	20 1/4
Boeing	46 1/8	45 1/8
Caterpillar Inc.	109 3/4	108
Chevron	42 1/2	42 3/8
Coca-Cola	48 1/8	47 5/8
Disney Corp.	43 3/8	42 1/2
Du Pont de Nemours	58 1/2	58 7/8
Eastman Kodak	48 3/8	48 1/8
Exxon	59 5/8	59 1/4
General Electric	47 7/8	47 1/8
General Motors	51 1/8	49 7/8
Goodyear Tire	34 3/8	34 1/8
IBM	64 7/8	66 1/4
International Paper	71 7/8	71 3/8
Morgan (J.P.)	64 1/8	64 3/8
McDonnell Douglas	117	115 7/8
Merck and Co.	34 1/8	33 3/4
Minnesota Mining	54 1/4	53 5/8
Philip Morris	54 7/8	55 1/4
Procter & Gamble	56 1/4	56 1/4
Sears Roeb. and Co.	45 3/4	46 1/8
Texaco	60 1/4	60 1/4
Union Carbide	32 1/2	31 3/4
United Tech.	62 1/8	61 1/4
Westinghouse El.	12 1/4	12 1/4
Woolworth	15 1/2	15 3/8

LONDRES, 18 août ▼ Affaiblissement

Après un début de séance soutenu, les valeurs se sont affaiblies jeudi après-midi au Stock Exchange dans le sillage de Wall Street et du marché obligataire. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 7,7 points (0,2 %) à 3 182,6 points. Quelque 672,9 millions de titres ont été échangés contre 765,2 millions la veille.

L'annonce d'une hausse de 0,4 % des ventes de détail britanniques en juillet avait apporté du soutien dans la matinée. Bien que supérieure aux prévisions, la progression est jugée insuffisante pour justifier une hausse des taux d'intérêt britanniques. Du côté des valeurs, Euro Disney, qui a mis la dernière main à sa restructuration financière et a annoncé la nomination d'un nouveau directeur financier, a perdu 4 pence à 126.

VALEURS	Cours du 17 août	Cours du 18 août
Allied Lyons	6	5,98
BP	4,10	4,07
BTR	3,83	3,76
Cadbury	4,73	4,66
Glaxo	6,35	6,36
GUS	5,73	5,78
ICI	8,26	8,19
Reuters	5,01	5,06
RTZ	8,80	8,82
Shell	7,23	7,18
Unilever	11,28	11,17

TOKYO, 19 août ▼ Découragement

La Bourse clôturait en baisse sensible vendredi, affectée par la fermeté du yen. L'indice Nikkei a cédé 350,07 points (1,68 %) à 20 512,70. Des ventes, liées notamment à des arbitrages, ont affecté les cours dans des échanges relativement peu étoffés, beaucoup d'investisseurs étant restés en coulisses. Les gestionnaires étaient découragés en voyant le dollar repartir à la baisse malgré le relèvement des taux d'intérêt décidé mardi. Le billet vert a terminé la séance à 98,35 yens, en baisse de 1,53 yen par rapport à la clôture de la veille. Du côté des valeurs, le groupe d'électronique grand public Pionner se dépréciait avec l'annonce d'un recul de 43 % de son bénéfice courant au premier trimestre de son exercice 1994-95 (avril-juin).

VALEURS	Cours du 18 août	Cours du 19 août
Bridgestone	1 610	1 580
Canon	1 760	1 730
Fuji Bank	2 330	2 280
Honda Motors	1 730	1 670
Matsushita Electric	1 750	1 720
Mitsubishi Heavy	814	799
Sony Corp.	5 990	5 900
Toyota Motors	2 170	2 150

CHANGES

Dollar : 5,2775 ▼

Le dollar est en repli, jeudi midi à Paris, à 5,2775 francs sur un marché très calme après la réunion de rentrée ce jour du conseil central de la Bundesbank, qui a décidé de ne pas baisser ses taux directeurs. Le deutschemark cotait 3,4332 francs contre 3,4285 francs mercredi en fin de journée.

FRANCFORT	17 août	18 août
Dollar (en DM)	1,5592	1,5370

TOKYO	17 août	18 août
Dollar (en yens)	100,83	99,88

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (16 août) .... 5 1/4 % - 5 3/8 %

New-York (15 août) .... 4 %

BOURSES

PARIS

	17 août	18 août
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 034,48	2 010,54
(SBF, base 1000 : 31-12-90)		
Indice SBF 120	1 403,74	1 391,34
Indice SBF 250	1 360,22	1 349,38

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	17 août	18 août
Industrielles	3 776,48	3 755,43

LONDRES (indice « Financial Times »)

	17 août	18 août
100 valeurs	3 190,30	3 182,60
30 valeurs	2 502,50	2 490,50

FRANCFORT

	17 août	18 août
Dax	2 162,29	2 153,56

TOKYO

	18 août	19 août
Nikkei Dow Jones	20 862,77	20 512,70
Indice général	1 663,09	1 643,82

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E.U.	5,2890	5,2910	5,2976	5,3011
Yen (100)	5,3760	5,3809	5,4222	5,4298
Ecu	6,5202	6,5254	6,5127	6,5209
Deutschemark	3,4326	3,4362	3,4377	3,4430
Franc suisse	4,0857	4,0905	4,0986	4,1053
Lire italienne (1000)	3,3581	3,3610	3,3256	3,3301
Livre sterling	8,1937	8,1995	8,1969	8,2067
Peseta (100)	4,0930	4,0978	4,0644	4,0716

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E.U.	4 11/16	4 13/16	4 7/8	5	5 3/16	5 5/16
Yen (100)	2	2 1/8	2 3/16	2 5/16	2 1/4	2 3/8
Ecu	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 3/16	6 5/16
Deutschemark	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	4 15/16	5 1/16
Franc suisse	4	4 1/8	4 3/16	4 5/16	4 7/16	4 9/16
Lire italienne (1000)	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 7/8	10 1/8
Livre sterling	4 15/16	5 1/16	5 5/16	5 7/16	5 7/8	6
Peseta (100)	7 3/4	8	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 1/2
Franc français	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 13/16	5 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 19 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 6,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,19 % (2014,34)

Règlement mensuel

[illegible]

Comptant (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

Étrangères

[illegible]

Hors-cote (sélection)

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Sicav (sélection) 18 août

[illegible]

(1) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 20, multiplicat. nbre de titres par 20.
(2) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 15, multiplicat. nbre de titres par 15
(3) 3-6-94 Division val. liquidat. par 8, multiplicat. nbre de titres par 8.
(4) 3-6-94 Division valeur liquidat. par 2, multiplicat. nbre de titres par 2.

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 18/08	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,3570	5,3110	5	5,60
Ecu	6,5185	6,5220	—	—
Allemagne (100 dm)	342,9600	343,8500	330	354
Belgique (100 F)	16,6455	16,6475	16	17,10
Pays-Bas (100 fl)	305,4500	306,0200	292	314
Italie (1000 lires)	3,3595	3,3490	3,13	3,60
Danemark (100 krd)	86,3700	86,3700	82,20	90,50
Irlande (1 iep)	8,1315	8,0775	7,85	8,60
Gde-Bretagne (1 L)	8,2375	8,1985	7,85	8,70
Grèce (100 drachmes)	2,2645	2,2670	...	—
Suisse (100 f)	408,2500	409,0100	394	418
Suède (100 krs)	67,8200	67,7000	65	75
Norvège (100 k)	77,9300	77,9900	74	83
Autriche (100 sch)	48,7440	48,8370	47,10	50,20
Espagne (100 pes)	4,1040	4,0890	3,85	4,45
Portugal (100 esc)	3,3450	3,3400	3,05	3,75
Canada (1 $ can)	3,8994	3,8522	3,60	4,20
Japon (100 yens)	5,3437	5,3431	5,15	5,50

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 18/08
Or fin (kilo en barre)	64800	65000
Or fin (en lingot)	65100	65000
Napoléon (20f)	380	378
Pièce Fr (10 f)	320	310
Pièce Suisse (20 f)	380	378
Pièce Latine (20 f)	376	375
Souverain	480	478
Pièce 20 dollars	2600	2500
Pièce 10 dollars	1350	1330
Pièce 5 dollars	862,50	862,50
Pièce 50 pesos	2435	2430
Pièce 10 florins	391	391

Matif (Marché à terme international de France)
18 août 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 226 141

Cours	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94
Dernier	111,96	113,32	112,50
Précédent	112,72	114,22	113,36

CAC 40 A TERME
Volume : 19 921

Cours	Août 94	Sept. 94	Oct. 94
Dernier	2016	2023	2032,50
Précédent	2046	2053,50	2063

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

ILE-DE-FRANCE

La « plage du pauvre » accueille quarante mille personnes chaque week-end

La base de plein air de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) réclame les moyens de faire face à l'affluence estivale

Lieu de baignade et de jeux particulièrement prisé d'une partie des habitants de la banlieue parisienne, la base de plein air de Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise, doit faire face, durant l'été, à une affluence considérable. Ses responsables estiment qu'ils n'ont pas les moyens d'assurer la sécurité des visiteurs, ni la surveillance des baigneurs.

« On l'appelle la plage du pauvre.» Secrétaire trésorier du comité de base de plein air de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), Jean-Pierre Dacheux (Divers gauche), conseiller municipal d'Erasny-sur-Oise, cherche, pour décrire la station, les images les plus fortes. *« A cause de la crise économique, sans doute, les habitants de la banlieue parisienne viennent ici, le week-end, à défaut de pouvoir se rendre sur la côte normande. Ils arrivent aussi bien du Val-d'Oise que des Yvelines, de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et de Paris. De ce fait, la base souffre de plus en plus de surpopulation, et nous n'avons qu'une quarantaine d'emplois. Quarante pour quatre cents visiteurs en hiver, quatre mille au printemps, et quarante mille les week-ends d'été ! »*

Résultat, une multitude de risques, souvent liés au non-respect de la réglementation : depuis la noyade dans les nombreux étangs où la baignade est interdite, jusqu'aux incendies à partir de barbecues improvisés, en passant par les vols à la roulotte, les agressions, la détérioration de matériel. *« Bien sûr,* s'empresse d'ajouter M. Dacheux, *il n'y a que 10 %, environ, de notre public qui pose problème. La majorité de nos visiteurs sont satisfaits de la base de loisirs, puisqu'ils affluent de plus en plus. La base est un immense espace ouvert à tous, très attractif et donc impossible à contrôler. En tant que lieu de promenade et de nature, c'est extraordinaire, mais quand il y a une trop grande densité de population, elle devient un cul-de-sac, et nous sommes obligés de faire appel aux forces de l'ordre. Jusqu'à présent, rien de grave n'est arrivé, mais le pire menace toujours. »*

Le statut de station balnéaire

C'est au début du mois de juin que la goutte d'eau a fait déborder le vase. On a compté, alors, quarante-cinq agressions en un seul week-end. En face, un effectif d'agents de sécurité beaucoup trop insuffisant. Près d'une vingtaine d'entre eux patrouillent quotidiennement la base : six gendarmes et deux à trois voitures de police, le site se trouvant à cheval sur un secteur rural avec la commune de Neuville-sur-Oise, et un secteur urbain, avec Cergy, mais, à toute heure de la journée, ils sont susceptibles d'être appelés ailleurs, dans leurs zones de compétences, au moindre accident.

« Le comité souhaite obtenir un surclassement démographique pendant cinq mois de l'année, ainsi que le statut de station balnéaire, qui permettrait de bénéficier l'été d'un effectif plus conséquent d'agents de sécurité», explique M. Dacheux. Trois motions successives du comité lui-même, du syndicat d'agglomération de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et du conseil général, réclamant *« une augmentation des interventions des effectifs de police et de gendarmerie »,* ont été adressées au préfet. L'appel a été entendu le 10 juillet, avec l'envoi sur le site d'une centaine de policiers. *« C'est bien, mais cela vient trop tard,* estime un employé, *car on ne peut, aujourd'hui, que colmater les brèches. Il faut démarrer un plan d'action en janvier et non s'émouvoir, en mai ou en juin, au premier accident, comme chaque année. Car, à ce moment-là, on ne peut répondre que par la répression et ce n'est pas la meilleure solution. »*

A côté des actes de délinquance, le personnel a également une difficile partie à jouer avec ceux qu'il qualifie d'irresponsables : ceux qui utilisent des barbecues n'importe où, provoquant parfois des incendies, alors que des endroits appropriés ont été créés à cet effet ; ainsi que ceux qui se baignent en-dehors du seul lieu autorisé, mais payant. Certains jours de canicule, le spectacle est saisissant : des dizaines de jeunes plongent du haut du pont qui sépare l'étang de la Folie de l'étang des Eguerrets, quelques uns aggrippés en équilibre à ses piles. On déplore souvent des noyades, et les pompiers ont parfois du mal à remonter le corps à la surface, car ces étangs artificiels sont d'anciennes carrières au fond sableux et dangereux.

Augmenter le nombre d'emplois n'est pas dans les moyens de la base de loisirs de Cergy-Pontoise dont le fonctionnement est financé par la ville nouvelle, le conseil général, et les recettes, et dont les investissements sont assurés par les subventions des sabliers et par le conseil régional. Il y a deux ans qu'elle n'a plus rien reçu de ce dernier et elle est actuellement soumise à un audit qui devrait décider de son avenir financier. *« Nous sommes actuellement à un tournant de l'histoire de la base,* précise M. Dacheux. *Nous entrons dans une ère nouvelle. Les sabliers sont encore là pour un an. Ensuite, l'aménagement de la base sera terminé. On fêtera, en 1995, le vingtième anniversaire de sa création. »*

FRÉDÉRIQUE LOMBARD

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

L'AFFAIRE KAREN MCCOY. Film américain de Russell Mulcahy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8• (36-68-49-56) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2• (36-68-75-55) ; Rex, 2• (36-65-70-23) ; UGC Lyon Bastille, 12• (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55) ; Mistral, 14• (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15• (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

ANGIE. Film américain de Martha Coolidge, v.o. : Forum Horizon, 1• (36-68-51-25) ; UGC Danton, 6• (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Biarritz, 8• (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; v.f. : UGC Opéra, 9• (36-68-21-24) ; UGC Lyon Bastille, 12• (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13• (36-68-22-27) ; Mistral, 14• (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 3. Film américain de John Landis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1• (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6• (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8• (36-68-49-56) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, 15• (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17• (36-68-31-34) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2• (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12• (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13• (36-68-22-27) ; Mistral, 14• (36-65-70-41 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

SEX AND ZEN. (**) Film Hongkong de Michael Mak, v.o. : Espace Saint-Michel, 5• (44-07-20-49) ; Le Balzac, 8• (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

LE SOURIRE. Film français de Claude Miller : Gaumont Les Halles, 1• (36-68-75-55) ; Ciné Beaubourg, 3• (36-68-69-23) ; UGC Odéon, 6• (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, 6• (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; La Pagode, 7• (36-68-75-07) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Biarritz, 8• (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17• (36-68-31-34).

Les « chantiers verts » de l'été

Des étudiants russes et des jeunes de Neuilly-Plaisance réhabilitent des sites naturels en Seine-Saint-Denis

La municipalité de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) a profité de la période estivale pour proposer à des jeunes de la commune de consacrer deux semaines de leurs vacances à la restauration de milieux naturels. Organisée avec des associations de protection de la nature du département, cette opération a aussi été l'occasion de rencontres entre jeunes, puisque une douzaine d'étudiants russes invités dans des familles de la commune ont participé à ces « chantiers verts ».

Au début du mois de juillet, ces bénévoles ont réhabilité une mare forestière à Tremblay-en-France. Quelques semaines plus tard, douze étudiants originaires d'Irkoutsk, en Sibérie, et de la banlieue de Moscou et huit jeunes de Neuilly-Plaisance se sont efforcés de remettre en état une butte calcaro-marneuse dégradée par le passage des vélos tout terrain dans le parc forestier national de Sevran-Livry.

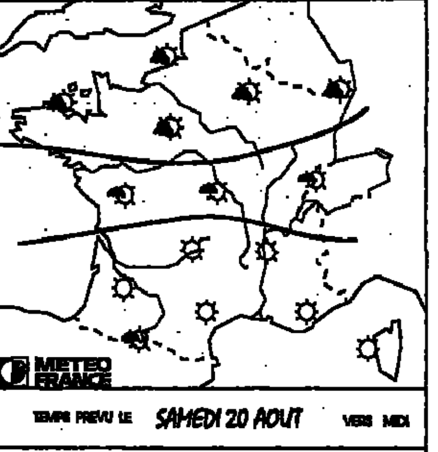
Encadrés par Michel Jacquin, président des Amis naturalistes des coteaux d'Avron (ANCA), et Vincent Le Calvez, président du Club connaissance et protection de la nature (CCPN) Les Etourneaux 93, ils n'ont pas ménagé leurs efforts. Mais le débroussaillage de taillis a aussi été l'occasion pour les jeunes venus de l'Est de découvrir certaines subtilités de la langue française. Grâce à Nicolas, qui participe cette année à son quatrième « chantier vert », Tatiana, élève à l'Institut des langues étrangères d'Irkoutsk, a enrichi son vocabulaire d'un grand nombre de noms d'insectes.

Avec Foued et Géraldine _ deux des huit jeunes bénévoles français, _ ces « travailleurs de l'été » ont entrepris de nettoyer les mares des coteaux d'Avron et de prendre soin des batraciens qui évoluent dans leurs eaux. Ils ont *pêché avec une épuisette »* un crapaud accoucheur et un triton crêté femelle, qu'ils ont mis à l'abri dans un site protégé par un arrêté de biotope. Ils ont aussi capturé des tortues de Floride, qui prolifèrent dans le lac du parc de Sevran pour le plus grand malheur des têtards qui ne résistent pas à leur appétit vorace, pour les expédier au centre de la Société protectrice des animaux de Gennevilliers.

Après quinze jours de travaux dans les sites verts du département, les étudiants russes ont eu droit à un peu de détente à Paris. Ils en ont profité pour visiter quelques musées de la capitale et parfaire leur connaissance de la culture française.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

MÉTÉOROLOGIE



Samedi : ensoleillé au Sud, plus mitigé au Nord. Pour toutes les régions situées au sud de la Loire, cette journée sera chaude et très bien ensoleillée. En revanche, au Nord, le ciel sera très nuageux au lever du jour, avec quelques formations brumeuses çà et là. Le soleil reviendra progressivement en cours de journée sur la majorité des régions ; cependant, du Pas-de-Calais à la Normandie et à la Bretagne les nuages resteront très nombreux, et il pleuvra même un peu sur l'extrême ouest en soirée.

Les températures minimales seront comprises entre 10 et 12 degrés au Nord et entre 14 et 17 degrés au sud. Près de la Méditerranée, il fera 19 degrés.

Dans l'après-midi les températures seront à la hausse, avec 21 degrés près des côtes de la Manche et 25 degrés dans l'intérieur pour les régions situées au nord de la Loire. Il fera 27 degrés des Charentes au Lyonnais et une trentaine de degrés du Sud-Ouest au Sud-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

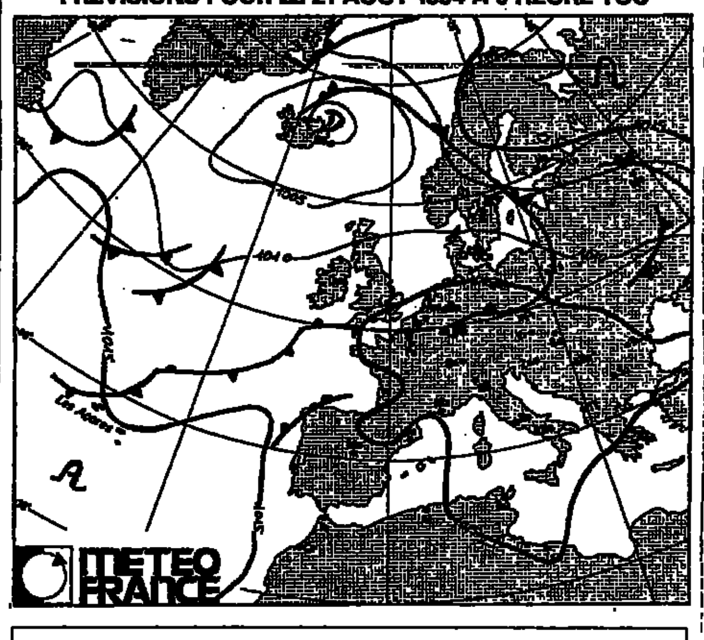


TEMPÉRATURES maxima - minima	
FRANCE	
AJACCIO	28/17
BIARRITZ	22/15
BORDEAUX	25/17
BOURGES	23/14
BREST	19/16
CAEN	20/16
CHERBOURG	19/15
CLERMONT-FER.	24/12
DIJON	22/13
GRENOBLE	27/13
LILLE	21/15
LIMOGES	22/13
LYON, BRON	23/14
MARSEILLE	29/21
NANCY, ESSEY	21/11
NANTES	22/17
NICE	28/22
PARIS-MONTS.	22/16
PAU	25/15
PERPIGNAN	29/19
POINTE-A-PITRE	32/26
RENNES	25/17
ST-ETIENNE	23/12
STRASBOURG	21/12
TOULOUSE	26/15
TOURS	23/15
ÉTRANGER	
ALGER	33/23
AMSTERDAM	19/12
ATHÈNES	32/24
BANGKOK	32/25
BARCELONE	29/23
BELGRADE	30/11
BERLIN	18/12
BRUXELLES	20/14
COPENHAGUE	16/13
DAKAR	32/24
GENÈVE	23/12
ISTANBUL	29/19
JÉRUSALEM	30/18
LE CAIRE	34/24
LISBONNE	33/17
LONDRES	23/15
LOS ANGELES	28/21
LUXEMBOURG	18/13
MADRID	35/18
MARRAKECH	43/24
MEXICO	21/13
MILAN	28/ 9
MONTRÉAL	22/15
MOSCOU	16/ 5
NAIROBI	21/ 9
NEW-DELHI	35/24
NEW-YORK	31/21
PALMA-DE-MAJ.	32/19
PÉKIN	33/25
RIO-DE-JANEIRO	-/-
ROME	31/19
HONGKONG	31/26
SÉVILLE	41/21
SINGAPOUR	32/25
STOCKHOLM	18/15
SYDNEY	18/ 8
TOKYO	33/27
TUNIS	38/25
VARSOVIE	17/10
VENISE	28/17
VIENNE	21/13

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-08-1994 à 18 heures TUC et le 19-08-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT 1994 A 0 HEURE TUC



Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, Michel Tatu, conseillers de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

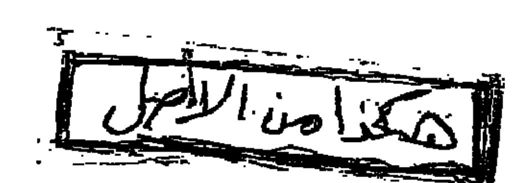
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION



VENDREDI 19 AOÛT

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : Extrême limite.
18.00 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.30 Série : Hélène et les garçons.
18.55 Série : K 2000.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45 Feuilleton : Les Cœurs brûlés. De Jean Sagols, avec Mireille Darc, Pierre Vaneck (7e épisode). *La suite du duel meurtrier entre Hélène et Isa.*
22.30 Série : Perry Mason. La Dernière Note, de Ron Satlof, avec Raymond Burr, Barbara Hale.
0.05 Série : L'Entrepôt du diable. La Plume empoisonnée, de Timothy Bond, avec John D. LeMay, Robey.

FRANCE 2

13.50 Série : Haute tension. Notorious, de Collin Bucksey, avec Johyn Shea, Jenny Robertson.
15.20 Série : Riptide.
16.00 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Les meilleurs moments de l'émission avec Georgette Plana. Avec Charles Dumont, Maurice Larcange, Jean-Marc Thibault, Irène Berthier, Marc Pascal, Herbert Leonard, Lionel Suarez, Valmy, Francis Linel, Simone Langlois.
16.55 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejko.
17.25 Série : Quoi de neuf docteur ?
17.50 Série : La Fête à la maison.
18.15 Série : Kung-fu, la légende continue.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Téléfilm : Le Mur du silence. De Philip Saville, avec Warren Mitchell, Bill Paterson.
22.30 Spectacle : Patrick Timsit. Enregistré au Palais des Glaces.
23.40 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : Heimat.

FRANCE 3

13.30 Série : Fruits et légumes.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton : La Grande Vallée.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Magazine : 40° à l'ombre. Invités : Native, Marc Morgan.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Tout le sport.
20.50 Magazine : Thalassa. Où sont passées les baleines ?, de Ramon Gutierrez et Philippe Spinau (rediff.).
21.45 Magazine : Faut pas rêver. Madagascar : l'extraordinaire aventure de Jean Laborde, de Régis Michel et Yvon Baudin ; France : quand la bête sera morte, de Jean-Marie Hoatte et Eric Minguant ; Pérou : terre de paille, de Philipe Vielles-cazes (rediff.).
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Aléas. Grand-père carabin, de Gérard Martin ; Anvers-sur-Oise, de Patrick Le Gall ; Guérisseur malgré lui, d'Irène Richard ; Silvija et la chaux vive, de Thierry Nolin.
23.50 Documentaires : Les Cavales de la nuit. Amériques. Amimaya, de Denis Piningre ; Zapata mort ou vif, de Patrick Le Gall ; Amazonie française, de Gérald Duduyer.

CANAL +

13.30 Cinéma : Star Trek 6, terre inconnue. □ Film américain de Nicholas Meyer (1991). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley.
15.35 Cinéma : La Puissance de l'ange. ■ Film américain de John Avildsen (1992). Avec Stephen Dorff, John Gielgud. *Bien fabriqué.*
17.40 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.00

18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.59 La Coccinelle de Gotlib.
19.00 Magazine : Nulle part ailleurs. Meilleurs moments.
19.45 Flash d'informations.
19.50 Sport : Football. Nantes-PSG, en direct ; à 20.00 coup d'envoi.
22.00 Sport : Athlétisme. Réunion de Bruxelles.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Fais comme chez toi ! □ Film américain de Frank Oz (1992). Avec Steve Martin, Goldie Hawn, Dana Delany.
0.45 Cinéma : Un crime. □ Film français de Jacques Deray (1992). Avec Alain Delon, Manuel Blanc, Sophie Broustal.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et françaises de la semaine du 13 août 1944, commentées par Marc Ferro et Ridgway B. Knight (rediff.).
17.55 Magazine : Macadam. Nina Simone, la légende. Documentaire de Frank Lord (rediff.).
19.00 Série : Assaulted Nuts. De Ray Cameron, avec Elaine Hausman, Wayne Knight (v.o.).
19.30 Documentaire : Tramways du monde. Lisbonne, ligne 28. De Rüdiger Hertzog.
19.45 Documentaire : La Brousse épineuse. De Reinhard Radke.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Téléfilm : Des souris et des chats. De Hajo Gies, avec Mario Adorf, Brigitte Janner.
22.10 Documentaire : Cuba, une révolution sans espoir. De Klaus Kleber.
23.00 Cinéma : Alexandrie encore et toujours. ■■ Film franco-égyptien de Youssef Chahine (1990). Avec Yousra, Hussein Fahmi, Tahia Carioca (v.o., 101 min).

M 6

13.25 Téléfilm : Détective de père en fils.
15.00 Musique : Plage des clips.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
18.55 Série : Pour l'amour du risque.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : Capital.
20.40 Téléfilm : CAT, commando antiterroriste. De William Friedkin, avec Joseph Cortese, Stephen W. James.
22.35 Série : Mission impossible. Billard électronique.
23.35 Série : Fantasmes.
0.00 Les Enquêtes de Capital (et à 5.40). Benetton.
0.25 Six minutes première heure.
0.35 Culture rock (et à 6.05). La saga de 1969. On a marché sur le rock.

FRANCE-CULTURE

19.40 Musique : Du jazz pour tout bagage. L'excès. 5. Albert Ayler, saxophone dynamite.
19.55 Carnets de voyage. Chrétiens d'Orient en terme d'Islam (rediff.).
20.55 Rencontres d'écrivains francophones à Québec. La rectitude politique (5)
21.55 Les Chemins de la connaissance. Louis Massignon. Un prophète du dialogue entre Orient et Occident. 5. Le droit du sacré (rediff.).
22.25 Lettres de Chine.
22.40 Musique : Nocturne. La fondation Paul Sacher.
0.05 Du jour au lendemain. L'été des philosophes. Avec Daniel Dobbels, Michel Surya et Francis Marmande pour la revue Lignes 21 (rediff.).
0.50 Coda. Le quatuor Nomad.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 France-Musique l'été. A 20.30, Concert (en direct de la cathédrale de Sion) : Magnificat sopra Praeter rerum serium, de Lassus ; Stabat Mater, O beata Trinitas, de Palestrina ; *Officium defunctorum*, de Victoria ; Praeter rerum serium, motet, de Des Prés, par The Gabrieli Consort Players, dir. Paul McCreesh.
22.30 Concert (donné le 20 février à Monte-Carlo) : Obéron, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, de Beethoven ; Symphonie n° 5 en si bémol majeur, de Prokofiev, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Jansug Kakhidze.
0.05 Jazz nuit. Par Xavier Prévost. Joël Drouin et le Trio de Michel Zenino, contrebasse, avec André Villeger, saxophone, Bruno Ziarelli, batterie.

IMAGES

Coquineries

QUE cet été serait fade sans ARTE ! Notre gaillarde chaîne culturelle explorait, jeudi soir, à sa manière thématique, les facettes de la « guerre des sexes ». Elle se proposait de nous expliquer en quoi l'amour n'est jamais qu'une autre façon de faire la guerre. Plusieurs érudits nous ont fichtrement déniaisé. Grâce à leurs savantes références à Aphrodite, à Vénus, à Arès, à Mars et à Freud, nous avons appris comment adapter les stratégies militaires à nos expéditions amoureuses. Nous avons notamment compris que l'attaque frontale est toujours plus aléatoire que l'encerclement, et nous avons désormais un faible pour la stratégie de l'artichaut, qui combine la prudence, l'efficacité et la perversité. Cette soirée éducative présentait, en effet, l'immense mérite de s'adresser à tous les publics.

Les téléspectateurs obsédés par les sujets d'actualité pouvaient y trouver matière à graves réflexions sur les regains de barbarie que la confusion entre l'amour et la guerre engendre, en certaines circonstances, dès qu'elle cesse d'être un divertissement pour devenir un vecteur de régression. On l'a vu dans l'Allemagne hitlérienne, on le voit dans l'ex-Yougoslavie.

Les vacanciers en mal d'affection pouvaient y trouver des recettes utilitaires. Un expert en finesses nous a confié un bon truc pour draguer au supermarché du coin : la stratégie la plus habile pour engager la conversation avec l'avenante ménagère repérée en train de faire ses courses consiste à faire semblant de se tromper de Caddie. Tu fais mine d'être pressé ; en passant à côté d'elle, tu jettes quelques marchandises dans son Caddie ; tu t'excuses de ton étourderie et hop ! l'affaire est dans le sac... Il existe une variante applicable aux terrasses des bistrots quand il s'agit de prendre contact avec une femme distante : tu files acheter une carte postale ; tu y dessines quelque chose de naïf – par exemple, un enfant offrant une fleur accompagnée d'une bulle du genre : « *Je vous en prie, dessinez-moi un mouton...* » ; tu y ajoutes un post-scriptum donnant ton numéro de téléphone ; tu fais porter le tout à la belle par le garçon, et tu attends la suite...

Quant aux puristes, ils auront été comblés par l'ultime documentaire de cette passionnante émission. Il évoquait les origines des métaphores militaires qui donnent à notre langage amoureux cette saveur coquine que le monde entier nous envie. Nous savons désormais que sans l'invention de la poudre à canon nul n'aurait jamais eu l'idée de « *tirer un coup* » puisque cette comparaison est née dans le vacarme des décharges d'arquebuses.

Il ne manquait finalement à cette fête que Me Jacques Vergès pour nous dire par quels méandres de la guerre et de l'amour son nouveau client avait bien pu changer de compagne en même temps que de cachette comme TF 1 nous l'a révélé, ce jeudi soir, en nous offrant la dernière photo en date – la première en couleur – de M. Illitch Ramirez Sanchez en bon père de famille.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

SAMEDI 20 AOÛT

TF 1

6.00 Série : Intrigues.
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.20 Club mini.
8.25 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée.
10.30 Télévitrine.
10.48 Météo (et à 12.23).
10.50 Ça me dit... et vous ? Avec les séries : Dinosaures, La Maison en folie.
11.53 Météo des plages.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo et Journal.
13.15 Magazine : Reportages. Sébastien, la vie et rien d'autre, d'Henri Chambon.
13.45 Jeu : Millionnaire.
14.15 La Une est à vous. Avec la série : Sydney Police.
17.40 Magazine : Trente millions d'amis.
18.10 Série : Tonnerre de feu.
19.05 Série : Beverly Hills.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.45 Magazine : Destins brisés. De Guy Job, Stéphane Courbit, Lionel Rotcage, avec la voix de Guillaume Durand. Claude François. Invités : Alain Chamfort, Josette Eschenloir, Mme François, Janette, Katalyn, Geneviève Leroy, Sylvie Mathurin, Alain-Dominique Perrin.
22.45 Téléfilm : Engrenage mortel. De Robert Markowitz, avec Marcy Walker, Dan Lauria. *Un déséquilibré vient perturber la vie d'un couple uni.*
0.15 Clip : 3 000 scénarios contre un virus.
0.20 Magazine : Formule foot. 5e journée du championnat de France.
0.55 Journal et Météo.
1.05 Série : Aventures à l'aéroport.
1.55 TF 1 nuit (et à 2.55, 3.55, 4.30).
2.00 Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.00, 5.10). Les contes de la bécasse et de la bécassine ; Les garde-pêche ; Survivances.
3.00 Documentaire : Histoire de la vie. *La solitude ça n'existe pas.*
4.40 Musique.

FRANCE 2

6.00 Documentaire : Terre humaine. Mineur de fond (rediff.).
6.50 Dessin animé.
7.00 Les Matins de Saturnin.
8.00 Hanna Barbera Dingue Dong.
9.00 Télévisator 2. Jeux vidéo et dessins animés.
11.15 Expression directe. CGC.
11.30 Jeu : Ces années-là.
12.00 ▶ Documentaire : Les Inventions de la vie. De Jean-Pierre Cuny. 1. Mon cher associé. 2. Sans peur et sans famille.
12.55 Météo (et à 13.30).
12.59 Journal.
13.35 Magazine : Savoir plus santé. Faut-il avoir peur de l'anesthésie ? Invité : le docteur Vialard, anesthésiste et secrétaire général du Syndicat des anesthésistes hospitaliers.
14.30 Magazine : Animalia.
15.15 Magazine : Samedi sport. A 15.20, Tiercé, en direct de Deauville ; A 15.35, Cyclisme : championnat du monde sur piste à Palerme (Sicile) ; A 16.35, VTT : championnat d'Europe à Métabief (Doubs).
18.05 Série : Le Renard.
19.10 Divertissement : Rien à cirer.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Jeu : Fort Boyard. L'équipe : Dieudonné, humoriste et président de l'association Poil au cœur ; Tom Novembre, Myriam Souhait, Christophe Vogel, Olivier Sicard, Caroline Devergranne. Au profit de l'Association Poil au cœur, initiatrice du journal *le Papotin.*
22.30 Sport : Boxe. Super-moyens : Frédéric Sellier (France)-Willie Kemp (Etats-Unis) ; Poids plume : Moussa Sangaré (Mali)-Freddy Cruz (République dominicaine), en direct de Juan-les-Pins.
23.40 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : Heimat.
1.00 Série : L'Amour en héritage.
1.55 Magazine : De quoi j'ai l'air ? (rediff.).
3.10 Documentaire : L'Homme caché.
4.10 24 heures d'info.
4.25 Documentaire : Little Karim.
5.15 Série : Miss Manager et ses footballeurs.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Magazine : L'Heure du golf. Le magazine ; La compétition : l'Open d'Autriche.
7.30 Bonjour les petits loups. La Couronne magique ; Boumbo ; Les Aventures de Tintin : l'Affaire Tournesol.
8.15 Les Minikeums. Babar ; Casper ; Denver ; Tom Sawyer.
10.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Présenté par Jean-Claude Widemann.
10.30 Continentales d'été. Présenté par Nicolas Don. Série : The Twilight Zone (La Quatrième Dimension, v.o.).
11.05 Magazine : Le Jardin des bêtes. Présenté par Pierre Rousselet-Blanc.
11.58 Flash d'informations.
12.03 Magazine : Estivales. Le massif de l'Esterel.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : Couleur pays. Evasion : randonnées en Méditerranée, le golfe de Porto et le massif de Bavella en Corse ; le pic de l'Ours dans l'Esterel ; A 13.55, En flânant avec Roger Gicquel : au cap Sizun ; A 14.55, Méridionales : paysages et villages méditerranéens ; A 15.20, Iktus : les pêcheurs de poulpes ; A 15.45, Littoral : des galops dans la baie ; l'homme aux doigts d'or ; A 16.15, Génération sensations : planche à voile et moto ; A 16.45, Les trains de pays : Marseille-Briançon et Nice-Cunéo.
17.55 Magazine : Montagne. La Montagne au tournant, de Pierre Beccu. *Dans le massif alpin des Bauges, des paysans amoureux de leur montagne. Rediffusion.*
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Magazine : Tout le sport.
20.50 Feuilleton : Emilie, la passion d'une vie. De Jean Beaudin, avec Marina Orsini, Roy Dupuis, (15e et 16e épisodes).
22.30 Journal et Météo.
22.50 ▶ Planète chaude. Présenté par Bernard Rapp. Panama, l'imposture, documentaire de Barbara Trent.
23.45 Magazine : Ruban rouge. Emission interactive sur le sida. Avec le docteur Serge Hefez. Le sida vu d'Afrique. Invité : Touré Kunda.
0.45 Musique : Cadran lunaire. *Après une lecture du Dante*, de Liszt, par Stephen Hough, piano (20 min).

CANAL +

En clair jusqu'à 8.05

6.59 Pin-up (et à 7.24, 12.29, 0.53).
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.25 Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
8.05 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliciée. D'Hervé Chabalier. *Dans les camps de réfugiés de Goma.*
9.00 Cinéma : Jersey Girls. ■ Film américain de David Burton Morris (1992). Avec Jami Gertz, Molly Price, Aida Turturro.
10.35 Cinéma : Stalingrad. ■ Film allemand de Joseph Vilsmaier (1992). Avec Thomas Kretschmann, Dominique Horwitz, Jochen Nickel. *Budget très important, scènes spectaculaires.*

En clair jusqu'à 13.30

12.30 Flash d'informations.
12.35 Documentaire : Cent ans de cinéma américain. 7. La génération de l'école du cinéma.
13.30 Documentaire : Mike Tyson, un champion de boxe KO. De Barbara Kopple.
15.05 Documentaire : National Geographic. Libres éléphants du Bostwana, de Dereck et Beverly Joubert.
16.00 Surprises.
16.15 Série : Le Juge de la nuit. De Jeff Freilich, avec Bruce Abbott.
17.05 Les Superstars du catch.
17.55 Surprises.
18.00 Série animée : Ren & Stimpy Show.

En clair jusqu'à 20.30

18.25 Court métrage : Zoo Cup.
18.30 Décode pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Musique : Rita Mitsouko.
20.30 Téléfilm : « Kamarades » de baseball. De Tommy Lee Wallace, avec Joe Mantega, Natalya Megoda. *Un Américain accepte d'entraîner l'équipe olympique russe de baseball.*
22.10 Flash d'informations.
22.15 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 5e journée du Championnat de France de D1.
23.00 Cinéma : Listen up, the Lives of Quincy Jones. ■■ Film américain d'Ellen Weissbrod (1990). Avec Quincy Jones, Miles Davis, Michael Jackson (v.o.).
0.55 Cinéma : La Puissance de l'ange. ■ Film américain de John Avildsen (1992). Avec Stephen Dorff, Armin Mueller-Stahl, John Gielgud (v.o.). *Un enfant découvre l'intolérance et l'apartheid.*
3.00 Documentaire : Woodstock, Special 25th Anniversary. De D. A. Pennbaker. Avec Jimi Hendrix, Janis Joplin, Joe Cocker, The Who, Joan Baez, Crosby, Stills, Nash & Young.
5.00 Moyen métrage : Dimanche ou les Fantômes. De Laurent Achard.
5.35 Cinéma : Abracadabra. □ Film franco-belge de Harry Cleven (1991). Avec Philippe Volter, Clémentine Célarié, Thierry Frémont.
6.45 Surprises.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Union des records socialistes soviétiques. De Boris Kustov et Vladimir Souvorov (rediff.).
18.00 Magazine : Mégamix. Présenté par Martin Meissonnier. Bruce Swedien ; AESD de San-Francisco ; Erwan Le Marc'hadour ; Jean-Michel Jarre ; Deus Ex-Machina (rediff.).
19.00 Série : Belphégor. De Claude Barma, avec Juliette Gréco, René Dary.
19.25 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. L'héritage somalien.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités britanniques et allemandes de la semaine du 20 août 1944, commentées par Marc Ferro et Robert O. Paxton.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Haute-Savoie 1944. De Denis Chegaray et Olivier Doat (2e partie). *Les heures tragiques de l'épuration.*
22.05 Téléfilm : L'Empereur du Portugallia (3e partie). De Lars Molin, avec Ingvar Hirdwall, Gunilla Nyroos. *Fin d'un joli conte suédois.*
23.05 Série : Diplomatix. Vademecum de la diplomatie norvégienne, de Trond Kirvaeg, Knut Mjoen et Knut Lystad.
23.30 Magazine : Snark. Fiddle-de-dee, de Norman McLaren ; Bravo papa 2040, de Susanne Fränzel ; Star Life : Star Cafe, de Philippe Andrevon ; Pas à deux, de Monique Renault et Gerrit Van Dijk ; Dance Number 22, de Raphael Montanez-Ortiz.
0.00 Série : Le Canapé rouge. De Rudolf Dolezal et Hannes Rossacher (v.o., 28 min).

M 6

7.00 Musique : Boulevard des clips (et à 6.45).
8.20 Téléfilm : Atout cœur. De Peter Werner, avec Teri Copley, Timothy Daly.
10.00 M 6 boutique.
10.30 Infoconsommation.
10.35 Variétés : Multitop.
11.50 Série : Loin de ce monde.
12.20 Série : Mariés, deux enfants.
12.55 Série : Les Rues de San-Francisco.
13.50 Série : V.
14.45 Série : L'île mystérieuse.
15.30 Série : Joëlle Mazart.
16.25 Série : L'Aventurier.
17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
17.50 Série : Le Saint.
18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital (et à 3.15).
19.15 Magazine : Turbo. Le Bryce Canyon.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 0.50). Isabella Rossellini, Ludmilla Mikaël.
20.45 Téléfilm : Nuits secrètes. De Billy Hale, avec Arielle Dombasle, Bess Armstrong. *Une actrice célèbre engage un détective pour percer le secret de sa naissance.*
1.00 Six minutes première heure.
1.05 Musique : Dance Machine.
3.40 Rediffusions. Fax'O ; Culture pub ; Le Monde des hélicoptères-1 ; Fréquenstar ; Culture rock.

FRANCE-CULTURE

18.36 Fiction. Cromwell. Drame en cinq actes de Victor Hugo, réalisé par Georges Peyrou.
22.35 Musique : Jazz à la belle étoile. Fats Waller, pianiste (4).
0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Aman Jean, familier de Verlaine et peintre exceptionnel (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

18.00 L'Eté des festivals. Par Jean-Michel Damian. Thomas Moser, ténor.
19.37 Concert (donné le 2 septembre 1993 à Stuttgart) : Un requiem allemand op. 45, de Brahms, par le Südfunk-Chor Stuttgart, le Kölner Rundfunkchor, l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. : Julia Varady, soprano, Hakan Hagegard, baryton.
21.00 Concert (donné le 22 novembre 1992) : Junge Lieder II, Wie Melodien zieht es mir, Junge Lieder I, Feldeinsamkeit, Versunken, Auf dem Kirchhof, Quatre chants sérieux, de Brahms ; Six chants espagnols, de Chostakovitch ; Morning, I Have Grown Fond of Sorrow, For Long There Has Been Little Consolation in Love, She is as Lovely as the Noon, Oh, Do Not Gireve, de Rachmaninov, par Jadwiga Rappe, alto, Ewa Poblocka, piano.
22.15 Concert (donné le 26 janvier au Louvre) : Duo pour violon et piano en la majeur D. 574, de Schubert ; Sonate pour violon et piano n° 2, de Prokofiev ; Sonate Fratres, de Part ; Sonate pour violon et piano en *mi bémol*, de R. Strauss, par Vadim Repin, violon, Vadim Sakharov, piano.

Le Monde

Le cinquantenaire de l'insurrection de la capitale

La commémoration de la libération de Paris réunira MM. Mitterrand, Balladur et Chirac

François Mitterrand, Edouard Balladur, Charles Pasqua et Jacques Chirac participaient, vendredi 19 août, à une cérémonie à la préfecture de police de Paris, commémorant le soulèvement de la police parisienne, cinquante ans auparavant, qui avait marqué le début de l'insurrection de la capitale contre l'occupant nazi. Jusqu'aux premiers jours de septembre, la célébration du cinquantième anniversaire de la libération de Paris sera l'occasion de nombreuses manifestations, les plus importantes étant prévues les 25 et 26 août. Le président de la République, le premier ministre et le maire de Paris se côtoieront pour célébrer ces événements cruciaux de la libération du pays. Pour les héritiers du gaullisme, ils représentent, avec l'appel du 18 juin 1940, le fondement de leur légitimité.

En choisissant *Hymne*, de Victor Hugo, pour donner une conclusion aux allocutions que prononceront Jacques Chirac puis François Mitterrand sur la place de l'Hôtel-de-Ville le soir du jeudi 25 août, les organisateurs n'ont pas pris de risque. Le poète romantique et populaire, chantre de l'épopée napoléonienne et des barricades parisiennes de 1830, pair de France et adversaire du Second Empire, peut accompagner sans heurt la mémoire de tous les acteurs de la libération de Paris, gaullistes et communistes, insurgés des faubourgs et soldats de la division Leclerc, qui vont être à l'honneur, du 19 août jusqu'à la fin du mois, après ceux des débarquements de Normandie et de Provence.

François Mitterrand et Edouard Balladur, qui se sont côtoyés au cours des commémorations de Normandie, en juin, et de Provence, le week-end dernier, devront, cette fois, partager la vedette avec Jacques Chirac, leur hôte en tant que maire de la capitale. Jusqu'au dernier moment, le détail des cérémonies a fait l'objet de tractations, notamment entre les collaborateurs de M. Balladur et ceux de M. Chirac. Les deux hommes vont se retrouver côte à côte les 24, 25 et 26 août. Le 24, chacun d'eux prononcera une allocution lors de l'inauguration du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la libération de Paris sur la dalle Montparnasse.

Le président du RPR, que l'ordre protocolaire n'avantage pas, a voulu éviter de donner l'impression que ces cérémonies entraient dans une quelconque pré-campagne présidentielle. Il est vrai que la date de l'événement ne pouvait pas garantir une participation massive des Parisiens, qui ne seront pas tous revenus de vacances. Surtout, M. Chirac a tout fait pour préserver l'unanimité obtenue au Conseil de Paris lors du vote du budget en décembre 1993 : les socialistes et les communistes avaient alors donné leur accord aux propositions du maire de Paris pour l'organisation de ces célébrations. Depuis, l'Eglise catholique s'est jointe à ce consensus : une messe sera célébrée, le 25 au matin, à Notre-Dame, par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

« Précision d'horlogerie »

Par ailleurs, on prend bien soin de rappeler dans l'entourage du maire de Paris que l'on n'a pas attendu le cinquantenaire pour célébrer la libération de la capitale, qui fait, chaque année, l'objet de nombreuses manifestations. On souligne aussi valoir qu'en cette période de crise – et d'augmentation des impôts des habitants de la capitale – paraître dilapider les deniers des Parisiens eût été de mauvais goût. Le budget que consacrera la ville aux différentes manifestations (spectacle de l'Hôtel de Ville, feu d'artifice, bal populaire place de la Concorde, etc.) s'élève à 20 millions de francs, alors qu'en juin 1990 la double célébration du centenaire de la naissance de de Gaulle et du cinquantième anniversaire de l'Appel du 18 juin avait coûté 50 millions de francs.

Pour respecter la *« précision d'horlogerie dans la répartition de ce qui a été fait par les uns et par les autres »* souhaitée par M. Chirac, un comité d'honneur des célébrations du cinquantenaire de la libération de Paris avait été créé au début de l'année. Les opérations prévues par la ville ont été soumises à ses vingt-cinq membres, représentant les différentes composantes de la résistance, des déportés et des anciens combattants. Aux dires des organisateurs, le seul sujet qui ait donné lieu à débat est la manière dont les auteurs du film *la Libération de Paris*, coproduit par France 3 et la mairie de Paris, ont évoqué la controverse entre la résistance parisienne, à direction communiste, et les gaullistes, sur la « trêve » des combats les samedi 19 et dimanche 20 août 1944.

Victoire des armées régulières, des combattants de la Résistance et du peuple parisien, la libération de Paris est aussi un moment fort du gaullisme. Entendue des milliers de fois, la phrase *« Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé, mais Paris libéré »* est un fleuron du discours gaullien. Selon certains, le chef de la France libre aurait dit à propos de la descente des Champs-Elysées le 26 août 1944 que ce fut *« le seul événement qui en avait valu tout à fait la peine »*. Dans les *Mémoires de guerre*, il écrit : *« Il se passe, en ce moment, un de ces miracles de la conscience nationale, un de ces gestes de la France qui parfois, au long des siècles, viennent illuminer notre histoire. »*

Les héritiers du gaullisme avaient organisé, en juin, leur propre manifestation à Bayeux – MM. Balladur et Chirac en tête – pour contrebalancer les cérémonies officielles du débarquement, au cours desquelles ils estimaient que M. Mitterrand n'avait pas suffisamment rendu hommage au rôle du chef de la France libre. L'occasion est belle pour eux, à Paris, de raviver l'image du général de Gaulle descendant les Champs-Elysées. Gardien de la flamme, l'Institut Charles-de-Gaulle, que préside Pierre Messmer, ancien ministre du général de Gaulle, ancien premier ministre de Georges Pompidou, a souhaité une manifestation particulière sur cette avenue, qui fut aussi, en juin 1968, celle de la reconquête symbolique du pouvoir par les gaullistes après la révolution étudiante : 10 millions de francs ont été dépensés pour un spectacle qui débutera après que des milliers d'enfants se seront élancés depuis la place de l'Etoile vers le rond-point des Champs-Elysées.

Auparavant, M. Balladur aura ranimé la flamme sous l'Arc de triomphe, en présence des maires des cinq communes faites Compagnon de la libération que sont Grenoble, Paris, Nantes, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein. L'Institut Charles-de-Gaulle indiquait, il y a quelques jours, qu'une réception serait offerte par le premier ministre, à l'Hôtel Matignon, aux Compagnons de la libération et aux anciens combattants. Les services de M. Balladur refusent de confirmer cette information, et l'Institut est, à son tour, devenu muet. Une telle initiative permettrait au chef du gouvernement de conclure les célébrations à son avantage et de s'assurer un brevet de gaullisme pour l'avenir, au risque d'agacer, pour des raisons différentes, MM. Chirac et Mitterrand.

FRANÇOISE CHIROT

Les obsèques d'André Passeron

Les obsèques d'André Passeron, journaliste au service politique du *Monde* jusqu'à sa retraite, il y a deux ans, et président de l'Association des journalistes parlementaires, ont été célébrées, jeudi 18août, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, et Jacques Chirac, maire de Paris, ont assisté à cette cérémonie à la mémoire de celui qui avait été pendant trente ans, dans les colonnes de notre journal, le spécialiste du gaullisme et du mouvement gaulliste. Edouard Balladur, premier ministre, avait fait déposer une gerbe de fleurs.

Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale, a rendu hommage à André Passeron, jeudi, par une déclaration dans laquelle il salue en lui *« l'autorité morale de la presse parlementaire »* et relève qu'il était *« loué unanimement par ses confrères, respecté et apprécié par les hommes politiques »*.

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

Le PRI n'est pas assuré de remporter les élections au Mexique

Au pouvoir sans interruption depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel pourrait faire les frais, dimanche 21 août, de la *« nouvelle transparence »* prôné par le président Carlos Salinas, pourtant issu de ses rangs. La fin de la fraude et de la *« simulation démocratique »* ? *(page 6)*.

SOCIÉTÉ

Les Russes minimisent la contrebande de plutonium

Moscou accuse les médias occidentaux de faire du sensationnalisme avec les trafics de substance nucléaire. Les Américains, de leur côté, adoptent une position modérée. Mais, en coulisse, la coopération s'active pour mettre en place un meilleur contrôle *(page 9)*.

CULTURE

Le ventre du sculpteur

Suédois installé dans un coin isolé du Loiret, Erik Dietman est difficilement classable. De ses amitiés avec les membres du groupe Fluxus à sa rencontre avec les nouveaux réalistes, trente-quatre ans de carrière et d'un long cheminement qui font l'objet d'une rétrospective au Centre Pompidou. *(page 17)*.

TEMPS LIBRE

Pérou : les neiges de l'Eternel

Sur les pentes des Andes, près de Cuzco, des milliers d'Indiens viennent chaque année en pèlerinage, bannière en tête, au sanctuaire de Qoyllur Rit'i. Là sur les glaciers, ils implorent les Apus, dieux précolombiens qu'ils vénèrent depuis des millénaires *(pages 11 à 15)*.

ÉCONOMIE

La Bundesbank déçoit les marchés financiers

Ils espéraient une baisse des taux d'intérêt allemands : la Bundesbank les a laissés inchangés. Du coup, les marchés financiers font grise mine. Les Bourses ont piqué du nez et le dollar s'est affaibli *(page 19)*.

SERVICES

La télématique du *Monde* :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56
Le numéro du « Monde » daté vendredi 19 août 1994 a été tiré à 440 750 exemplaires

La « guerre du thon » au large des Landes

Un marin français a été blessé par un coup de feu après un incident avec des chalutiers espagnols

« Rien ne peut être reproché aux Français qui ont su s'adapter et mettre en pratique les nouvelles règles européennes », a déclaré jeudi 18 août Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, _ avant de s'envoler pour un voyage officiel en Argentine _ à propos du nouvel incident qui a opposé, le 17 août, des bateaux français et espagnols dans la « guerre du thon ». Un marin français a été légèrement blessé d'un coup de feu, dans des circonstances qui n'avaient pas encore été élucidées vendredi 19 août en fin de matinée.

Selon notre correspondant à Bayonne, Michel Garicoix, il semble que cinq bateaux de Fontarabie aient cherché à intimider, tous feux éteints, dans la nuit, deux chalutiers de Hendaye, le *Kresala* et le *Fureteur*, qui pêchaient le thon dans les eaux communautaires sous juridiction espagnole. Les marins ibériques ont essayé, avec leurs ancres, de sectionner les filets des chalutiers français, tout en lançant sur ceux-ci divers projectiles. Un marin français aurait alors tiré en l'air avant que le *Kresala* n'essuie au moins trois coups de feu. Le mécanicien de ce bateau, Gilles Tanguy, a reçu une balle au niveau du sternum. L'armateur des deux navires, Jean-Baptiste Garat, a décidé de porter plainte. Plusieurs enquêtes ont été ouvertes car la réglementation, aussi bien française qu'espagnole, interdit la présence d'armes à feu à bord des navires de pêche.

« Agissements inqualifiables »

L'incident a eu lieu au large de Cap-Breton (Landes). Les chalutiers de Hendaye pêchaient, légalement, avec des chaluts pélagiques, c'est-à-dire des filets tractés derrière les bateaux, selon une autre méthode de pêche que celle des filets droits dérivants. Mais les Espagnols contestent aussi cette méthode.

Jean Puech a demandé à son homologue espagnol, Luis Atienza, de *« condamner énergiquement les agissements inqualifiables des professionnels de son pays et d'engager contre eux des poursuites judiciaires »*. L'ambassadeur d'Espagne à Paris a été convoqué au Quai d'Orsay. Le ministre français a aussi alerté le commissaire européen chargé de la pêche. Jean Puech devrait rencontrer son collègue espagnol prochainement, avant le conseil des ministres des Douze prévu fin septembre. Madrid a décidé d'envoyer un nouveau bâtiment militaire dans le golfe de Gascogne pour renforcer la surveillance des zones de pêche.

EN BREF

ARGENTINE : élections générales le 14 mai 1995. – Le ministre de l'intérieur argentin, Carlos Ruckauf, a annoncé, jeudi 18 août, que les élections générales se dérouleront le 14 mai prochain et que la passation des pouvoirs aura lieu le 8 juin. Les principaux partis étaient favorables à l'organisation d'élections en mai. – *(AFP)*.

Pas encore de preuve contre l'Iran après l'attentat de Buenos-Aires. – Les enquêteurs sur l'attentat commis contre le siège d'organisations juives, à Buenos-Aires, le 18 juillet, *« n'ont pour le moment aucune preuve, même si tout indique que la paternité de l'attentat est iranienne »*, a déclaré jeudi 18 août une source proche des spécialistes du renseignement argentin, chargés de ce dossier. Les Etats-Unis n'en estiment pas moins que l'Iran est *« le suspect numéro un »*. Israël impute lui aussi l'attentat à Téhéran. – *(AFP)*.

ASSASSINAT DE CHAPOUR BAKHTIAR : le procès est fixé au 2 novembre. – La première audience du procès des assassins présumés de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, dont le dossier a été transmis au parquet le 7 février (*le Monde* du 9 février) a été fixée au 2 novembre prochain devant la cour d'assises de Paris, composée de magistrats. Il devrait durer quatre semaines. Seules trois personnes ont été arrêtées dans cette affaire : Ali Rad Vakili, soupçonné d'avoir participé à l'assassinat, Massoud Hendi et Zeyal Sarhadi, soupçonnés de complicité. Six autres personnes seront jugées par contumace. Chapour Bakhtiar et son secrétaire avaient été assassinés le 6 août 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine).

CORSE : attentat contre une mairie. – Un attentat à l'explosif a provoqué d'importants dégâts, vendredi 19 août à l'aube, à la mairie de Ville-di-Pietrabugno, à 10 kilomètres au nord de Bastia (Corse). Le maire (RPR) et président du conseil exécutif régional, Jean Baggioni, préside également l'Office hydraulique de la Corse, qui avait été la cible d'un attentat à l'explosif il y a deux mois. Par ailleurs, l'ex-Front de libération nationale de la Corse (FLNC) Canal historique, a revendiqué, jeudi, l'attentat commis la veille contre les locaux de la direction départementale de l'équipement, à Bastia.

SOMPORT : prison ferme requise pour Eric Petetin. – Trois opposants au tunnel du Somport, qui avaient été interpellés le 1er août en vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantiques) pour s'être physiquement opposés aux travaux, ont comparu le 18 août devant le tribunal correctionnel de Pau. Des peines de quinze jours de prison avec sursis ont été requises pour deux d'entre eux, et une peine de quinze jours fermes pour Eric Petetin, qui avait été gracié il y a un an après plusieurs semaines d'incarcération. Le jugement sera rendu le 12 septembre.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : M. Barrot est défavorable à l'organisation de « primaires » – Jacques Barrot (UDF-CDS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a exprimé, vendredi 19 août, sur RTL, de nettes réserves sur l'organisation de « primaires » pour l'élection présidentielle. *« Le projet initial des « primaires », c'était des primaires « entraînement*, a-t-il dit. *On les commençait très tôt, pour que celui qui serait choisi puisse mobiliser. Si nous allions vers des primaires « affrontement »,* [...] *on risquerait de trouver un candidat – peut-être unique, et encore, ce n'est pas sûr –, mais affaibli. »*

FRANCE 3 : blâme au présentateur Eric Cachart. – La direction de France 3 a infligé, par écrit, un blâme, avec inscription au dossier, au présentateur du journal télévisé, Eric Cachart, qui avait fait la promotion, à l'écran, du château-hôtel possédé par son épouse (*le Monde* du 15 juillet). Eric Cachart avait été suspendu d'antenne par Xavier Gouyou-Beauchamp, directeur général de France 3. Un conseil de discipline s'était soldé, début août, par un constat de divergence entre la direction de France 3 et les syndicats qui souhaitaient élargir le problème *« à la starisation »* des présentateurs. La société des journalistes de France 3 devrait tenir une assemblée générale, dans l'après-midi du vendredi 19 août, sur cette affaire.

ÉDITION : le néerlandais Wolters Kluwer rachète l'éditeur britannique Simon and Schuster. – Le groupe d'édition néerlandais Wolters Kluwer, numéro deux de l'édition aux Pays-Bas et numéro un dans le secteur du livre juridique en Europe, s'est porté acquéreur, jeudi 18 août, de l'éditeur britannique de livres pour la jeunesse Simon and Schuster Young Books. Le groupe néerlandais, qui publie des livres de droit, de médecine, de sciences et d'affaires, est déjà présent en Grande-Bretagne *via* deux autres maisons d'édition, Stanley Thornes et Weyland, et a l'intention *« d'élargir sa position au Royaume-Uni »*. Wolters Kluwer est déjà présent dans treize pays européens ainsi qu'aux Etats-Unis.

La formation du nouveau gouvernement à La Haye

Le « réformateur » Hans Van Mierlo devient ministre des affaires étrangères

Cent sept jours après les élections législatives du 3 mai, Wim Kok, dirigeant du PvdA, (Parti social-démocrate du travail), chargé par la reine Beatrix de former le nouveau gouvernement, a procédé, jeudi 18 août, à ses premières nominations en choisissant ses ministres des affaires étrangères et de l'intérieur. Il s'agit respectivement de Hans Van Mierlo, membre du D66 (réformateur), et de Hans Dijkstal (VVD, centre-droit). Les deux hommes deviennent également vice-premiers ministres.

Le « James Dean » du Binnenhof

LA HAYE

de notre correspondant

Il a le charme d'un gros ours, le charisme d'un garçon qui n'a jamais grandi et, selon les rumeurs, il ne ferme jamais le dernier bouton de sa chemise. Hans van Mierlo, âgé de soixante-trois ans, est le nouveau chef de la diplomatie des Pays-Bas. Le *« James Dean »* du Binnenhof, comme on l'appelle au Parlement de La Haye, doit être à présent l'un des hommes les plus heureux du pays. Non seulement, la composition du nouveau gouvernement se fera sous le signe du parme, sa couleur préférée – puisque la nouvelle coalition est dite « violette » – mais il a aussi pu obtenir le poste dont il rêvait depuis sa jeunesse, celui de ministre des affaires étrangères. De plus, hier, c'était son anniversaire !

Pour se tailler cette part du gâteau, il s'est, tout de même, battu pendant vingt-huit ans. Au début – en 1966 – ils étaient treize intellectuels qui ont voulu faire exploser une classe politique sclérosée. Parmi eux, se trouvait le jeune Hans Van Mierlo qui, après ses études de droit, était devenu journaliste. C'était l'époque où le système des *« piliers »* – si caractéristique des Pays-Bas – était en train de s'effondrer : beaucoup de gens ne se retrouvaient plus dans leur parti, ni chez les chrétiens-démocrates, ni chez les sociaux-démocrates. Ces treize intellectuels ont formé un parti politique, les « Democraten'66 » ou « D 66 », comme ils se nomment eux-mêmes. Ils désiraient, au nom du pragmatisme, accroître le pouvoir des citoyens.

« Une étoile monte »

Un an plus tard, ils gagnaient d'un seul coup sept sièges au Parlement de La Haye. Ce qui valut au chef du D 66 la « une » du *New-York Times*. *« Star Rises in Dutch Politics »* (« une étoile monte dans la politique néerlandaise»), titrait-il : une première pour un homme politique de ce pays.

« Le Kennedy des Pays-Bas » est, depuis, resté chef du parti et membre du Parlement de La Haye. Par deux fois, le D66 a été déclaré *« cliniquement mort »*, mais il s'est toujours relevé de ses défaites. Et pendant une courte période, dans les années 1980, il a même fait partie de la coalition de centre-gauche, avec les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates. M. Van Mierlo lui-même fut, à cette époque, ministre de la défense.

Les reproches qui lui sont parfois adressés, à savoir que les idées de son parti ne se distinguent plus guère de celles des sociaux-démocrates, lui ont été préjudiciables. A La Haye, les observateurs estiment qu'il sera *« un bon ministre des affaires étrangères »*. Reste une question : va-t-il fermer le dernier bouton de sa chemise lors de sa première visite officielle ? – *(Intérim.)*